

L'ÉCOLE , LA COMMUNICATION ET LA SOCIÉTÉ À MADAGASCAR :

Publications jointes au dossier pour l'Habilitation à Diriger des Recherches
présenté par

Gil Dany RANDRIAMASITIANA

Date de soutenance : 14 Janvier 2006

Membres du jury : Monsieur **Jean-Claude RAMAMDIMBIARISON** Professeur
Titulaire de Sociologie, Directeur de Recherche Responsable du IIIe cycle, Université
d'Antananarivo, Madagascar

Madame **Danièle MOORE** Professeur Agrégé de Didactologie des Langues et des
Cultures à la Faculté d'Education de l'*Université de Simon Fraser Vancouver,*
Canada, Rapporteur externe Directeur de Recherche ED 268 *Université de Paris 3*
Sorbonne Nouvelle, France

- Monsieur **François RAJAOSON** Professeur Titulaire de Sociologie, Président Ancien Secrétaire
Général de l'Association des Universités Africaines *Université d'Antananarivo, Madagascar* - Madame
Irène RABENORO Professeur de Socio-Linguistique, Juge Responsable de la Formation Doctorale à
la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines *Université d'Antananarivo, Madagascar* - Monsieur
Gilles FÉRRÉOL Professeur des Universités en Sociologie, Rapporteur externe Directeur du
Laboratoire de Recherche en Socio-Anthropologie de la Connaissance - Identité et Connaissance des
Territoires et des Environnements en Mutation (LARESCO-ICOTEM) *Université de Poitiers, France*

Table des matières

Article 10 : ASPECTS SOCIO-LINGUISTIQUES DE LA FRANCOPHONIE ET DE L'INDIANOCEANITE A TRAVERS L'EXEMPLE MALGACHE . .	1
I. DOUBLE APPARTENANCE . .	2
I.1. Appartenance francophone . .	2
I.2. Appartenance régionale . .	5
II. Societe monoculturelle ou societe pluriculturelle? . .	7
II.1. Discours implicite sur l'aménagement linguistique . .	7
II.2. Pratiques langagières mixtes ou Discours métissé . .	8
II.3. Identité controversée et menacée? . .	10
III. Les défis majeurs pour le développement harmonieux du peuple malgache . .	12
III.1 Conflits axiologiques . .	12
III.2 Tensions ethnolinguistiques . .	13
III.3 Paupérisme ambiant . .	14
IV. Comment gérer la force endogène de la culture locale et l'agression culturelle extérieure ? . .	14
Article 11 : DES MUTATIONS DE CULTURES À UNE CULTURE DES MUTATIONS. REPLIS IDENTITAIRES OU IDENTITÉS PLURIELLES À TRAVERS LA CHANSON MALGACHE CONTEMPORAINE. . .	17
I. Dynamique socioculturelle et essai de typologie des réactions . .	18
II. Causes profondes des changements des contenus musicaux . .	19
Article 12 : BICULTURALISME FRANCO-MALGACHE ET UNIFORMISATION CULTURELLE. ALLEGÉANCES ET ANTAGONISMES . .	21
I.- MADAGASCAR, PAYS DES CONTACTS SÉCULAIRES DE CULTURES . .	22
1.1 L'Asie, l'Afrique, l'occident et la rencontre avec l'île continent . .	22
1.2 Quelques influences culturelles majeures de la Grande-Bretagne et surtout de la France . .	24
II MADAGASCAR, CREUSET DU BICULTURALISME FRANCO-MALGACHE . .	28
II.1 Essai de typologie des attitudes et tendances face au biculturalisme . .	28
II.2 bouleversements axiologiques : déracinement et/ou culture métisse ? . .	34

III. MADAGASCAR, DES SPÉCIFICITÉS A L'UNIVERSALITÉ .	35
III.1 Les contraintes du changement .	35
III .2 L'universalité au quotidien . .	37
Article 13 : MADAGASCAR : études macrosocio-linguistique .	39
Article 14 : RAPPORTS COMPLEXES ET INÉGAUX ENTRE LES LANGUES PARTENAIRES ET LA SOCIÉTÉ MALGACHE. ÉCLAIRAGES SOCIO-LINGUISTIQUES À L'AIDE DE LA GRILLE ODFLN . .	47
I. STATUS . .	48
I.1 Officialité. .	49
I.2 Usages institutionnalisés .	54
I.3. Education. .	59
I.4. Moyens de communication de masse .	60
I.5. Possibilités économiques et représentations sociales . .	66
II. CORPUS . .	67
II.1. Acquisition - Apprentissage .	67
II.2. Vernacularisation – Véhicularisation . .	69
II.3. Compétence .	70
II.4. Production langagière . .	71
Article 15 : SADC TERMINOLOGY WORKSHOP REPORT .	77
I The Rationale of the terminology project: by Prof H.Mwansoko . .	80
I.1 RATIONALE OF THE TERMINOLOGY PROJECT .	80
I.2 THE PLANNED PROJECT . .	81
I.3 Countries presentations: major problems facing language development in SADC region . .	83
II Recommendations . .	84
III Resolutions .	84
IV SADC Sub-Regional Steering Committee Members .	85
Article 16 : DE LA COMMUNICATION CONSENSUELLE À LA COMMUNICATION CONFLICTUELLE. CAS DES DISCOURS POLITICO-MÉDIATIQUES SUR L'INTRUSION DU RELIGIEUX DANS LA VIE POLITIQUE À MADAGASCAR . .	97
I- BALISES LANGAGIÈRES ET ROUAGES DE LA COMMUNICATION CONSENSUELLE . .	98

II. DISCOURS POLITICO-MÉDIATIQUE SUR L'INTRICATION DU RELIGIEUX DANS LA VIE POLITIQUE À MADAGASCAR COMME SUPPORT DES ÉCHANGES CONFLICTUELS . .	101
III. PERTE DES REPÈRES CONVERSATIONNELS TRADITIONNELS .	104
IV. ÉCHANGES RÉPARATEURS COMME EXUTOIRES .	105
Article 17 : Géographie culturelle des œuvres missionnaires dans les hautes terres centrales et développement régional de madagascar au début du XX^e siècle .	109
I.- CADRE THEORIQUE . .	110
I.1- Géographie culturelle .	110
I.2- Activité missionnaire .	111
I.3- Théories du changement social et de la sociologie du développement .	111
II- GENESE ET CONCENTRATION DES ŒUVRES MISSIONNAIRES : LES CAUSES DE L'EVANGELISATION HOMOCENTRIQUE . .	112
II.1 Causes externes .	114
II.2 Causes internes . .	114
III. PAYSAGE SOCIO-ECONOMIQUE : DISPARITES REGIONALES ET DEVELOPPEMENT INEGAL .	116
III.1. Travail éducatif, ecclésial, médical et artisanal à deux vitesses .	116
III.2. La mission au service de la colonisation .	120
III.3. Relations économiques essentiellement bilatérales .	121
III.4. Espaces humanisés et espaces délaissés .	122
IV. LA FACE CACHEE DU MIROITEMENT .	122
IV.1 Mutisme de complicité, corruption et mercantilisme . .	123
IV.2 Disproportion numérique et régionale des agents d'évangélisation . .	123
IV.3 Christianisme et progrès universel : entre déstructuration et restructuration sociales .	124
Bibliographie . .	127
REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES . .	131
REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES . .	135
BIBLIOGRAPHIE . .	141
BIBLIOGRAPHIE . .	145

Article 10 : ASPECTS SOCIO-LINGUISTIQUES DE LA FRANCOPHONIE ET DE L'INDIANOCEANITE A TRAVERS L'EXEMPLE MALGACHE

Gil Dany RANDRIAMASITIANA

Université d'Antananarivo

Introduction

Ayant environ 290 fois la superficie de l'île Maurice, Madagascar, l'île rouge, est luxuriante à l'est, comme les îles de la Sonde, sèche à l'ouest comme les terres africaines, Madagascar paraît la symbiose des caractères variés de l'Océan. Jouissant d'un climat agréable, les Malgaches sont réputés pour leur **esprit de tolérance** (accentué sans doute par la religion chrétienne) et leur **douceur naturelle de vivre** (*moramora* c'est-à-dire prendre les choses posément, ne pas s'en faire, profiter de la vie - *mamy ny miaina* - ou la vie est douce) pouvant aller parfois jusqu'à l'**indolence** et à la **modération** (RAOULISON, R. 1971, fascicule 2, p. 37-44 ; GRANDIDIER, 1928 ; BOUILLON, A. 1981 : 327 ; DESCHAMPS, H. 1972 : 327-328). Gérontocratie et assistance mutuelle, harmonie

avec l'univers et société patrilinéaire caractérisent également la société malgache. Ayant été longtemps sous la houlette de la France, Madagascar a gardé des liens historiques avec la France.

Les mutations de nature économique, culturelle et technologique de ces dernières décennies, vont-elles épargner ces valeurs patrimoniales malgaches ? Le problème du changement dans les sociétés traditionnelles dont Madagascar fait partie n'est-il pas finalement celui de l'introduction des nouveautés dans les collectivités locales. Comment l'équilibre interne est-il affecté par les ingérences de l'extérieur et comment la tradition assimile-t-elle les nouveautés sans se nier elle-même ? Dans notre étude, nous utiliserons les outils conceptuels relevant de la socio-linguistique interactionnelle et variationniste (GUMPERZ, J.J, 1989 : 5-14) et ceux du paradigme holistique (JAVEAU, C. 1997 : 18).

I.DOUBLE APPARTENANCE

I.1.Appartenance francophone

I.1.1.Madagascar comme pôle d'attraction des Français depuis la deuxième moitié du 17^e siècle ¹

I.1.1.1.Activités commerciales intenses

Après les activités commerciales des sociétés de l'Orient en 1642 dirigées par REZIMONT et RIGAULT, c'était au tour de la Compagnie royale de colonisation de COLBERT

en 1665. Entre-temps, Etienne de FLACOURT débarquait à Fort-Dauphin en 1648 dans le but d'effectuer une mission de compte rendu sur place. Son Histoire de la Grande île de Madagascar montre à quel point il s'intéresse au pays. On assistait également à une migration d'artisans brestois à l'île Bourbon et à Madagascar. Les pirates (1672 à 1713) s'en donnent à cœur joie sur la côte est malgache et fondèrent une petite république appelée *Libertalia* dans la partie septentrionale de l'île; cette république se voulait internationale. Les îles sœurs cherchaient sur la côte malgache non seulement des bœufs, du riz mais aussi des esclaves (DUPON, J.F. et FAVOREU, 1966 : 633). Pour certains chercheurs, Madagascar est associée, à cette époque, à un **grenier**, à un réservoir plein de promesses dans l'imaginaire des habitants des Mascareignes. Cette hypothèse économique ² se retrouve également chez DE MAHY lorsqu'il (JACOB, G.

¹ Voir AUBER, J., 1955 : 265-303 ; RALAIMIHOATRA, E., 1969.

² Jusqu'à présent le secteur tertiaire continue à intéresser les opérateurs économiques français.

1996 : 329) dit que Madagascar peut offrir

"la solution, dans une très large mesure, du problème social en France."

I.1.1.2. Mainmise sur la vie politique

L'empreinte des actions françaises est également importante au plan politique. Madagascar devient un **protectorat français** (17 décembre 1885) en dépit des médiations étrangères (Angleterre, Italie,) et des pourparlers du premier ministre RAINILAIRIVONY (1864-1895). L'Amiral GALIBER allait même jusqu'à dire que la France avait des "**droits imprescriptibles**" sur Madagascar (RALAIMIHOATRA, E., 1969 : 191). Après la défaite des Malgaches suite à la prise de Majunga et de Tananarive, la France fit voter la **loi d'annexion** le 06 Août 1896. Huit ans après, l'**indigénat** fut institué à Madagascar. L'accès d'une infime minorité aux **droits de citoyens français** (décret du 03 mars 1909) fonctionne comme une sorte de palliatif. Parmi les réformes profondes en 1926, on peut retenir au plan politique la création du **SMOTIG** ou service de la Main-d'Oeuvre pour les Travaux d'Intérêt Général le 3 Juin 1926. L'éveil du nationalisme (RAVOAHANGY et RALAIMONGO assignés en résidence surveillée, activisme du Vy Vato Sakelika, VVS, c'est-à-dire Fer, Pierre, Ramification) et la **revendication de l'indépendance** eurent lieu en 1930. Pour installer une certaine accalmie, deux résolutions furent prises à l'issue de la **commission mixte franco-malgache** (1er Janvier 1944) et de la **Conférence de Brazzaville** (30 janvier-8 février 1944). Mais ces résolutions furent paradoxales car la première tient un discours humaniste, la seconde un discours colonialiste et raciste. A cela s'ajoutent la possibilité pour un **dominion** ou une **colonie** de devenir **membre de la Société des Nations** (sommet de San Francisco en avril 1945) et la **détérioration de la situation politique** en 1946. Avec la **liberté d'association**, on remarquait la formation de plusieurs partis politiques.

Une **rébellion / insurrection**, organisée dans le centre-est du **MDRM** ou Mouvement Démocratique de Renovation Malgache dans la nuit du **29 au-30 mars 1947** a causé de nombreuses pertes en vie humaine. Ce parti a été dissous le 10 mai 1947 en conseil des ministres à Paris. La **loi cadre** du **23 juin 1956** stipule que le dépositaire des pouvoirs de la République demeure encore le Haut Commissaire ; huit membres malgaches dont un vice-président siégeaient au Conseil du Gouvernement. La **division en six provinces** entraîna la distinction entre services d'Etat (centralisation des décisions importantes) et services territoriaux (accomplissement d'activités strictement locales). L'avènement de la **cinquième république française** et la **conférence de Bandoeng** accentuèrent les **processus de décolonisation et d'émancipation**.

L'administration coloniale française était **ségrégationniste** jusqu'à l'octroi de l'**indépendance en Juin 1960**.

Mai 1972 n'est pas seulement une **révolte estudiantine** (inégalité de traitement des étudiants de l'Ecole de Médecine et ceux de la Faculté, programme scolaire jugé irréaliste,...), elle est aussi et surtout l'expression **d'une indignation générale contre l'administration néo-coloniale française**. D'où la rupture momentanée des accords de coopération franco-malgache à partir de 1973. La chute du premier Président malgache **Philibert TSIRANANA** s'accompagna d'une période de flottement politique. Après

diverses péripéties (dont l'assassinat du Président **RATSIMANDRAVA**³) et plusieurs tentatives d'établissement du gouvernement militaire, le projet d'une seconde république, la **république démocratique malgache**, optant pour le modèle socialiste, vit le jour et s'imposa sous la direction de l'officier de marine **Didier RATSIRAKA**. Nationalisation des secteurs clés de l'économie, malgachisation brutale et démocratisation du système éducatif, endoctrinement constant, tels ont été les principes directeurs du gouvernement.

Les années **80** marquent l'adhésion de Madagascar à plusieurs **associations francophones**.

L'année **91**, un vent libéral ébranla le courant socialiste. Ce revirement a permis la **relance du français** et le **retour des français**.

I.1.1.3. Dimensions socioculturelles de la colonisation

Vers la fin de l'année 1897, on imposa le **français** comme **langue véhiculaire**. Parmi les **stratégies assimilationnistes**, on peut retenir les suivantes :

- à travers **l'école**, la **politique** dite **des races** visait à scolariser les groupes ethniques côtiers ; en 1907, 7 seulement des 37 écoles ouvertes pendant l'année sont situées dans les hautes terres. Mais la tendance s'est renversée dès 1928 car les migrants *merina* en provinces ont détourné à leur profit l'utilisation des constructions scolaires initialement destinées aux populations locales. Ainsi, 1496 élèves sur un total de 2661 sont *merina* (CLIGNET, R. et ERNST, B., 1995 : 58),

- à travers les **activités d'évangélisation** (l'église), les missions catholiques françaises ont, originellement au moins, visé à christianiser et donc à moderniser les populations marginales des hautes terres, les *Betsimisaraka* à l'Est du pays et les *Sakalava* à l'Ouest (ibidem, p. 56).

Le décret du 16 février 1901 instaura d'une part la **censure** et d'autre part le régime de **l'autorisation préalable** pour les journaux en langue malgache. La publication du *Ny rariny* (La Justice) en 1936 par Jules RANAIVO lui valut un procès parce qu'il y publia des articles politiques en malgache avec la traduction en français. De 1896 à 1938, une quarantaine de journaux (La Tribune de Madagascar, Le Signal, ...) ont été édités par des Français. Le décret du 30 Août 1938 abrogea le décret sus-mentionné et accorda la liberté de la presse sauf pendant les années d'avant la rébellion.

Même si GALLIENI avait l'intention à la fois de **franciser** "ce qui était *hova* et

anglais" (RALAIMIHOATRA, E., op. cit., p. 233) et de **bousculer** "les structures traditionnelles", la politique d'assimilation échoua car en réalité

"Deux sociétés séparées par les barrières des langues, des mentalités et des mœurs vécurent sans se pénétrer réellement, malgré les contacts occasionnels de leurs membres" (ibidem, p. 240).

Dans ces conditions **l'ancrage francophone** est malgré tout indéniable. Par ailleurs, Madagascar allait même abriter en juin 1966 la conférence de l'**OCAM** (ou Organisation Commune Africaine et Malgache) dont la devise était : Egalité - Complémentarité et

³ Il voulait faire table rase de l'administration néocoloniale et la substituer par une administration qui se base sur le *fokonolona*.

Solidarité. La **francophonie** (DENIAO, X., 1983) est de ce point de vue un **mouvement idéaliste et humanitaire** (JUDGE, E., 1996 : 28 in JONES, B. et al. , sous la direction de, 1996).

I.2.Appartenance régionale

I.2.1.Géologie commune

Seconde appartenance de Madagascar, l'appartenance régionale pourrait d'abord s'expliquer par la naissance géologique de l'océan. Par opposition à la théorie de WALLACE (1876-1880) sur la permanence des continents et des océans, celle de WEGENER (1880-1930) avance l'hypothèse de la **dérive des continents**. Beaucoup de chercheurs ont choisi l'approche de WEGENER pour élucider l'existence des îles éparses de l'Océan Indien à savoir Madagascar, la Réunion (qui fut l'île Bourbon), Maurice (qui fut l'île de France). Ces îles n'étaient, selon eux, que les restes dérisoires d'un continent premier, détruit par un cataclysme provoqué par la collision d'énormes météorites avec la Terre. Certains appelèrent le résultat de cette fragmentation *Lémurie*, d'autres l'appelèrent *Gondwana* (MEITINGER, S. et MARIMOUTOU, J-C, 1998 : 3 ; AUBER, J. 1956, p. 55 et 67).

I.2.2. Histoire commune

Les îles du sud-ouest de l'Océan Indien évoquent dans l'imaginaire (occidental) le "mythe de l'âge d'or et celui du bon sauvage", l'idylle et l'exotisme, la paix et le bonheur (MEITINGER, S. et MARIMOUTOU, J-C., op.cit.)

Par ailleurs, il y a eu des migrations de Malgaches vers l'île Bourbon (et l'île de France) durant la traite : deux Français et dix Malgaches dont 3 femmes et 7 hommes (ibidem. p. 13 ; DUPON, J.F. et FAVOREU, L., op. cit., p. 632). On s'aperçoit que Madagascar a eu un **contact multiracial et pluricontinental** si l'on étudie l'histoire de son peuplement.

I.2.2.1.Phases africaine, asiatique et arabe

Les proto-malgaches sont issus d'une **race métisse** de la côte orientale d'Afrique et d'un **métissage** de commerçants malais et indonésiens (RAMIANDRASOA, F., 1976).

Entre le VIII^e et le XI^e siècles, il y a eu non seulement la **formation du peuple et de la langue malgaches**, l'intensification **des échanges commerciaux au niveau régional** (Afrique - Comores - Madagascar) mais aussi l'arrivée des **peuples islamisés** venant du Golfe persique.

Vers le X^e siècle, les *Vazimbaz*, individus rabougris aux cheveux très longs et supposés être les premiers occupants des Hauts plateaux avant l'arrivée des *Hova* d'origine malaise au XI^e siècle, se caractérisent par un mode de vie primitif : cueillette, chasse, pêche, ... D'autres traits culturels tels que l'écriture arabico-malgache (ou *sorabe*), le tabou de la viande de porc, l'astrologie, les armes à feu et la pratique de

l'esclavage marquèrent également cette époque.

I.2.2.2.Phase portugaise

Au XV^e siècle, les *Vazimbas* occupent d'autres aires sauf le nord ; à la même époque, le portugais **Diego DIAZ** découvrit Madagascar et lui donna le nom de **île Saint Laurent**.

I.2.2.3. Phase européenne

Pendant un siècle, on remarquait une présence active d'Européens d'origine **portugaise** et **hollandaise, anglaise** et **française**. Ce carrousel leur ont permis de procéder au troc, au **trafic d'esclaves**, au ravitaillement en **eau douce** et en **vivres frais** grâce à la collaboration des **interprètes**.

Au XVIII et XIX^e siècles, **l'affluence européenne** devient plus intense. L'accord **franco-anglais** du **5 Août 1890** interdit à l'Angleterre d'entreprendre toute action de caractère politique à Madagascar.

I.2.2.4.Phase comorienne, chinoise et pakistanaise

Un des faits marquants de la première moitié du XX^e siècle est l'existence de migrations sporadiques des **Comoriens**, des premières générations de **commerçants Chinois** et **Pakistanaï** ; ces derniers étaient déjà présents à la Réunion après l'abolition de l'esclavage en 1848. A l'île Maurice, les colons introduisirent 450 000 travailleurs indiens engagés dont les deux tiers, restés dans le pays, pénétrèrent peu à peu les secteurs de l'économie.

Le **métissage de l'océan indien** créa alors un **bariolage infini** (DEFOS DU RAU, J., 1968 : 187)

I.2.3. Macrocodes culturels malgaches dans le système axiologiques des pays riverains

De ce **socle commun** qui est à la fois **asiatique, européen** et **africain**, il est surprenant de constater dans **l'espace indianocéanique** certaines **similitudes** au niveau des **pratiques culturelles**. En axant essentiellement notre étude sur la **symbiose culturelle franco-africaine** qui s'est produite au cours des siècles de cohabitation entre les colons et les indigènes (SOUQUET - BASIEGE, P. 2000 : 314), nous pouvons relever des **valeurs socialement partagées** par les **Créoles** et les **Malgaches**.

La **primauté de l'hospitalité** est bien malgache, un accueil chaleureux sera toujours réservé au visiteur étranger ou local. **La gratuité du service rendu** est de mise dans l'accomplissement d'un devoir familial ou d'une tâche communautaire. **La sensibilité au malheur d'autrui** se traduit par une compassion active ; de la mort à l'enterrement d'un proche par exemple, on remarque de la part des amis, des habitants du quartier et des membres de la famille restreinte ou élargie, le volontariat, la participation financière, les veillées mortuaires, etc. **Le sentiment de sa propre dignité**, autant que le **respect de celle de l'autre** font également partie de ces valeurs communes. Enfin, l'on note aussi un sens très poussé de **l'entraide**; lorsqu'on cite le proverbe malgache "*Tondro tokana tsy*

mahazo hao” qui signifie littéralement un seul doigt ne peut attraper un pou, on dit implicitement que l’union fait la force (HOULDER, J.A, 1960:20). Outre ces traits de caractère chez les hommes, l’**art** mérite également une attention particulière: les recettes culinaires des Réunionnais ressemblent en partie à celles des Malgaches (grillades, haricot à la sauce, etc.), il en est de même pour la confection artisanale des paniers en paille, etc. A cela se joigne la **joie de vivre** car “*Aleo ho faty ampitso toy izay ho faty anio*” ou il vaut mieux mourir demain qu’aujourd’hui, dira un malgache. Par ailleurs, l’**oralité du langage créole**, tout comme la civilisation de l’oralité malgache ⁴, a une double implication: expression de la **personnalité collective** et goût du **contact physique et acoustique**.

II. Societe monoculturelle ou societe pluriculturelle?

II.1. Discours implicite sur l’aménagement linguistique

II.1.1. Une politique linguistique qui évolue en dents de scie

La **sinuosité de la politique linguistique** (C.I.R.A.L, Mai 2002; RABENORO, I., 1997; RANDRIAMAROLAZA, L.P., 1996; RANDRIAMASITIANA, G.D., 1996) a eu des conséquences désastreuses dans les domaines de l’éducation formelle et des représentations socio-linguistiques. Du **monolinguisme colonial et post-colonial** (1897-1972) on est passé au **bilinguisme de circonstance** de la seconde république (1975-1991) puis on a choisi à nouveau depuis la fin de l’année 1991 le **retour au français** sous la troisième république. Les **fluctuations statutaires** des langues en présence, notamment le malgache et le français, nous révèle le problème de leurs statuts respectifs. A ce propos, retenons quelques textes clés. Seuls le discours de GALLIENI et l’arrêté n° 327-E/CG du 12 Novembre 1961 sont explicites concernant le statut du français en tant que langue maternelle. L’ordonnance n° 60-049 du 22.06.1960 et l’arrêté 3180/AC du 23.09.1966 autorisent la pratique du bilinguisme en français pour les primaires et celle de l’unilinguisme en français pour les autres cycles. Le français devient français langue seconde, le malgache demeure la langue nationale. Depuis la publication des bulletins officiels du Ministère de l’Education Nationale et des Affaires Culturelles portant les numéros 10 et 11 du 15.02.1973 jusqu’à la promulgation de la note circulaire numéro 92/0015418-MIP/DEPI du 07.07.1992 et de la Loi 94.033 du 13.03.1995, il n’est pas facile de déterminer le statut réel du français qui est tantôt langue seconde tantôt langue étrangère. Le décalage entre les contenus des textes et la réalité éducative est patente.

⁴ Importance des traditions orales: *karajia*: sorte de joute oratoire - *kabary*: propos plus ou moins longs/riche en métaphores et émaillé de proverbe - *lahateny*: allocution composée, agencée et rédigée selon les normes - *ankamantatra* ou *ampanononana*: énigme(s), question(s) énigmatique(s) - *hain-teny* où l’on mêlagne à la fois le poème et le proverbe, la pensée et l’émotion, la poésie et la philosophie. Selon OTTINO, P. Le *hain-teny* rappelle le *hai-kai* et le *tanka* japonais.

II.1.2. Malgachisation mal planifiée

Hormis le manque de formation des enseignants à cette nouvelle tâche et le manque d'auxiliaires didactiques, il existe aussi quelques pommes de discorde entre les linguistes malgaches (problèmes de normalisation, de codification, donc des problèmes planification interne/du corpus: cf: DION, L. 1981:16). Cette entreprise, teintée de chauvinisme, était vouée à l'insuccès. Ce fut en quelque sorte une malgachisation de façade ⁵, superficielle où l'on ne changeait que les appellations, les cadres étrangers.

II.1.3. Instabilité du système didactique

Au vu des problèmes linguistiques susmentionnés, les enseignants, en grande partie sous-qualifiés ⁶ sont méthodologiquement **déboussolés** (PNAE 2, 1997:23; MAGPLANED/CRESED, 1995:8, etc); statistiquement, ils sont en outre **mal répartis**. Il s'ensuit que les apprenants se trouvent dans une situation de **semilinguisme**, c'est l'une des causes majeures du faible taux de réussite aux examens officiels de l'enseignement secondaire; sur un intervalle de six années scolaires (de 1991-1992 à 1996-1997), le taux de réussite au Certificat d'Etudes Primaires Élémentaires (CEPE) est de 43,06% (PNAE 2, op. cit., p.9), le taux de réussite au Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC) est de 27,11% (ibidem, p. 11).

Les problèmes socio-éducatifs/linguistiques et la situation de **diglossie enchâssée** (utilisation de façon complémentaire de deux langues distinctes, français et malgache commun à dominante *merina*, de deux variétés d'une même langue, malgache commun susdit et ses variantes véhiculaires régionales; ces langues ont des statuts différents) ne facilitent pas l'aménagement linguistique et génèrent en conséquence une pluralité d'identités (nationale, régionales).

II.2. Pratiques langagières mixtes ou Discours métissé

II.2.1. Choix du monolinguisme en milieu rural

Les ruraux restent en général attachés aux valeurs traditionnelles, le choix du *tenin-drazana* ou de la langue des ancêtres est d'ailleurs une forme d'**allégeance**. Dans les relations intracommunautaires, les mœurs et coutumes, les locuteurs communiquent en langue maternelle ou en variété régionale véhiculaire. Pour certains, le rejet de la langue (et de la culture) française(s) est associé à la colonisation française mais cette représentation "négative" est actuellement atténuée. A mesure qu'on descend dans la

⁵ C'est en un certain sens un modèle d'inspiration vietnamienne qui n'est parvenu qu'à un stade de démarrage, du moins jusqu'à présent. Désormais on s'efforce de traduire des lexiques spécialisés des différents domaines. Une réforme ne consiste pas seulement à faire autrement mais à mieux faire (LANGOUET, G., 1985:48).

⁶ Exemple: en cinquième année du primaire de l'enseignement général, 81,4% des enseignants n'ont que le BEPC comme diplôme académique et 63% le CAE comme diplôme professionnel; 25,1% même sont sans diplôme professionnel (MINESEB, 1999).

hiérarchie administrative, on constate aussi le choix de L1 c'est-à-dire du malgache commun ou du parler régional correspondant.

II.2.2. Choix de L2 ou de la langue française

On y a recours dans les **usages institutionnalisés** (tribunal, textes officiels...), l'**enseignement formel**. Les éditions françaises (hexagonale ou locale), surtout les manuels scolaires, se vendent assez bien sur le marché du livre. En dépit des efforts déployés par les responsables pour produire des émissions malgaches (TSORABITSIKA, FAGNINA, TV MAHASOA, BANJINA, etc.), le **programme télévisuel** comporte encore un pourcentage élevé d'émissions francophones/françaises (environ 65%); les foyers qui ont des postes téléviseurs sont évalués à 6,3% de la population totale selon l'INSTAT, DDSS, 1997.

Le **gouvernement français** apporte un **soutien technique et financier** à l'enseignement des mathématiques, de la physique chimie et du français à tous les niveaux primaire et secondaire depuis 1989 dans le cadre du projet dénommé d'abord Renforcement du Système Educatif Malgache (ou PRESEM) puis Partenariat pour l'Ecole à Madagascar (ou PEM). Sous l'impulsion du service de coopération et d'action culturelle (ou SCAC), le Centre d'Information Technique et Economique (ou CITE), le Centre de Lecture et d'Animation Culturelle (ou CLAC), l'Alliance Française avec leurs antennes régionales respectives ainsi que le Centre Culturel Albert CAMUS ont, semble-t-il, une triple vocation: le rayonnement culturel de la France (préoccupation séculaire de la France), la documentation et la diffusion du français. Toutes ces actions nous renseignent sur les voix/voies de la nouvelle francophonie. Elles reflètent bien, selon JUDGE, A. (1996, op. Cit. P. 25), la **tradition expansionniste** de la France: défendre la qualité du français et accroître son influence à l'étranger.

II.2.3. Alternance et mélange de codes: contextes d'utilisation et effets

Certes l'exposition et la production langagières en L2 demeurent limitées mais une (nouvelle) tendance langagière se dessine depuis quelques années dans le paysage socio-linguistique malgache, l'émergence quasi permanente des alternances et des mélanges codiques, appelées le **frangache**.

Le cas des régions du **Nord Ouest**, du **Nord Est** et du **Nord** de l'île constitue une exception car elles ont déjà intégré depuis plusieurs décennies des lexiques français dans leur répertoire verbal; le **discours métissé** y est monnaie courante et acceptée.

L'emploi de ce type de discours est fréquent chez les individus ou groupes sociaux qui sont dans une situation de **bilingualité biculturelle** (HAMERS, J.F et BLANC, M., 1983), ce qui justifie l'hypothèse de POPLACK (1980) selon laquelle les **bilingues équilibrés** sont enclins aux pratiques bicodiques.

Beaucoup d'intellectuels malgaches choisissent aussi de s'exprimer en parsemant leurs discours de marques transcodiques. Le font-ils par **économie verbale** ou pour le **paraître social** ou à cause de leur **compétence moyenne**, pour ne pas dire minimale, en L1? Autant de questions qui sont laissées en suspens. Pourtant ils s'adressent à des destinataires qui sont souvent des **analphabètes** (53,4%, INSTAT, 1998) et des **ruraux**

(environ 80% de la population) à la radio et à la télévision nationales; **les animateurs développeurs** tels que les ingénieurs agronomes, les collaborateurs nationaux des agents onusiens (du PNUD, de l'UNICEF...), etc. ne parviennent pas à traduire ou traduisent "maladroitement" les concepts techniques et scientifiques. Le **rendement informationnel** de la communication-vulgarisation est de ce fait **réduit**, nous faisons abstraction des **obstacles culturels locaux** aux innovations jugées déracinantes.

La radio et la télévision nationales, comme les stations privées, constituent également des canaux de transmission et de popularisation des **chansons de la nouvelle génération** qui se caractérisent par un amalgame fréquent de mots **anglais** et **surtout français** aux textes malgaches. A titre d'exemples, on peut citer SAMOELA dans "*Sexy girl*", DJ SISSI dans "*Mifona Chér*", MAX ECXCEPTION "*Vacances à Nosy Be*", etc...

La **classe de langue (française, anglaise)** est aussi le lieu privilégié des pratiques traduisantes et biculturelles depuis l'**officialisation du bilinguisme** franco-malgache en 1975. Avec des locuteurs ayant des **compétences transitoires**, ces pratiques fonctionnent comme un **guidage interactif**, une **orientation cognitive**, etc. et donc un **recours coopératif et sécurisant**.

II.3. Identité controversée et menacée?

II.3.1. La société malgache est -elle une société irénique?

Devant cette menace de créolisation de la langue malgache (RABENILAINA, R.B, 1998) et ce changement notoire des pratiques langagières des Malgaches, l'on est en droit de se demander si la société ne s'achemine pas, malgré elle, vers une **société multiculturelle** (ou **métissée**, peu importe la qualification). Les **partenaires économiques régionaux** qui sont, pour la plupart, des **pays non francophones** (Somalie, Tanzanie, Zimbabwe, Afrique du Sud...) rentrent également en ligne de compte.

Il faut noter que :

"Le changement social... est le changement de structure qui résulte de l'action historique de certains acteurs ou de certains groupes à l'intérieur d'une collectivité donnée" (ROCHER, G., 1963:24).

Ce point de vue semble confirmer en partie ce qui vient d'être dit précédemment.

Il est unanimement admis que la société malgache est une société dans laquelle les membres recherchent toujours une **issue consensuelle**, "*marimaritra iraisana*", dit-on en malgache, devant une situation conflictuelle. Elle ressemble ainsi aux sociétés dites iréniques, pour emprunter un concept de MENDRAS, H. (1975:214-215). Autrement dit, elle supporte la différence, elle tolère la venue d'un (corps) étranger qui vient se greffer au (corps) social. Ce qui expliquerait peut-être l'acceptation ou la non résistance de bon nombre de Malgaches aux mutations entraînées par le "choc des cultures" (CAMILLERI, C. Et COHEN-EMERIQUE, M., 1989). Madagascar devient non seulement un **village semi-régional** mais aussi un **village semi-planétaire**. La co-existence des cultures⁷, la culture maternelle et les cultures étrangères/européennes, a déjà eu lieu depuis la fin du

16^e siècle. Ces contacts séculiers avec les autres ont déjà existé mais ce sont les **modes de contact** avec les autres cultures (africaine, occidentale, asiatique...) et les **modes de diffusion** de ces dernières qui se sont accru ces dernières décennies grâce

- aux relations multilatérales;
- à l'octroi plus ou moins facile du visa de séjour;
- au rôle non-négligeable des médias de masse, et
- aussi bien sûr aux **attitudes résignées** des malgaches qui considèrent que le cours des événements est dicté par le plan divin, "*izao no lahatra*" disent-ils.

Toutefois, il importe de souligner que les changements dont il est question ici ne touchent que les **valeurs matérielles** de la civilisation malgache, les **zones malléables** ou les **zones "de mobilité"** (MERCIER, P., 1971:179) à savoir le style vestimentaire (port du jean's, du tee-shirt... est national), les effets personnels (port du sacoché...), la coiffure (coupes au carré mi-longues, coiffures très courtes...), etc.

Dès le début du 20^e siècle, André CHAZEL (1907:43-48) s'en prend violemment aux Malgaches qui "singent" les Européens. Quelques années plus tard, c'est au tour de RAMALAGASY, L. (1910:235-241) et de RANDZAVOLA, M. (1926:49) de diriger leurs flèches contre les Malgaches qui tentent d'allier les éléments culturels locaux avec les éléments culturels étrangers (et notamment européens/français). Cet alliage est appelé "*Zafindraony*". L'hétéro-acculturation serait la résultante de cet univers socio-culturel dénaturé, de l'assimilation non voilée ou, pour citer BOUDON, R. et BESNARD, P. (1999:119), de l'**imitation par fascination**.

II.3.2. Crainte de la créolisation ou réaction de contre-acculturation

La seconde variété culturelle est une **réaction de contre-acculturation**. L'un des pionniers actuels de la défense et de l'illustration de la langue et de la culture malgaches est la FIMPAMAMA (ou *Fikambanan'ny Mpandala ny Maha-Malagasy*) qui est dirigée par le professeur RABENILAINA, R.B. Parmi les objectifs primordiaux de cette association, on peut citer le slogan à caractère linguistique "*Andrianiko ny teniko, ny an'ny hafa feheziko*" c'est-à-dire j'accorde une place noble à ma langue maternelle mais je ne refuse pas l'ouverture plurilingue. Ainsi, elle produit des émissions radiophoniques intitulées "*Inona no maha-malagasy anao?*" (ou dans une traduction libre: quels sont les caractéristiques de votre malgachéité?) au cours desquelles on explique les règles usuelles de la grammaire malgache et les pratiques culturelles malgaches à partir d'une citation, d'une coutume

régionale, etc. Cette association organise des conférences-débats, aide à la micro-édition des productions linguistiques ou littéraires des jeunes auteurs, etc. Mais les **activités de promotion** de la langue et de la culture malgaches sont hélas **faiblement**

⁷ Voir TYLOR, E.B. (1874), *Primitive culture* cité par SUMPFF, J. et HUGUES, M (1973), Dictionnaire de sociologie, Larousse, Paris, page 75: "la culture ou la civilisation est cet ensemble complexe qui comprend la connaissance, la foi, l'art, les règles morales, juridiques, les coutumes et toute autre aptitude ou habitude acquise par l'homme comme membre de la société" Envisagée comme un ensemble de données, la culture peut, selon lui, être diffusée.

soutenues par les grandes firmes locales et les bailleurs de fonds.

II.3.3. Variété culturelle conservatrice

La troisième variété culturelle n'est ni pour le métissage ni pour l'ouverture culturelle. Soulignons en passant que cette tendance concerne la population paysanne, statistiquement majoritaire, et culturellement attachée aux valeurs traditionnelles. Si l'on se réfère à la classification des types d'individus conformément aux types de société établie par RIESMAN, D. (Cité par MENDRAS, H., op.cit.), on pourrait mobiliser le concept d'individu "**tradition-directed**"; avec ce type d'homme, le **changement** est **extrêmement lent**. En conséquence, les **zones** à la fois "**de persistance**" et "**de mobilité**" (MERCIER, P., op. cit.:179) sont difficilement modifiables.

Les **valeurs immatérielles** (d'entraide, du *fihavanana*, du christianisme combiné au respect des ancêtres, des plus âgés et parfois des devins, ...) et **matérielles** (poterie, vannerie, ...) continuent en grande partie d'être des références incontournables aux niveaux des représentations sociales et des activités quotidiennes. L'âme malgache et la cuisine du terroir, les costumes et les chansons traditionnels, ... y sont bien présents. Citons un exemple très significatif dans le sud-est malgache : les habitants préfèrent faire leurs besoins dans la nature ou au bord de la mer au lieu d'aller aux fosses perdues familiales ou communales sous prétexte que dans ces dernières, les personnes de sexe opposé de la famille élargie/restreinte telles que le beau-père et la bru, la belle-mère et le gendre, le père et la fille ... ne peuvent pas y évacuer, étant donné qu'ils sont des *olom-pady* c'est-à-dire des individus généalogiquement proches et ne pouvant pas se marier.

L'existence de ce **continuum de variétés culturelles** nous rend perplexe quant à la proposition d'une approche convergente de ce qu'est la malgachéité. Néanmoins, ce qui est certain c'est la menace de l'intégrité de la **personne malgache**. La **crise d'identité** qui en découle est devenue si préoccupante que certains évoquent même la nécessité d'un **ajustement culturel**. L'inclination **francocentriste/francophone** des locuteurs bilingues et la hantise d'une **culture hybride** (CANCLINI, G.) pèsent continuellement et lourdement sur la conscience collective.

III. Les défis majeurs pour le développement harmonieux du peuple malgache

III.1 Conflits axiologiques

Les Malgaches sont tiraillés entre des valeurs intrinsèquement difficiles à "**combiner et synthétiser**" (GROSJEAN, Fi, 1993), les valeurs locales, nous l'avons vu, sont déstabilisées voire menacées par les vecteurs puissants et multiformes des valeurs régionales /créoles et aussi universelles/ mondialisées. Cette fusion de l'un dans le

multiple et vice versa va bien dans le sens de l'analyse faite par SCHUDSON, M. (1994;95) lorsqu'il affirme qu'il est:

"Impossible de démêler aujourd'hui l'écheveau des diverses cultures locales, régionales, nationales et mondiales. Elles sont, viennent, encerclant et franchissant les frontières nationales; à l'intérieur des Etats, le centre rayonne vers la périphérie, mais celle-ci l'influence aussi. Le phénomène se répète à l'échelle mondiale et la culture se répand dans bien des directions au point que l'anthropologue HANNERZ, U. peut dire de Paris, de Londres, de Bruxelles et de Miami que culturellement, ces métropoles font partie des grandes villes du tiers-monde"

III.2 Tensions ethnolinguistiques

Les tensions latentes engendrées par le "flou conceptuel" (RANDRIAMASITIANA, G.D, 1996, op.cit.) en matière d'aménagement linguistique constituent également un obstacle de taille au développement de la grande île de l'océan indien.

Jusqu'à présent, **aucun article de nature juridico-constitutionnelle** ne précise clairement la gestion du plurilinguisme à Madagascar. Par ailleurs, nous dirions avec DION, L. (éd, 1981:32) qu'

"en planifiant le statut des langues, il faut bien retenir que les luttes linguistiques,

comme les luttes religieuses sont susceptibles d'engendrer d'intenses passions et les solutions linguistiques d'intolérables frustrations. Toute planification linguistique qui reste incertaine ou erratique quant aux objectifs et aux moyens, ou encore qui ignore les conséquences sociales qu'elle est susceptible d'entraîner aboutira fatalement à des résultats néfastes pour les groupes et les sociétés intéressés".

Ce qui expliquerait sans doute l'**hésitation** des dirigeants sénégalais à attribuer aux six langues nationales (wolof, sérère, mandingue, peul, diola, soninké) des fonctions nouvelles. Pays **plurilingue**, le Sénégal a plus de vingt langues et le français comme langue officielle. Si l'on y décide par exemple dans le cadre de la promotion des langues nationales de leur assigner une fonction d'enseignement, il faudra selon CALVET, J-L. (1996:61) deux grands types de solutions: soit découper le territoire en six zones d'enseignement, soit accorder le droit à un enseignement dans les langues officielles des locuteurs où qu'ils se trouvent. Une telle opération mobilisera des ressources humaines et financières considérables.

Contrairement au cas du Sénégal, Madagascar a la chance d'avoir une **unité linguistique**. Mais les dirigeants malgaches affichent également une **indétermination** sur la question du statut des langues en présence. La variété véhiculaire nationale à dominante *merina* est la **langue nationale**, les variétés véhiculaires régionales qui sont au nombre de dix huit ⁸ assurent un **rôle complémentaire** et la variété **véhiculaire officielle** est le français. De peur de raviver l'**opposition artificielle** instaurée par les colons "*tanivo-tanindrana*" ou **hauts plateaux côtiers**, et de ne pas pouvoir prendre en charge les **dépenses** occasionnées par la promotion des variantes régionales et de

⁸ Ce chiffre correspond au découpage en aires dialectales qui a été réalisé au début du 20^e siècle par les colons.

compromettre l'**unité nationale**, les dirigeants malgaches s'abstiennent de se positionner clairement sur cette question épineuse des langues.

III.3 Paupérisme ambiant

Hormis ces problèmes axiologiques et ethnolinguistiques, Madagascar est, au-delà du mythe du bon sauvage et de son charme touristique sous-exploité, confronté quotidiennement à de graves problèmes économiques. La plupart des paramètres **caractéristiques des pays en développement** se retrouvent dans l'économie malgache (P.N.A.E 2, 1997, op. cit; Banque Mondiale, ONU, Bulletin mensuel de la statistique et rapport sur le développement humain, 1998) à savoir:

- produit intérieur brut par habitant est très bas: 730 en \$US. Ce qui n'est pas le cas des îles voisines: 10 300 \$US à l'île Maurice, 7 000 aux Seychelles (données 1997);
- taux de croissance économique (1,9% en 1993) est inférieur à celui de la population (environ 3%)
- économie essentiellement agricole (70% de la population active) est en proie à la détérioration des termes de l'échange et à l'envolée des prix des produits manufacturés et pétroliers;
- monnaie non convertible (le FMG) connaît une dévaluation rapide. Le taux de change de la monnaie malgache passe de 1 \$US = 695 Fmg en 1985 à environ 7 000 Fmg en 2002;
- le service de la dette est particulièrement lourd: il représentait 76% des recettes d'exportation en 1993.

Ainsi, Madagascar occupe la 147^e position dans la liste de 174 pays établie par la Banque Mondiale en 1997 à partir des Indicateurs du Développement Humain (IDH). Selon toujours ce même rapport, 70% de la population vivent au-dessous du seuil de la pauvreté. Même si Madagascar est alors une **île contrastes**, la **fierté nationale** s'est réveillée après le vote de changement du 16 Décembre 2001. L'**élan populaire** qui en découle pourrait constituer une nouvelle "**dynamique sociale**" (COMTE, A.) si elle est suffisamment exploitée.

IV. Comment gérer la force endogène de la culture locale et l'agression culturelle extérieure ?

Garder un espace géographiquement **culturellement intact** relèverait d'une gageure. Mais parvenir à **déstructurer complètement** l'édifice d'une civilisation ressemblerait à une sorte de phagocytose culturelle, donc à une génocide pacifique. Ce qui se passe en réalité entre ces deux extrémités c'est l'émergence d'"**interconnexions culturelles**" (CHERUBINI, B.) dont la fusion donne lieu à un phénomène de créolisation de la culture. Le cas de l'espace indianocéanique n'est pas loin de ce dernier mode de contact de

cultures.

Toutefois, **l'espace régional** ne peut pas se soustraire de **l'espace global**. Or, on y constate deux mondes qui se heurtent l'un à l'autre:

"d'un côté un monde de l'intégration et de l'homogénéisation globale, de la mobilité économique et de l'émancipation et de l'autre un monde des multiples vœux identitaires avec leur force de différenciation, de la redécouverte de ses valeurs, de la soif d'attaches et de racines et de l'auto-affirmation de l'identité nationale et ethnique" (KÖHLER, V., 1997:17).

En dépit de cet **enchâssement d'éléments transculturels**, du **brassage graduel des races** et de la **minorisation progressive** de la **culture maternelle**, la peuple malgache semble s'accrocher au **"territoire-racine"** (CHIVALLON). Les traditions séculaires de **l'hospitalité** (accueil et en même temps respect de l'autre) et du **"vivre ensemble"** (ou *fiaraha-monina*) pourraient constituer une passerelle qui relie l'Etat-Nation à l'Etat-Monde. Ce qui explique par exemple le port d'une poignée de **"terre des ancêtres"** (*tanindrazana*) dans un flacon lorsqu'un Malgache doit séjourner hors du territoire national pendant un certain laps de temps. Cela symbolise le lien effectif/affectif qui unit le voyageur étranger dans son espace d'accueil à son espace d'origine.

CONCLUSION

m

Article 11 : DES MUTATIONS DE CULTURES À UNE CULTURE DES MUTATIONS. REPLIS IDENTITAIRES OU IDENTITÉS PLURIELLES À TRAVERS LA CHANSON MALGACHE CONTEMPORAINE.

Gil Dany RANDRIAMASITIANA

Université d'Antananarivo

Introduction

« Le chant est à la parole ce que la peinture est au dessin » disait le duc DE LEVIS, F.G., *Pensées détachées*, 146, 1811. Or la parole, éminemment individuelle (SAUSSURE, F. DE, 1975 : 30), est la réalisation ou l'actualisation de la langue ; celle-ci, outre ses fonctions multiples définies par JAKOBSON, est non seulement un système de signes conventionnels, un instrument de communication mais aussi une composante essentielle d'une culture donnée (cf. BOAS, F. ; KROEBER, A.L...).

Cette contribution se propose d'analyser les forces motrices des avatars du support langagier de la chanson malgache contemporaine et leurs conséquences identitaires en s'appuyant sur une approche à la fois diffusionniste (BONTE, P. et IZARD, M. 2002 : 201-202), évolutionniste (*ibidem*, p.269-272) et systémique (MUCHIELLI, A. 2002 : 248-249). Pays insulaire, Madagascar a connu des contacts culturels pluriséculaires. La culture malgache s'est érigée sur la base d'une mosaïque de cultures indonésienne et malaisienne, africaine et comorienne, islamique et européenne. En guise d'illustrations, citons les ressemblances lexico-sémantiques entre le malais et le malgache pour exprimer la chaleur (*mafana* et *mafana*), la forêt (*alu* et *ala*)..., entre le bantou et le malgache pour appeler le bœuf (*angumbi* et *omby*)..., entre le français et le malgache (*cuvette* et *koveta*)..., entre l'anglais et le malgache (*cup* et *kôpy*)..., entre l'allemand et le malgache pour exprimer le consentement (*ja* et *yah* dans la partie nord est de l'île), etc. (RANDRIAMASITIANA, G.D., à *paraître*). Les exemples abondent dans d'autres pratiques culturelles (recettes culinaires, masculinité et gérontocratie...).

I. Dynamique socioculturelle et essai de typologie des réactions

Les douze siècles de contacts culturels, tantôt sporadiques tantôt continus, ont-ils affecté la malgachéité, l'île profonde et notamment la chanson malgache d'aujourd'hui ?

Face à cette dynamique socioculturelle, on peut retenir au moins trois types de réaction.

1. La première réaction est de nature **intraculturelle**. Elle se caractérise par une attitude conservatrice, puriste. Elle est pour la défense et l'illustration de la langue et de la culture malgaches. La FIMPAMAMA (Association pour la défense et l'illustration de la langue et de la culture malgaches) agit dans ce sens. Ce qui explique le maintien des « *Kalonay fahiny* », littéralement nos chansons traditionnelles, du « *kabary* » ou les joutes oratoires dans diverses circonstances de la vie telles le mariage, le retournement des morts, etc. Cette résistance aux changements émane souvent de la majorité de la population malgache à prépondérance paysanne (environ 80%). On note alors une sorte de **repli identitaire**, une allégeance aux valeurs monoculturelles et une construction de « valeurs refuges » (ROCHER, G. 1968 : 236-238).

2. La deuxième est de nature **interculturelle** (ABDALLAH-PRETCEILLE , 1999 : 54. ; KILANI-SCHOCH, M. 1997 :83-101, etc.). Elle est résultante d'un faisceau d'influences multipolaires. Elle est l'expression de l'acceptation de l'autre, de l'assimilation, du multiculturalisme (ROGERS, A., 1998 : 233). La chanson malgache, comme l'économie malgache, est globalisée . Beaucoup de jeunes chanteurs malgaches aspirent à se mettre au diapason de leurs pairs aussi bien régionaux qu'Européens/Américains.

De ce fait, il n'est pas surprenant de relever du *frangache* chez MAMY GOTSE , « chez MAX EXCEPTION dans « *Vacances à Nosy Be* », du discours mixte ou des alternances et des mélanges codiques chez NJAKATIANA dans « *Complexé* », chez

TOTO MWANDJANI dans « *Malemitemy* », chez SAMOELA dans « *Sexy girl* », JIMDA « *Imaginez moi Madagasikara manjary Amerika* », etc. Le groupe *Tarika*, sous la houlette de Hanitra (chanteuse malgache résidant en Grande-Bretagne) relève le défi et projette même de conquérir le marché de la *World Music*.

Les adolescents et les jeunes, vivant en milieu urbain et côtoyant les cultures étrangères (touristes, revues...) grâce aux canaux audio-visuels, aux échanges divers et à la **cyberculture**, sont en même temps les récepteurs et les (re)producteurs des rythmes, des mélodies, des thèmes des chansons d'origine indianocéanique (le *sega*...), européenne et/ou américaine (*hip-hop*, *rap*, *techno*...). Ils constituent des acteurs et des groupes dont l'action sociale revêt un double aspect : action historique et action porteuse de buts, d'intérêts, de valeurs, d'idéologies qui ont un impact

sur le devenir d'une société (ROCHER, G. *op.cit.*, p. 26). L'émergence d'une **pluralité d'identités** semble inéluctable : identité nationale, identité régionale, identité de rechange....

Par conséquent, on assiste à une **tendance pluriaxiologique** et à une sorte d'**hétoro-culture**.

3. La troisième réaction est comparable à l'**action rationnelle en finalité** chez WEBER (LALLEMENT, M. 1993 : 213) dans la mesure où l'individu, ici le chanteur, se choisit un but et les moyens pour atteindre ses objectifs. Concrètement, cela se traduit par une nostalgie et une modernisation du répertoire passé, des chansons à texte d'antan. Le groupe *Kaiamba*, qui regroupe des artistes comme Zézé MAHANORO, Dédé FENOARIVO, Jean FREDY..., est l'un des représentants officiels de ces reprises modernisées. Relativement peu importante et difficilement classable, cette troisième réaction constitue sorte d'amalgame de texte traditionnel (réfèrent culturel local) et de catégories musicales universelles telles le *twist* et principalement le *slow* langoureux. L'**identité** est, dans ces conditions, **contrastée**. Elle touche principalement les quadragénaires et les quinquagénaires.

II. Causes profondes des changements des contenus musicaux

Excepté dans la première réaction, dans la seconde et la troisième réactions, le soubassement socio-culturel malgache à travers les répertoires musicaux contemporains, subit, malgré lui peut-être,

- *primo*, les effets de la **mobilité sociale**, / **structurelle** (MONTOUSSÉ, M. et RENOUARD, G., 1997 : 145) ;

- *secundo*, les effets des **contraintes économiques au niveau régional** ; Madagascar, la grande île francophone de l'océan indien, a de plus en plus des partenaires commerciaux majoritairement anglophones (Afrique du Sud, SADC, AGOA ...)

- *tertio*, les effets du recours quasi constant aux **langues onusiennes** notamment au français et à l'anglais ;

- *quarto*, les effets de la **phagocytose culturelle** exercée par les cultures occidentales de grande diffusion sur celles qui ne sont pas encore aptes à couvrir les besoins planétaires ou à inonder les supports audio-visuels de plusieurs continents.

Comment Madagascar (et de nombreux pays africains) pourrait/aient - il rester indifférent(s) face à deux **entités antinomiques** ? KHÖLER, V. (1997 : 16) ne disait-il pas que :

« Deux mondes semblent se heurter l'un à l'autre : d'un côté **un monde de l'intégration et de l'homogénéisation globale**, de la mobilité économique et de l'émancipation et de l'autre **un monde des multiples vœux identitaires** avec leur force de différenciation, de la redécouverte de ses valeurs, de la soif d'attaches et de racines, et de l'auto-affirmation de l'identité nationale et ethnique ».

Pour conclure

Le **contact des cultures** et le **choc des cultures** (CAMELLERI, C., et COHEN - EMERIQUE, M., 1989) constituent un processus irréversible. L'anthropologue britannique BLOCH, M. (2004) semble abonder dans ce sens lorsqu'il dit en substance qu'une culture, avec ou sans une prise en compte des données spatiales, temporelles, *etc.*, est inévitablement un « **mélange dynamique** » ; elle est une sorte de création, de re-crédation sociétales et perpétuelles. L'idée d'un « **essentialisme des frontières** », poursuit-il, est sujet à polémique. Les **mutations de cultures** en découlent.

Qui aurait pu imaginer, il y a vingt ou trente ans passés, que les jeunes chanteurs Malgaches d'aujourd'hui allaient « imiter » ou « re-crédier » des modèles étrangers de chants profanes (*blues, ballade ...*), de chants religieux (*spiritual ...*), de chants satiriques et revendicateurs (*rap ...*).

Toutefois, il ne s'agit pas d'instaurer une « culture mondiale » de plus en plus uniformisée, de mettre en œuvre une pensée unique /unilatérale, loin s'en faut. Nous disons avec KHÖLER, V. (*ibidem*, p. 17) que :

« le temps des stratégies d'**isolement culturel** est révolu. Le respect mutuel, une compréhension plus profonde de l'autre dans un dialogue permanent, la recherche persévérante des bases acceptables pour nous tous et l'identification raisonnable des éléments qui nous séparent, telles sont les attitudes appropriées pour nous rapprocher d'un monde de liberté, de justice et de respect de la dignité humaine ».

En d'autres termes, il s'agit de mettre en œuvre, une technique de persuasion qui consisterait à faire accepter aux acteurs sociaux en général et aux jeunes chanteurs en particulier l'urgence de l'empathie, la nécessité du **dialogue des cultures**, bref, à instaurer un climat socio-affectif propice à l'éclosion d'une **culture des mutations**. Le respect mutuel des cultures en présence serait la clef de voûte de cette entreprise non pas périlleuse mais ardue. Que les **schèmes culturels superficiels** (malléables) n'exercent pas une influence corrosive et/ou dénaturante sur les **schèmes culturels profonds**, le patrimoine immatériel pour reprendre un concept de l'UNESCO !

Article 12 : BICULTURALISME FRANCO-MALGACHE ET UNIFORMISATION CULTURELLE. ALLÉGÉANCES ET ANTAGONISMES

Gil DanyRANDRIAMASITIANA

Université d'Antananarivo

La présente livraison est une modeste contribution à l'éclaircissement des mutations ou des inerties qui façonnent la culture malgache dans ses aspects matériels et immatériels face au rouleau compresseur de l'uniformisation culturelle qui n'épargne pas toutes les cultures maternelles.

La première partie tente de démontrer dans quelle mesure Madagascar est un pays des contacts séculaires de cultures au travers l'histoire de son peuplement.

La seconde partie sera essentiellement axée sur l'émergence à Madagascar du creuset de biculturalisme franco-malgache et dépit du multiculturalisme constitutif susdit.

La troisième et dernière partie détermine les causes et les conséquences de la transformation des particularités (nationales) en universalité à dimension parfois déroutante et menaçante.

I.- MADAGASCAR, PAYS DES CONTACTS SÉCULAIRES DE CULTURES

1.1 L'Asie, l'Afrique, l'occident et la rencontre avec l'île continent

Jusqu'au VIII^e siècle, les Proto-Malgaches étaient issus d'une race métisse venue de la côte orientale d'Afrique et un métissage de commerçants indonésiens ayant échoués sur les côtes nord et nord ouest de Madagascar avec les éventuels Africains qui auraient pu les y précéder (Ramiandrasoa, F. 1975)⁹

Entre le VIII^e siècle et le IX^e, siècle, ces migrants dénommés *wak-wak* sont à l'origine de l'intensification d'un commerce triangulaire au niveau régional, Afrique - Comores - Madagascar. Ces échanges ont continué jusqu'au XI^e siècle, période au cours de laquelle le peuple malgache est formé, la langue malgache est née. On notait d'une part l'arrivée de peuples islamisés venant du Golfe persique qui s'établissaient en petites colonies sur les côtes malgaches susmentionnées, et d'autre part, le début de la pénétration à l'intérieur de l'île. Entre temps, les *wak-wak* ont choisi un autre partenaire commercial, les Arabes.

Mais vers le X^e siècle, les Vazimbasy, individus rabougris aux cheveux très longs et supposés être les premiers occupants des Hauts-plateaux avant l'arrivée des Hovas d'origine malaise au XI^e siècle, se caractérisent par un mode de vie primitif : cueillette, chasse, pêche, ... A la fin du XII^e siècle, les *Vazimbasy* ont fini par constituer des îlots de chefferies.

Un siècle après, les migrations par vagues prennent fin et on remarque un isolement relatif de Madagascar. Par ailleurs, les *Vazimbasy* se dévasimbisent, les royaumes islamisés se désislament en gardant seulement un certain nombre de traits culturels¹⁰ comme l'écriture arabico- malgache (ou *Sorabe*) et le tabou de la viande de porc, l'astrologie et les perles, les armes à feu et la pratique de l'esclavage.

Au XV^e siècle, les Vazimbasy ont abandonné les hauts-plateaux pour occuper les autres aires sauf le nord de l'île. Madagascar a été découvert par le portugais Diégo Diaz à la même époque et il lui donna le nom de île Saint Laurent. Pendant un siècle, on avait assisté à une présence active des Européens sur les côtes africaine et malgache et dans

⁹ RAMIANDRASOA, F. (1975) *Atlas historique du peuplement de Madagascar*, Université de Madagascar (EESDEGS) Académie malgache, CNR de Tsimbazaza, Antananarivo. p.6-27. Cette partie historique est en grande partie inspirée des travaux de cet éminent enseignant chercheur malgache qui nous a quittés en 2001.

¹⁰ Voir aussi MUNTHER, L. (1982) *La tradition arabico-malgache - vue à travers le manuscrit A-6 d'Oslo et d'autres manuscrits disponibles*, Conseil Norvégien de la Recherche Scientifique et TPFLM, Antananarivo, RANDRIAMAMONJY, F. (2001) *Tantaran'i Madagasikara isam-paritra*, T.P.F.L.M Antananarivo, p. 32-42, etc.

l'Océan Indien. Ces aventuriers et commerçants d'origine portugaise et hollandaise, anglaise et française n'ont pas choisi de s'y installer durablement à l'exception des Français à Fort Dauphin au XVII^e siècle¹¹. Ces escales de courte durée leur ont permis de procéder au troc, au trafic d'esclaves, au ravitaillement en eau douce et en vivres frais grâce à la précieuse collaboration des interprètes.

L'affluence européenne devient plus intense aux XVIII^e et XIX^e siècles. Les efforts de constitution des royaumes et la chasse à l'esclave pour alimenter la traite ont produit de nouveaux regroupements, de nouvelle répartition géographique du peuple malgache en 18 tribus d'où les particularismes régionaux notamment sur le plan linguistique.

Néanmoins, l'inter-compréhension dans cette société « pluri-ethnique » se réalise grâce à l'unité linguistique¹². Aidé par les Européens, le royaume merina se lance dans une vaste campagne d'expansion à visée unificatrice au XIX^e siècle.

Les faits pertinents de la première moitié du XX^e siècle sont les migrations sporadiques de

Comoriens, des premières générations de commerçants Chinois et Pakistanais ainsi que l'échec de la politique d'assimilation¹³ mise en œuvre par la France, la métropole.

Cet aperçu historique des diverses composantes géographiques, économiques et surtout socioculturelles du peuple nous a permis de découvrir que la culture malgache s'est érigée sur la base d'une mosaïque¹⁴ de cultures indonésienne et malaisienne, africaine et comorienne, islamique et européenne. En guise d'illustrations, citons d'abord les similitudes lexico-sémantiques entre le *maajan*, l'indonésien commun et le malgache pour exprimer les entrailles¹⁵ *sanai* (*maajan*), *tinahi* (Indonésien commun), *tsinay* (*merina*), entre le bantou, le malgache et l'indonésien pour appeler le crocodile¹⁶ *mamba* (bantou), *mamba*, *voay* (malgache), *woah* (indonésien), puis nous pouvons évoquer aussi les ressemblances dans les pratiques agricoles (les rizières du *Betsileo* rappellent

celles de Java) ou dans les pratiques halieutiques (les pirogues des pêcheurs *Vezo* nous font penser aux autres pêcheurs ou marins de l'Océan Indien), *etc.*

¹¹ AUBER, J. (1955) *Histoire de l'Océan Indien*, Société Lilloise d'imprimerie de Tananarive, p.266 – 303 ; RALAIMIHOATRA, E. (1969) *Histoire de Madagascar*, 2e édition, Hachette Madagascar, Tananarive, p. 9 – 17. ⁴ RAJAONARIMANANA, N. (1995), *Grammaire moderne de la langue malgache, volume 1*, l'Asiathèque, Paris p.8 ; PÂQUES, V. (1974) *Les peuples de l'Afrique*, Bordas études 56, Paris, p 111.

¹²

¹³ RALAIMIHOATRA, E. 1969, *op.cit.* p.233 et 238

¹⁴ RAKOTOARISOA, J.A. (196) “ *Principaux aspects des formes d'adaptation de la société traditionnelle malgache* ” in KOTTACK, C. Ph, Madagascar : society and history, W-G Foundation for Anthropological Research, Printed in USA, p.89

¹⁵ OTTO CMR. DAHL (1951) *Malgache et Maarjan*, Egede-Instituttet, Oslo,p.303

¹⁶ DINA, J. (2000) “ *Métissage culturel, identité culturelle à Madagascar* ” in Actes du colloque de l'ICM-L'identité malgache dans la civilisation mondiale du 21^e siècle-10 au 12 avril 2000, Ambatoroka, Antananarivo, p.135

De par l'étendue de la superficie (environ douze fois la superficie de la Suisse) et la richesse de la faune, de la flore (sanctuaire de la nature) ainsi que l'insularité de Madagascar, beaucoup d'agences publicitaires l'appellent île-continent.

I.2 Quelques influences culturelles majeures de la Grande-Bretagne et surtout de la France

Soulignons en passant que nous avons retenu la définition de la culture proposée par B.E Tylor¹⁷ (1874) qui disait que

“ la culture ou la civilisation est cet ensemble complexe qui comprend la connaissance, la foi, les règles morales, juridiques, les coutumes et toute autre aptitude ou habitude acquise par l'homme comme membre de la société. ”

Etant donné que nous avons affaire à un contact de cultures, cette approche descriptive et historique de la culture semble lacunaire. En effet, nous disons avec Kroeber, A.L et/ou Wissler, C., qu'il faudrait mettre

“ l'accent sur les phénomènes de contacts et d'influences, ainsi que sur la recherche de connexions entre aires de civilisation . ” Ferréol, G et al. (1991 : 55)¹⁸ .

Ces deux auteurs

“ *défendront la thèse de l'origine commune des traits culturels et de leur dispersion par transferts, emprunts et diffusion .* ” (ibidem).

Confronté aux analyses de Levi-strauss, C. les impacts du diffusionnisme susmentionné sur les acteurs sociaux sont néanmoins controversés :

“ sans doute nous berçons-nous du rêve que l'égalité et la fraternité régneront un jour entre les hommes sans que soit conquise leur diversité. Mais si l'humanité ne se résigne pas à devenir la consommatrice stérile des seules valeurs qu'elle a su créer dans le passé, capable seulement de donner le jour à des ouvrages bâtards, à des inventions grossières et puériles, elle devra réapprendre que toute création véritable implique une certaine surdité à l'appel d'autres valeurs, pouvant aller jusqu'à leur refus sinon à leur négation. Car **on ne peut, à la fois se fondre dans la jouissance de l'autre, s'identifier à lui, et se maintenir différent. Pleinement réussie, la communication intégrale avec l'autre condamne, à plus ou moins brève échéance, l'originalité de sa et de sa création.** Les grandes époques créatrices furent celles où la communication était devenue suffisante pour que des partenaires éloignés se stimulent, sans être cependant assez fréquente et rapide pour que les obstacles indispensables entre les individus comme entre les groupes s'amenuisent au point que des échanges trop faciles égalisent et confondent leur diversité. ”

C. Backès-Clément (1974: 193)¹⁹

¹⁷ SUMPF, J. et HUGUES, M. (1973) *Dictionnaire de sociologie*, Larousse, Paris, p.75.

¹⁸ FÉRREOL, G. et al (1991) *Dictionnaire de sociologie*, A. Colin, Cursus, Paris.

En outre les malgaches ont aussi retenu quelques influences culturelles majeures de la Grande Bretagne et surtout de la France car elles constituent les deux pôles de référence dans notre étude. Il ne s'agit pas ici d'un ostracisme culturel, tant s'en faut.

Il importe de préciser d'abord que Madagascar a connu, à des degrés différents bien sûr, deux formes de colonialisme : la colonisation anglaise qui sait d'une manière générale " montrer quelque respect pour les choses locales " et qui a eu lieu au XIX^e siècle - puis la colonisation française qui est " fondamentalement assimilationniste " et qui a eu lieu durant une bonne partie du XX^e siècle, de 1896 jusqu'à l'octroi de l'indépendance. Whiteman, K. (1993 : 294)²⁰ a probablement raison lorsqu'il a dit que :

" Ayant récemment demandé à l'un de nos amis journalistes de résumer en quelques mots les clichés relatifs aux deux camps, sa réponse fut : " pour les francophones, les **anglophones** sont des **broussards en short**, tandis que, pour les anglophones, les **Français** ont soumis les **francophones à un lavage de cerveau** ". La simplification est grossière, mais elle renvoie de façon caricaturale ce qui est censé avoir été la grande différence entre les deux politiques coloniales : l'**administration indirecte**, d'une part, l'**assimilation** de l'autre ; toutes deux représentaient un idéal culturel et furent très imparfaitement appliquées ... "

L'Angleterre reconnaît Radama 1^{er} (royaume merina, 1818 - 1828)²¹ comme roi de tout Madagascar, lui promet de l'argent, des armes pour les expéditions locales en province et des officiers pour instruire son armée. En échange Radama s'engage à supprimer l'épreuve du tanguin et la traite des esclaves, à développer la culture des produits nécessaires aux îles Mascareignes tels que le sucre, les épices... Le pouvoir royal accueille des missionnaires de la *London Missionary Society* qui ont installé une imprimerie : les premiers livres sont des Bibles, des catéchismes, des livres sur les alphabets, des dictionnaires monolingues/ bilingues; les lettres latines remplacent les caractères arabes en retenant la phonétique proposée par Jones et en éliminant les lettres inexistantes dans la prononciation malgache telles que c, q, u, w, x.

Ce révérend gallois était aidé par Robin, un sergent déserteur de la Réunion, d'origine française. Au plan éducatif, les premières écoles d'enseignement général et de formation professionnelle apparurent en Imerina. Des métiers nouveaux sont organisés en corporations pour le travail du fer blanc, de la pierre, etc. Les douanes procurent des ressources au gouvernement. Même si le règne de Radama fut court, l'unification de Madagascar commençait à devenir une réalité, l'Imerina se modernise. Des Britanniques, nos ancêtres ont aussi retenu le style vestimentaire et le puritanisme, un certain nombre de lexiques malgachisés comme *militera*, *kôpy*, etc. et la foi chrétienne²²

¹⁹ Race et Culture, Revue Internationale des Sciences Sociales, vol.23, 1971, n°4, p.653 in *Levi-Strauss ou la structure et le malheur*, par Catherine BACKÈS- CLÉMENT, Seghers Philosophie, Paris, 1974.

²⁰ Kay WHITEMAN (1993) " Francophonie et anglophonie : regards portés sur " l'autre " en Afrique " in DANIEL, C. et KIRK – GREENE, A. A. (sous la direction de), 1993, *Etats et Sociétés en Afrique francophone*, Economica, Paris, p.291 – 303. Cf. aussi BABA KAKE, I. (1990) *L'Afrique coloniale*, ACCT – Francophonie, Paris, p.53-65.

²¹ RALAIMIHOATRA, E. 1969, *op.cit.*, p.154 – 161

L'Anglophilie prend fin avec l'avènement de la reine Ranavalona 1^{ère} (1828--1861)²³ car elle refuse d'appliquer le traité Anglo-Malgache signé par Radama.

Contrairement au choix du christianisme fait par son précédent, elle s'entoura de devins et d'idoles²⁴. Elle interdit l'instruction aux esclaves, rétablit le jugement par le tanguin et interdit au Betsimisaraka de commercer avec les Français.

Ayant un esprit mercantile, elle s'empare du monopole commercial et s'associe avec des colons pour créer des exploitations sur la côte est. Arrivé à Madagascar en 1831, le Français Jean Laborde devient le directeur des travaux de la reine. Il a beaucoup travaillé pour Madagascar : fabriques de savon, de verre, de fusils et de canons, haut fourneau, maison et jardin de Laborde à Mantasoa... A deux reprises, en 1845 et en 1857, les étrangers sont chassés de la capitale.

Ayant accordé trop de privilèges au Français, le roi Radama II (1861 - 1863)²⁵ fut assassiné. Le gouvernement de Rainilaiarivony (1864 - 1895) a connu trois reines : Rasoherina (1864 - 1868) - Ranavalona II (1868 - 1883) et Ranavalona III (1883 - 1897). Habile, intelligent et patriote, ce premier ministre épousa chacune des -reines pour conserver et augmenter son pouvoir. Il se convertit au protestantisme et favorise les missionnaires anglais contre les Français catholiques. Il réorganise l'administration en rendant le pouvoir aux communautés villageoises. Lieu de la solidarité et de l'entraide, l'espace communautaire est l'une des valeurs centrales à Madagascar. L'enseignement et la médecine font des progrès. Une élite malgache apparaît : docteurs, écrivains, journalistes.

Les rivalités franco-britanniques ont cessé à partir de 1880, année au cours de laquelle la France et l'Angleterre se mettent d'accord sur les régions²⁶ qu'elles vont occuper dans le monde. Ainsi, la France impose son protectorat en 1885 mais les autorités françaises et malgaches n'arrivent pas à s'entendre. Si bien que dix ans plus

²² Voyons le nombre croissant de chrétiens à Madagascar selon - BUCHSENSCHUNTZ, P. (1938) *La mission luthérienne à Madagascar*, Ronéo, Tananarive, p.34 : 591.000 en 1895, 950.000 en 1930 dont 127.293 luthériens et 1.760.000 en 1955. - HÜBSCH, B. (1993) " Madagascar et le christianisme – Vue d'ensemble " in HÜBSCH, B. 1993, eds, *Madagascar et le christianisme*, ACCT, Ed. Diffusion Karthala, Ed, Ambozontany, les catholiques comptaient 29.000 baptisés et 40.000 sympathisants. Par ailleurs nous abondons dans le sens de HÜBSCH, B. 1993, op.cit p.507 lorsqu'il conclut que : " ... dans l'ensemble de Madagascar, les **Eglises chrétiennes** , devenues un des éléments de la vie nationale, sont **maintenant étroitement liées à l'histoire du pays**. "

²³ RALAIMIHOATRA, E. , 1969, *op.cit.* p.162 – 174.

²⁴ FAGERENG, E et RAKOTOMAMONJY, M (1963) *Tantaran'ny firenena malagasy*, Edisiona Salohy, T.P.F.L.M, Antananarivo, p.46: elle craignait que les compatriotes allaient oublier les pratiques ancestrales et que ceux-ci allaient donné leur cœur aux étrangers. D'où l'expulsion des missionnaires en 1836 (RAKOTOMAMONJY, F, 2001, op.cit, p.506) et la persécution des chrétiens (*ibidem*, RALAIMIHOATRA, E. 1969, *op.cit.* p.169).

²⁵ RALAIMIHOATRA, E.1969, *op.cit.*p.175-179.

²⁶ RALAIMIHOATRA, E.1969, *op.cit.*p.199.

tard, en 1895, une expédition militaire française, partie de Majunga, occupe Tananarive le 30 Septembre 1895. Après quelques soubresauts sporadiques, le

gouvernement français fit voter la Loi d'Annexion du 06 Août 1896. Le Général Galliéni ²⁷ est chargé de l'appliquer. Paix et infrastructures nationales, réconciliation et assimilation, tels étaient les maîtres mots dudit gouvernement.

Pour lui, les Malgaches sont les “ enfants ” de la France qui est une “ mère ” soucieuse de les faire participer aux “ bienfaits ” de la civilisation. Si les colons étaient venus à Madagascar, c'était pour apporter “ la richesse et la civilisation ”.

En fait, cet argument puise sa source dans la théorie de la prétendue supériorité du Blanc, de l'Europe dont la genèse remonte au siècle des lumières. Il s'agissait aussi de faire de Madagascar un marché français, un fournisseur de matières premières à l'industrie française et des Malgaches des “ sujets fidèles et obéissants de la France ” ²⁸. La métropole s'est appuyée sur l'Ecole et sur une politique d'assimilation, avons-nous dit, culturelle et linguistique: négation de l'existence de la *lingua franca* du colonisé dans les correspondances administratives, dans le choix de la langue d'enseignement et parlée dans l'enceinte des écoles et célébration du 14 juillet à Madagascar; dans l'étude de l'histoire de la France, on apprenait aux élèves que leurs ancêtres étaient les Gaulois, etc. Galliéni bouscula alors les structures traditionnelles, surtout celles des Merina, sans en rénover l'âme ²⁹.

En dépit de l'insurrection du début du XX^e siècle et de la rébellion du 29 Mars 1947 qui a coûté la vie à des dizaines de milliers de Malgaches, l'administration française a perduré un peu moins d'un siècle (1885 - 1972). Cette mainmise française sur les plans culturel, économique et politique a profondément marqué la vie des Malgaches. Certes, en 1960 le gouvernement français avait octroyé l'indépendance à Madagascar suite aux aspirations locales et aux résolutions prises lors de la conférence de Bandoeng en 1955. Avant cela, la Loi Cadre de 1946 avait en un certain sens déclenché aussi ce processus. Mais en réalité, ce fut seulement une indépendance politique.

Mai 1972 sonne le glas du monopole de la métropole parce que la grève estudiantine a abouti au renversement du régime, de la 1^{ère} république ; les étudiants brandissaient des slogans antfrançais dont le plus percutant a été le suivant: “ la langue française est une langue de l'esclavage ” ³⁰. Et l'on procéda à une malgachisation ³¹ à outrance et un peu à la hâte dans de nombreux domaines de la vie: éducation ³², administration, etc. Un

²⁷ MICHEL, M. (1994) “ La conception de l'Etat colonial chez Galliéni ” in OMALY SY ANIO, 1994, Département d'Histoire, FLSH, Université d'Antananarivo, p.87-100.

²⁸ Il s'agit ici du paternalisme.

²⁹ RALAIMIHOATRA, E. 1969, *op.cit.* p.238.

³⁰ CALVET, J-L. (1974) *Linguistique et colonialisme- Petit traité de glottophagie*, Payot, Paris, p.137 dit en outre que “ ... la libération nationale au sens plein du terme passe par la libération sociale, par la révolution sociale, et ce n'est qu'après s'être débarrassées de leurs bourgeoisies compradores, après avoir brisé l'Etat capitaliste que les peuples néo-coloniaux, libérés colonielement et socialement, retrouvent tout à la fois la maîtrise de leur destin et leur langue ”.

vent de liberté souffla.

Depuis 1991, on assiste à un retour massif du/au français, de la francophonie. Cette « reconquête » de la grande île aboutira en 1999 à la nomination de Didier Ratsiraka (Président fêru de l'idéologie socialiste et marxiste) à la tête de la communauté des îles de l'Océan Indien par son homologue français.

Même si on perçoit les indices d'une macro-identité culturelle des Malgaches³³ tels que la langue et le culte des ancêtres, la gérontocratie et le système patrilinéaire, la conception cyclique du temps et le respect des tabous propres à chaque ethnie, l'alliage du christianisme et aux vertus de la voyance, le sens de l'hospitalité et l'exaucement des vœux du moribond, l'amour du Bien et du Vrai ainsi que le poids de la fatalité, la conception de la famille élargie, et la sensibilité aux arguments du cœur, la présence de la culture française, francophone et/ou occidentale est indéniable. D'où l'hypothèse d'un creuset de biculturalisme franco-malgache à Madagascar.

II MADAGASCAR, CREUSET DU BICULTURALISME FRANCO-MALGACHE

II.1 Essai de typologie des attitudes et tendances face au biculturalisme

Si on définit le biculturalisme comme l'état d'une communauté ou d'un individu ayant accès à deux cultures, ici culture malgache/ maternelle et culture française/ cible, il ne faut oublier que l'individu n'est jamais passif dans l'appropriation de la culture.

Et la personne biculturelle se caractérise au moins par trois traits distinctifs :

- “ a. elle participe, au moins en partie, à la vie de deux cultures (deux mondes, deux réseaux culturels majeurs, deux environs culturels) et ceci de manière régulière ;
- b. elle sait adapter partiellement ou de façon plus étendue, son comportement, ses attitudes, son langage à un environnement culturel donné ;
- c. elle continue et synthétise des traits de chacune des deux cultures.

³¹ RANDRIAMASITIANA, G.D. (2000) Les rôles respectifs des milieux institutionnels, social et familial dans l'apprentissage du français à Madagascar depuis 1972, Thèse pour le doctorat nouveau régime en sciences du langage, FLSH, Université de la Réunion.

³² Mais le système éducatif va subir une série de changements brutaux en matière de politique linguistique.

³³ RAJEMISA, R. (1971) “ *La culture malgache* ” in Bulletin de l'Académie malgache, n.s.t 49, fasc.2 p.37 – 44 ; P. PIETRO PROFITA, S, J (2000) *Malgaches et malgachitude*, A Fianarantsoa, p.7 – 79 ; RANDRIANARISOA. P. (1958) Madagascar et les croyances et les coutumes malgaches, Imprimerie Caron et Compagnie CAEN, etc .

... C'est cet aspect de synthèse qui reflète sans doute le mieux l'être biculturel " Grosjean, F. (1993 : 31-32) ³⁴ .

Cette fusion constatée chez la personne biculturelle comporte une variante car il pourrait y avoir une

" personne qui s'identifie à deux cultures mais qui ne participe pas à la vie que d'une seule et qui ne synthétise pas les traits de ces deux cultures (Le Français dont les grands parents ont émigré de Pologne il y a soixante ans, par exemple, qui se dit Franco-Polonais alors qu'il peut n'avoir aucun trait de la culture polonaise). " Grosjean, F, (1993), op.cit. p.32.

En outre,

" Des cultures différentes peuvent très bien partager une langue commune sans pour autant avoir la même culture (où l'Irlande, le Canada, l'Angleterre, les Etats-Unis) et le biculturalisme ne s'accompagne pas forcément d'un bilinguisme, contrairement à ce que pensent certains. " op.cit. p.33.

Par ailleurs, la personne biculturelle vit, momentanément ou continuellement, un problème d'identité ; Grosjean, F. (1993 : 34) évoque le cas des jeunes beurs en France qui sont doublement rejetés : ils ne sont pas bien intégrés en France car les Français voient en eux des nord-Africains, de même, la société d'Afrique du Nord les considère comme des émigrés ou des Français. Ils n'ont pas en fait d'amarrage sûr, voilà pourquoi la majorité d'entre eux se réclament

"de nulle part, " ni d'ici, ni d'ailleurs ", " à cheval entre deux cultures ", " à la recherche de leur identité ". op. cit. p.34.

Leurs subterfuges, poursuit Grosjean,F., pourraient être l'insertion dans

" un tout autre réseau culturel- celui de la musique ou du théâtre, par exemple- ou à un réseau plus vaste, tel que le réseau européen, méditerranéen, etc. " op cit. p. 35.

Le tiraillement ou le déchirement de la personne biculturelle semble donc inéluctable, elle affiche une pluralité d'identités. Ces identités multiples rendent extrêmement difficiles et rapidement caduques les classifications socioculturelles ou les catégorisations identitaires. Widmer, J. (1993 : 84-85) ³⁵ tente néanmoins de distinguer trois catégories d'identité ³⁶ : En dépit de ces problèmes

épistémologiques et pratiques, il nous a été tout de même possible de broser à grands traits l'identité culturelle nationale des Malgaches (voir I.2).Le cadre restreint de cet article ne nous permet pas cependant d'entrer dans les détails des identités culturelles régionales. Sous le poids de la colonisation française, cette identité culturelle (nationale) citée précédemment est devenue une identité biculturelle. Ce biculturalisme

³⁴ GROSJEAN, F. (1993) " *Le bilinguisme et le biculturalisme. Essai de définition* " in TRAVEL mars 1993, numéro 19, Bilinguisme et biculturalisme – Théories et pratiques professionnelles, Institut de linguistique, Université de Neuchâtel, p.13 – 41.

³⁵ WIDMER, J (1993) " *Identités linguistiques et contact des cultures - quelques remarques à propos des statuts symboliques* " in TRANEL, mars 1993, numéro 19, *Bilinguisme et biculturalisme – Théories et pratiques professionnelles*, Institut de Linguistique, Université de Neuchâtel, p. 79-93.

franco-malgache est si riche et vaste qu'il est un peu frustrant d'en parler en quelques lignes. En fait, il est vécu différemment selon le niveau d'instruction et le groupe social de référence ou d'appartenance, les représentations et les lieux de résidence ... Pour toutes ces raisons, nous étions contraint de nous cantonner à essayer d'établir une typologie des attitudes et tendances majeures face au biculturalisme susdit. Elles sont, à notre humble avis, au nombre de trois.

Parlons d'abord des attitudes et tendances favorables au biculturalisme franco-malgache. Ses partisans sont surtout des individus issus de la classe sociale aisée dont le pouvoir d'achat et les modes de vie, les habitudes culinaires et la façon de s'habiller, les pratiques langagières et les moyens de communication, les passe-temps en fin de semaine et les réseaux sociaux élargis nous révèlent une partie intense de la culture française. Les membres de la famille se tutoient entre eux et peuvent faire du ski en saison hivernale ou aller à la Côte d'Azur pendant les vacances estivales... Malgré ce "*French way of life*", cette catégorie d'individus garde sa malgachéité. Ces individus biculturels sont conscients de leur double appartenance culturelle et la vivent sans conflit apparent et sur le mode de la complémentarité. Le multiculturalisme³⁷ et l'interculturalité³⁸, le plurilinguisme et le **choix pluri-axiologique**³⁹ caractérisent ces panachés⁴⁰. Ils constituent une infime partie de la population malgache. A l'intérieur de ce groupe très européenisé et francophile, il y a toutefois un sous-groupe qui affiche dans certaines circonstances, où le paraître social est de mise, un sentiment de rejet de son origine. On note parfois des attitudes infériorisantes vis-à-vis de la culture maternelle. A titre d'exemple, on peut citer le phénomène de dénigrement systématique du "*made in Madagascar*", en langue locale

signifie "*vita gasy*"⁴¹ ; les produits locaux sont associés à une image négative, à un

³⁶ On peut s'appuyer aussi sur l'approche psychosociologique de l'identité chez AEBISCHER, V. et OBERLE, D. (1998) *Le groupe en psychologie sociale*, Dunod, Paris, p. 86-87 ; ils postulent que la catégorisation sociale a une fonction identitaire ; elle repose sur la distinction que nous faisons entre l'**endogroupe** (le groupe d'appartenance). et l'**exogroupe** (le groupe de non appartenance ou les autres). Une identité sociale positive découle de certaines appartenances qui sont prestigieuses, d'autres le sont moins. Une **identité prototypique** ; comme la délimitation d'une catégorie peut être plus ou moins subjective et ses contours plus ou moins flous, l'appartenance d'une catégorie n'est pas subordonnée à la possession par l'individu de tous les traits et dimensions qui la caractérisent, mais par leur plus ou moins grande possession.

³⁷ Cf. ABDALLAH – PRETCEILLE, M. (1999) *L'éducation interculturelle*, PUF. Que sais – je ? Paris, p.24-42.

³⁸ ABDALLAH –PRETCEILLE, M. (1999), op. cit. p. 43-76. On peut citer aussi la conférence qu'elle a donnée à l'Ecole Normale Supérieure d'Antananarivo le 29 juillet 2004 : *Mondialisation et interculturalité. Problèmes et perspectives*.

³⁹ Néologisme crée par nous pour désigner le fait d'adopter deux ou plusieurs systèmes de valeurs.

⁴⁰ C'est un concept que nous empruntons à DABÈNE, L. et BILLIEZ, J. (1987) dans VERMÈS, G. et BOUTET, J. eds, 1987, *France, pays multilingue*, tomes 1 et 2, L'harmattan, Paris.

⁴¹ RAHARINJANAHARY, S. J-M. (2000) " Identité malgache et mondialisation " in Actes du Colloque de l'ICM – *L'identité malgache dans la civilisation mondiale du 21^e siècle* – 11 au 12 avril 2000, Ambatoroka, Antananarivo, p. 68-70.

travail

mal fait... Une désaffection qui vient sans doute d'une survalorisation du Blanc, de l'Occident en général et de la France en particulier. Puisqu'il existe en outre des changements subséquents dans la culture maternelle, les membres de ce deuxième groupe peuvent être qualifiés d'"assimilés"⁴². Biologiquement noirs mais mentalement et intellectuellement, psychologiquement et socialement blancs. " *Vazaha mainty* " disait-on ironiquement du temps de la colonisation et de la première république. Une vision qui n'est pas loin de celle de Fanon dans *Peaux noires, masques blancs*.

Passons ensuite aux groupes sociaux ayant des attitudes et tendances intermédiaires. Ils n'ont pas de port d'attache bien précis, on remarque une fusion aux contours mal définis de la culture malgache et de la culture française/occidentale. Ils ont du mal à se positionner par rapport à ces deux cultures. Cette indécision entraîne une sorte de déréliction culturelle. Font partie de ces groupes les individus issus de la classe moyenne ou des descendants de colons français ou étrangers qui sont nés des couples mixtes, les métisses. Les enfants des populations rurales ayant fait des études secondaires ou universitaires s'identifient également aux groupes évoqués ci-dessus. Il faut souligner que Madagascar a une population jeune car 40% de la population totale ont moins de dix sept ans. Or une forte proportion de cette jeunesse semble encline à ce marcottage culturel. Nous pouvons citer par exemple le courant musical *hip-hop* incarné par la collaboration entre des jeunes de Tana (une sorte d'apocope servant à écourter affectueusement l'appellation de la capitale, Antananarivo) et ceux de Cergy. Ce sont aussi les tenants de cette culture par certains côtés hybride qui utilisent un répertoire verbal spécifique, c'est-à-dire le discours mixte qui contient des mélanges et des alternances codiques débouchant sur le " *frangache* " ⁴³.

Cet amalgame culturel est l'une des caractéristiques fondamentales des groupes sociaux relevant

de la variété culturelle intermédiaire ⁴⁴ et ressemble en un certain sens à la situation vécue par les " beurs " de l'ancienne métropole, cités précédemment. Faute essentiellement de moyens financiers, cette deuxième catégorie ne peut pas vivre pleinement le biculturalisme de la première catégorie, mais en plus elle a oublié sinon délaissé certains usages de l'héritage culturel de leurs ancêtres. Cela rejoint le point de

⁴² Est-il besoin de rappeler que Galliéni n'a pas pu asseoir la politique d'assimilation à Madagascar.

⁴³ Voir à ce sujet : RANDRIAMASITIANA, G, D (2000), op.cit ; RASOLONIAINA, B. (1998) " le *variaminana*, le parler bilingue des Malgaches de Paris " in *Etudes linguistiques, anthropologiques et des littératures malgaches-Raki-pandinihina*, Etudes offertes au Professeur Siméon RAJAONA, éditée par Noël GUEUNIER et RAHARINJANAHARY, S, J – M, Editions Grand Océan ; RANAIVO, F (1979) " la situation du français à Madagascar . " in VALDMAN, A et al.(1979), *Le français hors de France*, Ed. Honoré Champion, Paris, p 507-525 ; E, RAKOTOMAHAFALY (1994) " *Ny teny franc-gasy* " in Feon'ny Merina, n°9, 21/01/1994, Antananarivo, p.3.

⁴⁴ Cette variété équivaut en malgache au " *Zafindraony* " Cf. L, P, RANDRIAMAROLAZA (1990) " Être malgache en situation pluriculturelle : la problématique de Ny Mpanolo-tsaina 1900 – 1930 ", communication au Séminaire National de *Réflexions sur l'enseignement du malgache dans le monde pluriculturel d'aujourd'hui*, du 10 au 15 décembre 1990, Université d'Antananarivo, 8p. ; Cf. aussi VASCHALDE, A (1976) *Visage de la malagassitude*, Ed, Pagassy, Paris.

vue de Ouane (1995 : 58) ⁴⁵ :

“ Il est regrettable qu’au moment où les sociétés occidentales sont contraintes de reconnaître le multilinguisme et le multiculturalisme de certains groupes sociaux, **les sociétés en développement déjà multilingues et multiculturelles soient sur le point d’oublier leurs traditions.** ”

Il y a enfin une troisième catégorie de groupes sociaux qui s'enferme dans une sorte de carapace de la culture maternelle. Il va de soi qu'elle haït et continue de haïr le biculturalisme franco-malgache. Les fervents gardiens des traditions ancestrales sont surtout les populations rurales. On évalue actuellement qu'elles constituent entre 75 et 80% du peuple malgache. L'enquête effectuée par l'INSTAT ⁴⁶ en 1997 nous apprend que 54,1% de l'ensemble de la population malgache est analphabète dont 61,2% en milieu rural. L'audio-visuel et les ondes sont pour la plupart des ruraux inaccessibles. Il en est de même pour la presse écrite, les manifestations culturelles d'expression malgache et surtout francophone/française. Le rapport numéro 14.044 MAG de la Banque Mondiale en date du 28 Juin 1996 fait état de la pauvreté à Madagascar et avance que 70% des Malgaches se trouvent au-dessous du seuil de pauvreté, les 77% étant en zones rurales. Madagascar occupe actuellement la 168^e position dans l'Indicateur de Développement Humain (IDH) au niveau mondial (La Gazette de la Grande île, n°479 du 05/10/2004 p.2).

Beaucoup de personnes âgées vivant en milieu rural transmettent à leurs descendants la francophobie, tiennent un langage xénophobe à l'égard des Français car les mauvais moments de la colonisation française restent indélébiles dans la mémoire collective; à ce traumatisme psychologique s'ajoutent également les séquelles physiques dont souffrent beaucoup d'entre eux. Les études menées par Ranaivo, C. (1952 : 129 – 149) ⁴⁷ confirment et complètent en partie nos

analyses :

“ MANNONI, M. ne comprend pas qu'il puisse y avoir une dépendance qui libère et qui rapproche celle qui se rapporte à Dieu ; l'âme malgache, comme toute âme humaine, y aspire. Mais cette aspiration subit à Madagascar une déviation particulière ; à cause certes du **culte des morts** mais surtout à cause de **l'histoire politique** de ce pays, qui a fortement marqué l'esprit de ses habitants. Le **paternalisme d'Andrianampoinimerina** (Roi de 1785 – 1810 , au lieu de conduire à la démocratie prépara l'autorité de plus en plus absolue de ses successeurs. Les longues années de **dictature de Rainilaiarivony** (Premier Ministre et époux des deux dernières reines, 1867 – 1895), **l'insécurité constante** au cours des guerres d'annexions, les invasions des troupes de brigand, l'esclavage qui n'a été aboli que depuis une génération, **la crainte du pouvoir**, tout cela amène le Malgache à rechercher la **sécurité auprès des plus forts** et aussi à **se confier**

⁴⁵ OUANE, A (1995), sous la direction de, Vers une culture multilingue de l'éducation, Institut de l'UNESCO pour l'Education, Hambourg.

⁴⁶ Institut National de la Statistique, Antananarivo.

⁴⁷ RANAIVO, C. (1952) “ *La culture des peuples colonisés. Réflexions à propos de la psychologie de la colonisation* ” in Le Monde chrétien n°22, avril – juin 1952, publié avec le concours du Centre National de la Recherche Scientifique, p.129-149.

à la collectivité dont il est membre, le **complexe de dépendance** n'est ici qu'une forme de l'instinct de conservation. Les relations entre le peuple malgache, vaincu en 1895 et son vainqueur, n'ont pu que renforcer ce complexe ... derrière le Blanc ils (les malgaches) voient le vainqueur, la force, l'autorité, le Fanjakana, le gouvernement ... **Dans l'état de vaincu, la personnalité est étouffée... Ce complexe absurde en face du Blanc n'existait pas avant l'occupation.** ”.

En outre, les communications sont en général intra-communautaires. Par conséquent, les communications interculturelles sont très limitées pour ne pas dire quasi inexistantes. Ces facteurs endogènes et exogènes contribuent sans doute au rejet de l'Autre, de toutes formes d'ouverture sur les rapports, qu'ils soient bénéfiques ou surannés, avec la culture française et/ou occidentale. Ce “ complexe absurde ” révèle à notre sens le déchirement (évoqué auparavant), la contradiction psychosociologique interne qui débouche sur deux pôles alternatifs, un pôle d'attraction et un pôle de répulsion de l'autre. Il n'est pas étonnant alors de voir des familles traditionalistes qui vivent mais qui dilapident en une journée le peu qu'elles ont épargné au prix d'un labeur surhumain afin de procéder par exemple au retournement des morts ⁴⁸, au bain des reliques royales, etc., ces pratiques culturelles constituent en quelque sorte des **valeurs refuges** ⁴⁹.

Bref, le monoculturalisme, le monolinguisme et le choix monoaxiologique caractérisent les détracteurs du biculturalisme franco-malgache. Dans ce même ordre d'idées, des associations pour la défense de la langue, de la culture et des valeurs malgaches ont pris naissance çà et là dont la FIMPAMAMA sous la présidence du professeur Rabenilaina, R. B. est la seule qui ait

une envergure nationale. Cette revendication identitaire s'est déjà manifestée au cours de la première moitié XX^e siècle dans, par exemple, l'histoire de la littérature malgache de 1931 à 1945, période du courant littéraire “A la recherche des valeurs perdues ” ⁵⁰.

La dite revendication resurgit depuis quelques années et tente avec les moyens du bord de mettre en exergue la “ malga-chophonie ” à l'aide de manifestations culturelles et productions médiatiques, citons quelques exemples: conférences-débats,

⁴⁸ Lire par exemple l'article sur “ *Famadihana. Les malgaches entretiennent toujours une relation avec les morts* ” dans la Gazette de la Grande Île n° 449 du 31/08/2004, p. 7.

⁴⁹ ROCHER, G. (1968) *Introduction à la sociologie générale – Le changement social*, vol.3, coll. Points, Paris, p. 237 ; “ *Albert MEMMI a parlé de valeurs refuges pour désigner le processus par lequel la société colonisée reprend certaines valeurs traditionnelles ou en crée de nouvelles, en leur accordant subitement un poids très considérable. Ces valeurs deviennent comme des bouées de sauvetage, ou comme les symboles de quelque chose de soi qu'on ne veut pas perdre. C'est en ce sens qu'on peut dire de ces valeurs qu'elles présentent une sorte de refuge où la société colonisée peut encore se retrouver ou dans lesquelles elle croît se reconnaître.* ”

⁵⁰ ANDRIAMANANTENA, V. (1993) “ 1931-1945 : Période hitady ny vary. A la recherche des valeurs perdues ” in Revue du livre : Afrique, Caraïbes, Océan Indien, Notre librairie – Madagascar, *La littérature d'expression malgache*, n°-109, avril – juin 1992, CLEF, Paris, p. 53 – 56.

exposition-vente tout le et tous les mois de novembre, interventions à la radio et à la télévision nationales, article relatif à la menace de créolisation du malgache par le professeur susmentionné dans le quotidien Midi Madagascar du 16/10/1998... . Chose curieuse : les efforts entrepris par ces malgachophiles sont faiblement soutenus par les nationaux, les bailleurs de fonds aux niveaux organisationnel et financier.

II.2 Bouversements axiologiques : déracinement et/ou culture métisse ?

Malgré l'attachement des Malgaches au système culturel de leurs ancêtres, nul ne peut contester l'existence d'une "**crise des valeurs**" depuis quelques années. La crise des valeurs est le corollaire de la crise identitaire. L'anomie⁵¹ est là.

La **hantise du déracinement**⁵² semble gagner du terrain à cause de deux problèmes de taille: d'un côté, qui vont perpétuer les mœurs et coutumes des ancêtres lorsque les vieux dépositaires auront cessé d'être parmi les siens ? de l'autre, quel(s) est/sont le(s) protagoniste(s) qui est/sont derrière les machinations diaboliques visant soit à exporter ou à détruire soit à brûler les choses vénérées par les ancêtres (os de cadavres...), le patrimoine culturel (objets d'art, palais de la reine...) ou environnemental (espèces animales et végétales...) ? Serait - ce une entreprise locale, mixte ou étrangère ? L'avenir nous apprendra peut-être la vérité.

Force est d'admettre qu'un peuple sans racines est un peuple sans histoire. C'est la quintessence même de la culture malgache qui est mise en jeu. De plus, la hiérarchie des valeurs subit des modifications dans la mesure où les valeurs sociales (entraide, solidarité...) ont cédé la place aux valeurs matérielles⁵³ recherche du profit sans cesse accru dans l'immobilier et le commerce, le transport et les affaires.

La religion chrétienne et l'animisme se trouvent déstabilisés par la **profusion des sectes**⁵⁴ ; le communisme de type malgache cède la place à l'individualisme, la

⁵¹ SUMPFF, J. et HUGUES, M. (1973), *op.cit.*p.22 : état social caractérisé par l'incertitude, l'incohérence ou la transformation injustifiée des règles sociales qui sont ordinairement tenues pour légitimes et qui guident les conduites ainsi que les aspirations individuelles.

⁵² C'est sans doute l'une des raisons qui a poussé RAJAONARISON, F. à écrire un article sur "*Que reste-t-il de notre culture ?*" dans la Gazette de la Grande Ile, n°414 du 21/07/2004, p.16.

⁵³ Des chanteurs célèbres locaux tels MAHALEO, SARERAKA, RICKY, etc. ont à maintes reprises alerté l'opinion publique mais en vain. Ils semblent prêcher dans le désert car " ventre creux n'a point d'oreilles ".

⁵⁴ ROCHER, G. (1968), *op.cit.* p.237 – 238 : Il dit : "*Un autre phénomène de repli assez courant dans la société colonisée, c'est l'apparition de différentes formes de messianismes ou de prophétismes* . BALANDIER, G. en donne des exemples frappants en Afrique. Il s'agit généralement de mouvement religieux local qui reconstruit une nouvelle mythologie fortement syncrétique. On voit en effet s'y mêler des éléments de la religion traditionnelle et de la religion du colonisateur , refondus dans une nouvelle théologie hybride , dans laquelle s'exprime d'une manière détournée, mais à peine voilée, les frustrations et les aspirations de la société colonisée. Elles (ces formes de messianisme) tiennent ... d' une sorte de rêve ou de l' utopie à l'état le plus pur ".

sociabilité à l'indifférence ou à l'agressivité, etc.

L'autre conséquence des bouleversements axiologiques est l'apparition de la culture métisse résultant de l'amalgame, avons-nous dit, de la culture maternelle et de la culture francophone et/ou occidentale.

Même si les Malgaches ne sont pas encore parvenus au stade du “ *melting pot* ” nord américain, l'occidentalisation et la francophonisation tendent à devenir une réalité incontournable du moins dans la vie quotidienne des individus ayant une compétence au moins minimale pour les quatre habilités (lire et comprendre, écouter et parler) en langue française et en langue anglaise.

Existe-t-il encore d'autres forces (occultes) qui poussent les Malgaches vers l'attrait ou l'engouement pour les charmes exotiques des biens culturels de la France et/ou de l'occident ? La réponse est oui. Vivre avec ces biens culturels procure un contentement et est socialement valorisant.

S'il en est ainsi, la grande île francophone de l'Océan Indien n'est - elle pas engagée à prendre le train de l'uniformisation culturelle qui est actuellement en marche aux quatre coins du monde ?

III. MADAGASCAR, DES SPÉCIFICITÉS A L'UNIVERSALITÉ

III.1 Les contraintes du changement

Il existe aussi un autre élément de réponse à la question relative aux forces transformatrices de la culture maternelle.

Ce sont des faits qui ne dépendent pas directement des Malgaches acculturés⁵⁵ ou assimilés, conformistes ou conservateurs.

Il s'agit d'abord des nouvelles technologies de la communication⁵⁶ et de l'informatique. Elles auront pour conséquence directe au plan humain la réduction des

⁵⁵ SUMPF, J et HUGUES, M (1973), op.cit, p.7-8. Ce terme est apparu vers 1980 dans la littérature anthropologique et historique anglo-saxonne. Il s'est d'abord appliqué d'une part, aux cultures mortes, d'autre part aux problèmes des rapports entre Indiens et Anglo-Américains, entre Africains et Européens. R. REDFIELS, en 1935, en donne une définition systématique : *phénomènes résultants du contact direct et continu de groupes d'individus ayant des cultures différentes, ces phénomènes impliquant des changements de différents types dans le modèles culturels de base de chacun des groupes ou dans l'un d'entre eux seulement.*

⁵⁶ ANDRIAMIALISON, S. (2000) “ Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) – La situation à Madagascar au moins d'avril 2000 ”, communication présentée au Colloque sur les NTIC, du 11 au 13 avril 2000. Université de la Réunion. 10p ; LAZAR, J. (1991) *Sociologie de la communication de masse-“ Chapitre 10 : L'impact de la nouvelle technologie ”*. A. Colin, Paris, p.199 – 219.

contacts inter-humains, le caractère artificiel des échanges verbaux et scripturaux car les principaux canaux de transmission des messages ce sont les machines. Cette civilisation des “ cerveaux artificiels” va à l'encontre de la civilisation de l'oralité des Malgaches. Les Malgaches sont de êtres de parole, à preuve ils disposent des traditions orales et de plusieurs genres littéraires oraux tels que “ *hainteny*”, “ *ankamantatra* ” “ *kabary*”, *etc.*

Ils aiment converser voire palabrer. Malgré tout, ces nouvelles technologies deviennent petit à petit les outils de travail des Malgaches ⁵⁷ du moins en milieu urbain. C'est une forme de participation à la culture universelle, aux valeurs interculturelles.

Les mutations “ forcées” proviennent aussi des perspectives économiques tant au niveau régional qu'au niveau international. L'insularité de Madagascar l'oblige à faire une prospection de partenaires économiques avec lesquels il peut commercer ou exporter.

C'est le devoir primordial, dit – on, de toute économie sous-développée. Les négociations avec les partenaires régionaux (Afrique du Sud, Zimbabwe, Maurice...) doivent s'effectuer dans l'une des langues onusiennes la plus parlée dans le monde qu'est l'anglais. Les pratiques traditionnelles malgaches de l'économie d'autosubsistance vont devoir également s'adapter aux rouages et aux

impératifs de la mondialisation des économies nationales, de lacyber-économie. ⁵⁸ Abstraction faite de la barrière linguistique évoquée ci-dessus, y aura – t – il une répartition équitable des tâches ? Y aura – t – il moins de fraude fiscale dans les industries délocalisées dans les pays en développement en général où la main d'œuvre est à bon marché ? Quel sera le devenir des nations ayant des monnaies non - convertibles ou des produits agricoles, manufacturés... qui ne répondent pas aux normes internationales ? *etc.* autant de questions qui suscitent angoisse et crainte chez les populations pauvres dont Madagascar fait partie.

Dans ces conditions, des notions telles que souveraineté nationale, spécificités nationales ou particularités socioculturelles ⁵⁹, ne risquent – elles pas de devenir des notions obsolètes et vides de sens ? Quels pays démunis refuseront d'obtempérer aux injonctions et aux conditionnalités du Fond Monétaire International et de la Banque Mondiale qui imposent parfois des mesures impopulaires et drastiques ? Une sorte de dilution ou de magma dans l'universel n'est pas à exclure dans un proche avenir.

⁵⁷ LA GAZETTE DE LA GRANDE ILE n°442 du 28/08/2004, p.11. Intitulé de l'article : “ TIC. Bientôt des indicateurs plus étoffés/intégrés au développement ”. Voir aussi Madagascar Tribune n°4699 du 12/07/2004, p.5, Intitulé de l'article : “ *Rattraper le retard numérique selon le DG des TIC .*” Cf. également la Gazette de la Grande Ile n°342 du 23/04/2004, p.12. Cf. Intitulé de l'article : “ *Développement malgache. Des pôles intégrés de croissance (PIC/TIC) identifiés.* ”

⁵⁸ MATTELART, A. (1996) La mondialisation de la communication, “ *Chapitre VI : La globalisation : les réseaux de l'économie post – nationale* ”, PUF, Que- sais-je ?, Paris, p.80-98 ; RAJAONA, T. (200) “ *Impacts de la mondialisation dans la vie économique* ” in Actes du colloque de l'ICM, op.cit, p. 93-97.

⁵⁹ MATTELART, A. (1996) , op.cit. “ *Chapitre : La fracture : pour une critique du globalisme* ”, p. 99-121. KOCH, F. (2003) “ *L'altermondialisme. Vogue ou vague ?* ” in L'Express du 13/11/2003, Paris, p. 28-30 ; LAZAR, J. (1991) Sociologie de la communication de masse, op.cit., p.197.

III .2 L'universalité au quotidien

L'universalité au quotidien est à l'heure actuelle le lot de plusieurs pays. Les jeunes malgaches, si on parle de musiques préférées, évoqueront le *rap*, la *techno*, le *jazz fusion* au détriment des danses et musiques traditionnelles comme le “ *afindrafindrao* ”, le “ *salegy* ”, le “ *kalonay fahiny* ”... qui ne sont écoutées/ dansées qu'occasionnellement. Leurs idoles sont Dion, Spice Girls, Back Street Boys, *etc.* Dans les productions filmiques, il y aura Arnold et Stalone, Vandamme J.C et Belmondo J.P, *etc.*

Certains portent des boucles d'oreille, d'autres teignent leurs cheveux noirs en marron clair ou foncé. L'invasion de l'audio-visuel (films vidéos dans les quartiers et même dans certaines petites divisions administratives comme les sous – préfectures, chaînes privées dans les chefs – lieux de province sauf à Tuléar) et des radios privées (une centaine dans les centres urbains et les préfectures plus ou moins avancées) contribuent également à la “ popularisation ” de la culture francophone et occidentale ainsi qu'à la démotivation à la lecture. Le port du “ *Jean's* ” est national. On peut multiplier à volonté les exemples.

Cette propagation rapide et multidimensionnelle des cultures étrangères ne fait que corroborer les fonctions universalisante et globalisante de la mondialisation et de l'uniformisation culturelle. Il se produit une sorte de fusion du multiple dans l'un, des particularités dans l'unicité. Le modèle planétaire ou le modèle du “ *star system* ” devient en un certain sens l'aspiration de beaucoup de Malgaches pour ne pas dire collective.

La “ *substanfique moelle* ” de la culture nationale malgache se dégrade d'une façon inquiétante au profit des pacotilles ⁶⁰ culturelles françaises et de la Culture dite Universelle. En fait, l'espoir de devenir un “ citoyen du monde ” n'est-il finalement qu'un leurre?

N'assiste-t-on pas ici à une sorte de biculturalisme coordonné et/ou équilibré ?

POUR CONCLURE

Avons-nous le droit de soutenir le cas de l'antiquité grecque où la culture n'est qu'un signe de décadence et de corruption? N'avons-nous pas constaté que les cyniques avaient prôné la vie et la simplicité naturelles ? Etant dans une **situation** à la fois **diglossique, pluri et interculturelle**, Madagascar a, semble-t-il, besoin d'une **sorte de cure de retraditionalisation**, de retour aux sources pour ne pas culturellement succomber d'une part aux magnétismes irrésistibles des tenants et des propagateurs de l'universalisation des cultures nationales; et d'autre part, aux **tendances d'auto-désaffection** du système culturel.

Se joindre aux autres peuples ou accepter l'uniformisation culturelle n'est pas un acte répréhensible et mauvais en soi. “ Enrichissons-nous de nos différences mutuelles ”, disait Paul Valéry. L'essentiel est d'apprendre à se connaître à travers l'autre afin d'établir judicieusement le dialogue des cultures au sens plein du terme. En effet, l'aménagement

⁶⁰ HEHY du 10/10/1998, Intitulé de l'article : “ *Fanariana karazam-pako i Madagasikara* ”, Antananarivo, p.2. C'est une journal trilingue (malgache, français et anglais) avec prédominance de la langue maternelle. Ce titre signifie : “ *Madagascar est un dépôt de pacotilles, de sous-produits et de futilités en tous genres* ”.

de l'interculturel a pour but de construire entre deux ou plusieurs cultures en présence (biculturalisme franco-malgache, monoculturalisme et uniformisation culturelle) une relation convenablement " régulée" permettant d'accéder à une formation unitaire, harmonieuse transcendant leurs différences sans les évacuer. Cette richesse et cette harmonie sont difficiles à concrétiser car les données culturelles ne sont pas quantifiables, elles sont des systèmes ouverts et illimités et non fermés et limités comme, par exemple, les systèmes linguistiques ou grammaticaux. Il n'existe pas, du moins pour le moment, une grammaire du dialogue des cultures.

Que faire alors? Pourtant la question culturelle est au cœur même de la problématique du développement. Un projet de développement d'une communauté doit, dit-on s'enraciner sur le substrat culturel de celle-ci. Or les spectres de la mondialisation et de l'uniformisation culturelle sont bel et bien là. Mais des réserves, quoique latentes, font leur apparition.

L'évocation des spécificités régionales récemment mise ne place dépasserait le cadre de notre exposé et complexifierait assurément la gestion du biculturalisme franco-malgache et a

fortiori celle de l'interculturel à Madagascar.

Pour temporiser un peu l'inquiétude, à la fois déstabilisante et généralisée, concernant la vogue/vague biculturelle à Madagascar, nous voudrions partager l'expérience franco-américaine ci-dessous à nos compatriotes et aux citoyens des autres espaces géographiques :

" To me, being bilingual in the US and more specifically, being Franco-Américan in our pluralistic society, means that I have two languages, two heritages, two ways of thinking and viewing the world (souligné par nous) At times these two elements may be separate and distinct within me, whereas at other times they are fused together. When I'm with Anglophone (English-speaking) Americans, I can speak English with them and identify with their American values just as easily as I can speak French with Franco-Americans and identify with their values. In certain instances, such as with family and close friends who are Franco-Americans, I feel both Franco and American, yet neither of these ... more like a mixture of the two(souligné par nous). In any case, I feel comfortable in either setting" GROSJEAN, F. (1981 – 166) ⁶¹

N'assiste-t-on pas ici à l'émergence d'une sorte de biculturalisme coordonné ⁶² et/ou équilibré ?

⁶¹ GROSJEAN, F. (1982) *Life with two languages*, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts and London

⁶² Néologisme crée par nous.

Article 13 : MADAGASCAR : études macrosocio-linguistique

STATUS
 Français
 n° 1 Malgaches
 états indix
 Officialité
 /
 12
 0,2 pages
 institutionnalisés
 /
 20
 dont
 0,25
 textes
 officiels/4
 0
 textes
 administratifs
 nationaux/4
 0,25
 justice/4
 2
 administration
 locale/4
 0,25
 religion/4
 4,5
 Education
 /
 30 -
 médium
 3,5
 primaire/10
 2
 secondaire/10
 2
 supérieur/10
 2,6
 2,6
 de
 communication
 de
 masse
 /
 25
 dont
 0,2

presse
 écrite/5
~~2,5~~
 radio/5
~~0,8~~
 télévision/5
~~0,5~~
 cinéma/5
~~0,8~~
 édition/5
~~0,5~~ Possibilités
 économiques
 /10
~~8~~ Représentations
 sociales
 /
 10
~~50,25~~ AL
 STATUS
 /
 107
 CORPUS
~~20~~ Acquisition
 /
 20
~~10,4~~ Apprentissage
 /
 20
 Vernacularisation
 -
 Véhicularisation
 /
 20
~~43,5~~ Compétence
 linguistique
 /
 20
~~8,5~~ Production
 langagière
 /20
~~10,5/30~~
 CORPUS
 TOTAUX
 PONDÉRÉS
~~88,2~~ STATUS

/
100
CORPUS

/
100

COMMENTAIRES

STATUS

S/1 Officialité

Même si la Constitution de 1998 stipule en son article 4 que le malgache est la langue nationale, il se trouve que le malgache standard et le français sont au plan institutionnel les deux langues officielles.

S/2 Usages institutionnalisés

Le recours au malgache standard et au malgache dialectal est plus fréquent à mesure qu'on descend vers les collectivités locales décentralisées.

S /3 Education

L'enseignement se fait en malgache standard durant les six années du primaire et les quatre années du premier cycle de l'enseignement secondaire. En réalité, les instituteurs et les professeurs de collège, les professeurs de lycée et les enseignants à l'université utilisent fréquemment le discours mixte (en français et en malgache standard) depuis l'officialisation du bilinguisme en 1978. Le semilinguisme constitue un obstacle de taille à la redynamisation du système éducatif malgache. Il faudrait mentionner que, outre les manques de matériels didactiques et d'enseignants professionnels, l'échec de la malgachisation découle en fait d'une tension ethnolinguistique latente (crainte d'une *re-mérisinisation*), d'une absence de planification linguistique rigoureuse et d'une volonté de maintien des privilèges socio-culturels et économiques d'un groupe social minoritaire issu de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie urbaines. L'explication se fait en malgache standard (et en malgache dialectal), les prises de notes sont réalisées en français, hormis dans les disciplines ci – après (malgache, histoire, géographie et éducation civique) dans le primaire. Conformément à l'arrêté n°3602/99 MINESEB du 13 avril 1999, l'apprentissage du français commence en deuxième année du primaire, le volume horaire du français par semaine étant de 6h, soit environ 21,81% du volume horaire hebdomadaire total des matières (27h 30mn). Au niveau de l'enseignement secondaire, l'arrêté n°2532/98 MINESEB du 07 avril 1998 nous apprend que le volume horaire hebdomadaire accordé au français est de 6 h, soit 16,66% du volume horaire hebdomadaire total des matières au collège. Hormis le malgache et l'anglais, tout est dispensé en français avec cette pratique pédagogique “ bâtarde ” susmentionnée. L'arrêté ci-dessus fixe le volume horaire du français au lycée à 6h par semaine. Ce qui nous donne :

- 16,21% en seconde (Volume horaire total par semaine pour toutes les matières, Vht : 37h) ;
- 18,75% en premières A et D (Vht : 32h) ;

- 18,18% en première C (Vht :33h) ;
- 16,66% en terminales A (Vht : 36h) ;
- 15,38% en terminale C, D (Vht : 39h).

Au total, nous avons environ 17,04% d'heures de français par rapport au volume horaire total par semaine pour toutes les matières au lycée. Comme il a été dit précédemment, tout est dispensé en français, excepté le malgache, l'anglais et les langues vivantes 2 à savoir l'allemand ou le russe ou l'espagnol.

Dans l'enseignement supérieur, la langue médium prédominante demeure le français.

S /4 Moyens de communication de masse

En dépit du “ boom ” audiovisuel, le malgache standard reste la principale langue de diffusion dans les radios nationales et privées. Quant aux programmes télévisuels, les émissions françaises sont nettement supérieures par rapport aux émissions locales et non francophones. Depuis deux ans c'est-à-dire depuis la ré-ouverture des salles de cinéma, les productions cinématographiques locales connaissent un regain d'intérêt. Malgré l'accroissement des titres français sur le marché du livre, le malgache standard reste la principale langue d'édition.

S/ 5 Possibilités économiques et représentations sociales

La maîtrise du français constitue un moyen d'insertion et de promotion professionnelles. Il est vrai que les représentations sociales du malgache sont minorées en milieu urbain mais elles ne le sont pas en milieu rural, le secteur primaire étant numériquement important, environ 80% de la population.

CORPUS

C/1 Acquisition

95% de la population a pour première langue le malgache, dans l'une ou l'autre de ses variétés.

C/2 Apprentissage

Selon les données statistiques recueillies auprès du Ministère compétent, l'effectif total des apprenants, tous niveaux confondus, est de 2 742 070 (2000-2001), soit 18,28% de la population totale. Dans la population totale du pays, différents facteurs influent sur l'apprentissage :

- le taux élevé des non instruits, 48% (MEFB / DSRP, 2003 : 33), soit 7 200 000 d'illettrés.
- le taux net de scolarisation, 76,5% (idem. P.98) ;
- le taux d'achèvement du primaire qui est seulement de 36%, le Quotidien du 30.10.2003, Antananarivo ;
- le schéma pyramidal du taux de réussite aux examens universitaires : exemple sur 22.108 étudiants en 2001 – 2002, il n'y a que 3449 qui ont pu obtenir la licence ou franchir le cap de la 3^{ème} année. (MENRES, idem). Ramené à l'échelle nationale, le nombre total de la population soumis à l'apprentissage du français serait de 7.800.000 (soit 52%) mais

avec des compétences très hétérogènes.

Il faut ajouter que les écoles confessionnelles et notamment catholiques ainsi que les écoles privées de renom ont contribué et continuent de contribuer de manière significative à l'enseignement/apprentissage du français à Madagascar. En dépit des fluctuations du choix de la/des langue(s) d'enseignement, ces écoles ont gardé le français comme langue d'enseignement et d'interaction au sein de leurs établissements respectifs.

C /3 Vernacularisation – Véhicularisation

Le nombre de locuteurs ayant acquis le français comme L1 est peu élevé. Le cas de l'anglais est à *fortiori* très bas . L'intercompréhension de toutes les variétés dialectales du malgache fait que le problème de la véhicularisation ne se pose pas. Cette section est de ce fait laissée de côté. La véhicularisation du malgache standard ou du malgache dialectal est très forte. La variété véhiculaire nationale (vn), la variété véhiculaire régionale / ethnique (vr) et la variété véhiculaire officielle - le français (vo) se superposent dans les régions côtières.

C /4 Compétences linguistiques

Le HCF (2003) donne 88.000 (0,57% de la population) pour les francophones et 2.452.000 (15,82%) pour les francophones partiels. Le français étant appris à l'école primaire comme langue étrangère (avec un taux de scolarisation complète inférieur à 20%), on ne peut être étonné que les compétences dans cette langue soient globalement limitées.

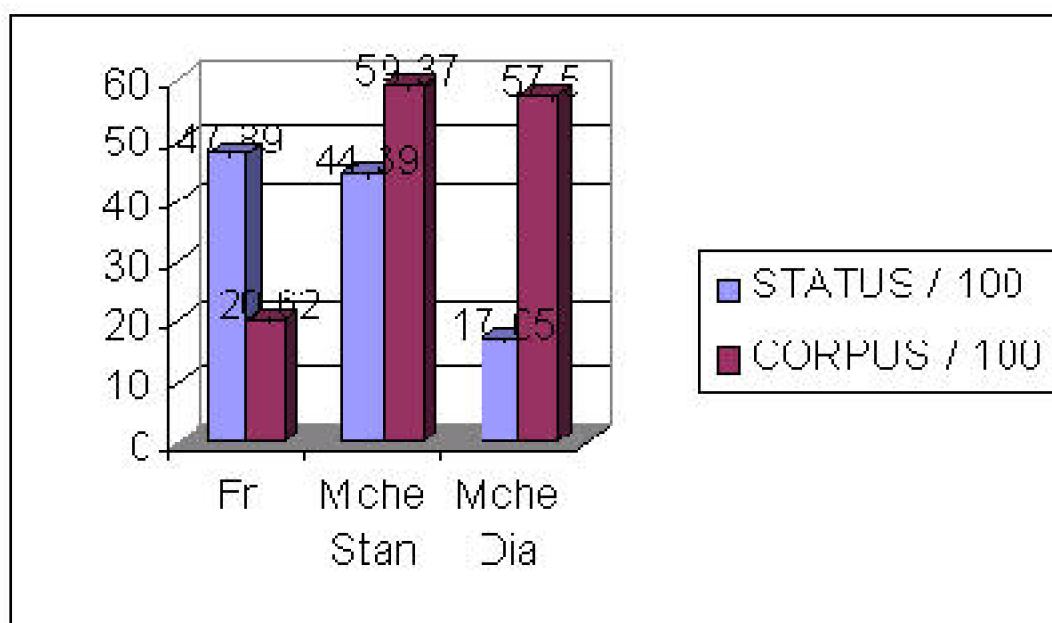
Notre estimation (indice 4) relative aux francophones réels (et/ou virtuels) rejoint en partie celle de Mfi,a,1993.

C/5 /Production langagière

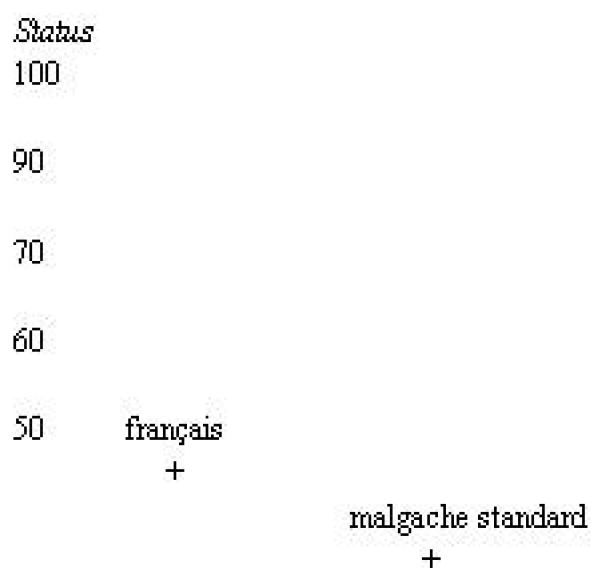
En dépit de l'ouverture culturelle et linguistique à Madagascar, le champ d'utilisation individuelle, tout comme le champ de réflexion, d'acquisition ou de production du français, reste encore limité.

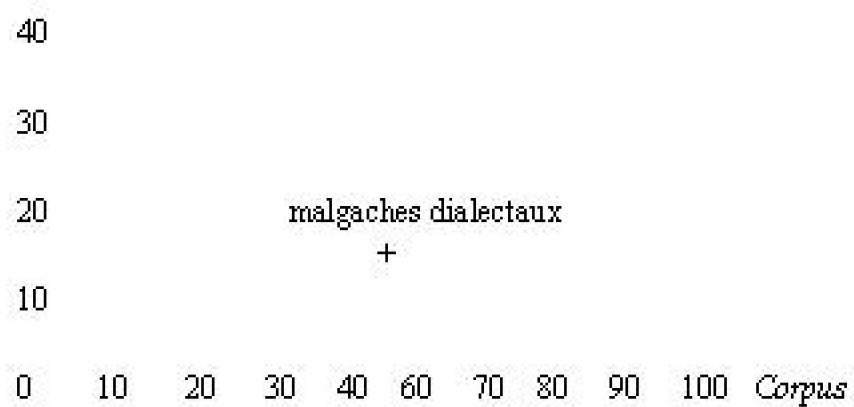
Gil Dany Randriamasitiana

Université d'Antananarivo



Le Cahier de Madagascar Numéro 2 (sous presse)





Article 14 : RAPPORTS COMPLEXES ET INÉGAUX ENTRE LES LANGUES PARTENAIRES ET LA SOCIÉTÉ MALGACHE. ÉCLAIRAGES SOCIO-LINGUISTIQUES À L'AIDE DE LA GRILLE ODFLN

Gil Dany RANDRIAMASITIANA

Université d'Antananarivo

INTRODUCTION

La grille LAFDEF⁶³ de 1991 a fait l'objet de quelques améliorations afin d'en faciliter l'usage sans transformer l'esprit. Le réseau ODFLN⁶⁴ dirigé par CHAUDENSON a adopté

⁶³ Le programme « Langues nationales, français et développement dans l'espace francophone » a proposé une grille d'analyse des situations linguistiques francophones. Son application au cas de Madagascar a été menée au début par Michel RAMBELO dans CHAUDENSON, R. (eds) 1991, *La francophonie : représentations, réalités, perspectives*, Langues et Développement, Diffusion Didier Erudition, Université de Provence, p.121-132.

une version modifiée en 2000 dans l'ouvrage *Mondialisation : la langue française a-t-elle encore un avenir ?* Le projet conçu par le réseau envisage de publier un ouvrage collectif qui analysera sous une forme, synthétique et graphique les données recueillies pour les 56 pays de la Francophonie (contre 21 seulement en 1991). L'objectif est d'établir un état des lieux et une présentation des situations prenant en compte le français et les langues partenaires. Nous sommes chargé dans le cadre de ce projet d'exposer le cas de Madagascar. En effet, les relations entre les langues en présence à Madagascar ont très souvent été de nature conflictuelle et ont laissé fréquemment transparaître une répartition fonctionnelle, pour emprunter un concept de MACKEY, W.F. (1997 : 62), inégale. Soucieuse de sauvegarder l'intérêt commun (DECARY, R. 1951) et de rechercher constamment le consensus et le juste milieu, la société malgache manifeste en partie une allégeance aux principes stoïciens et aux modes d'existence des sociétés iréniques (MENDRAS, M., 1975 : 214). Certes une frange d'intellectuels malgaches hausse le ton sur cette dynamique socio-linguistique et cette problématique ethno-linguistique latente qui marginalise les enfants du peuple aussi bien dans le cursus scolaire/universitaire (voir la thèse de BOURDIEU, P. et de PASSERON, J.C. 1964) que dans l'insertion professionnelle (MFE, INSTAT, Décembre 1997, p.14).

Mais la société malgache, à prépondérance paysanne et enclin aux valeurs ancestrales (RANDRIANARISOA, P., 1967. et 1959 ; RENEL, C., 1913, etc.) semble insensible ou plutôt relègue au second plan les rapports entre langue(s) et société et la diglossie enchâssée (BENIAMINO, M. 1997 : 129 - 130). Cela est patent à partir du moment où les conflits existants, quels que soient leurs natures, n'ébranlent pas les schèmes culturels profonds ou le patrimoine immatériel.

Cette contribution s'inscrit dans une approche à la fois systémique (ROCHER, G., 1968 : 194 - 197) et diachronique (*ibidem*, p. 197 - 200). Elle s'appuie en outre sur une étude macro-socio-linguistique (CALVET, L.J, 1993 : 97 - 102) et variationniste (LAFONTAINE, D., 1986 : 22) en ce sens que nous adoptons un point de vue objectif sur le monde social en insistant sur les déterminismes qui pèsent sur les individus et les échanges symboliques. Ainsi, la première partie de cet exposé sera centré sur l'analyse du statut des langues en présence à travers l'officialité, les usages institutionnalisés, le système éducatif, les moyens de communication de masse, les possibilités économiques et les représentations sociales (BILLIEZ, J et MILLET, A., 2001 : 31 - 49). La seconde partie sera axée sur l'analyse du corpus sous quelques angles majeurs à savoir l'acquisition/apprentissage, la vernacularisation/véhicularisation, la compétence, la production langagière et la consommation langagière. Les résultats finaux figureront dans un tableau synoptique.

I. STATUS

⁶⁴ Observatoire du Français et Langues Nationales.

I.1 Officialité.

La tradition littéraire écrite en caractères arabico - malgaches est un héritage laissé par les premières familles musulmanes venues dans la grande île aux 11-13^e siècles. Cette orthographe, appelée *sorabe* a été conservée, gardée secrète par la tribu *Antaimoro* (littéralement “ ceux du littoral ”, ce sont en grande partie des cultivateurs) de la côte est de Madagascar. Il y a eu une restriction numérique dans le transfert des compétences car

“ une vingtaine de personnes par génération apprenaient à lire et à écrire et transmettaient ces anciens manuscrits, de caractères religieux ou historique, aux futures générations ”⁶⁵

Il faut noter que le roi RADAMA I^{er} (1810-1828) avait engagé les porteurs⁶⁶ de la tradition arabico-malgache pour que ces derniers puissent enseigner aux jeunes des classes supérieures de la capitale à lire et à écrire le *sorabe*. Outre cette institution de la graphie arabico-malgache, le même roi fixa les règles de base de la langue malgache avec l'aide du citoyen gallois, le révérend Jones de la *London Missionary Society* (LMS) et d'un sergent français Robin, déserteur de La Réunion. Ces deux Européens l'ont appris l'écriture en caractères latins de la langue anglaise et de la langue française. En fin de compte RADAMA I^{er}

“ opta... en raison de commodité pour l'écriture du malgache en caractères latins en retenant la phonétique proposée par Jones. Convenant davantage à la langue malgache, en ce qui concerne les voyelles. Radama adopte le principe de la constance absolue de la valeur de chaque lettre en décrétant sans ambages : “ A c'est A ” et élimina les lettres inutiles ou n'existant pas dans la prononciation malgache, telles que c, q, u, y, w mais admettant comme seule fantaisie orthographique la lettre y en fin de mot ? (RANAIVO, 1979, 507-523)⁶⁷

On peut postuler ici la (pré)standardisation du malgache à dominante *merina* (ceux des hauteurs). La proportion des types indonésiens est plus marquée chez les *Merina*. Comme RAMIANDRASOA, F. (1976), PÂQUES, V. (1974 :117)⁶⁸ pense que les *Merina*

“ ...se sont imposés à une population locale noire, les vazimbaz formant ainsi le nouveau peuple Merina qui, vers 1650, se donne une capitale, Tananarive (la ville des mille) à partir de laquelle les Merina vont rayonner pour constituer un royaume malgache qui s'étendra à l'ensemble de l'île jusqu'à l'arrivée des Français ”.

⁶⁵ MUNTHER, L. (1982) *La tradition arabico-malgache vue à travers le manuscrit A-6 d'Oslo et d'autres manuscrits disponibles*, TPFLM, Antananarivo, p.7.

⁶⁶ Ces lettrés du sud est s'appellent *katibo*.

⁶⁷ RANAIVO, F. (1979) « La situation du français à Madagascar » in VALDMAN, A., 1979, *Le français hors de France*, Editions Honoré Champion, Paris.

⁶⁸ PÂQUES, V. (1974) *Les peuples d'Afrique*, Bordas Etudes 56, ethnologie, Paris.

A la diversité des caractères anthropologiques des Malgaches et des groupes ethnolinguistiques (la typologie " officielle " en recense 18) s'oppose l'unité (relative) de la langue malgache qui

" ...appartient... à la branche malayo-polynésienne occidentale et son berceau serait, toujours d'après les recherches de Dahl ⁶⁹, le sud de Bornéo (car les langues les plus proches du malgache seraient les langues du sud-est de la région du fleuve Barito en particulier le maanjan). Cette langue a cependant subi au départ l'influence du malais et du javanais. A l'arrivée, elle entre en contact avec les langues bantoues et plus tard emprunte à l'arabe, à l'anglais et au français ".

RAJAONARIMANANA, N.(1995 : 7-8)

Après la promulgation du décret royal du 26 mars 1823 ⁷⁰, la langue *merina* est devenue la langue officielle de traduction de la bible et de l'évangélisation, celle de l'administration royale. ; de la mission protestante britannique et de l'enseignement ; des dictionnaires bilingues, des répertoires lexicaux de dialectes et des livres de grammaire furent publiés par des Européens (FLACOURT, 1658 - DRURY, R, 1729 - CHALLAN, 1773, etc.) ⁷¹.

L'hégémonie du royaume *merina* et la mission protestante britannique constituent en fait les instruments de diffusion de la langue *merina* aux plans éducatif et évangélique dans les autres régions de Madagascar.

En dépit du contact pluriséculaire avec le français ⁷² et des rivalités franco-britanniques, la langue française ne fut imposée comme langue officielle et langue d'enseignement qu'après l'annexion du 6 Août 1896.

Même si l'administration coloniale française imposa un monolinguisme sociétal et institutionnel ⁷³ elle continua à employer la langue malgache standard comme vernaculaire pour les communications entre la communauté métropolitaine et la communauté autochtone jusqu'à l'octroi de l'indépendance, le 26 juin 1960.

Toutefois cette gallicisation imposée

" ...entraîna... la naissance et le développement d'une presse et d'une littérature en langue malgache qui permirent à celle-ci de se maintenir et de devenir le symbole de l'identité nationale ". (RAJAONARIMANANA, N., 1995, op. cit., p. 8)

⁶⁹ DAHL, O.C. (1951) *Malgache et Manjaan*, Egede-Instituttet Oslo, 408p.

⁷⁰ Ibidem, p.8 : Lettres des JONES du 28/4 1823, de JEFFREYS du 26/5 1823 et de JONES et GRIFFITHS du 24/6 1824 d'après les archives de la London Missionary Society à Londres.

⁷¹ Ibidem, p.7-23.

⁷² 1642 marque le début des missions françaises à visée économique et expansionniste dans le sud-est de l'île, à Fort-Dauphin (JACOB, G., 1996:329; AUBER, J. 1999: 265-303; RALAIMIHOATRA, E. 1969...).

⁷³ Cf. Discours de GALLIÉNI dans la circulaire du 5 octobre 1896 et Arrêté n°327-E/CG du 12.11.1951.

Beaucoup d'historiens sont unanimes pour dire que la première décennie de l'indépendance (1960-1972) engendre une situation néo - coloniale ; en effet, les firmes françaises et les Français maintinrent leurs prérogatives. La république malgache opta pour le bilinguisme⁷⁴ : le français et le malgache standard devinrent alors les deux langues officielles.

Le mouvement étudiant de " mai 72 ", force motrice de la libération nationale (thèse de CALVET, L-J, 1974 : 137) et de la francophobie, renversa le premier président de la république TSIRANANA P., le " roitelet local " (*ibidem*).

Après une période transitoire de défrancisation brusque, le régime d'inspiration nationaliste, pour ne pas dire " chauviniste ", préconise le retour aux sources, la revalorisation de la *lingua franca* et de la culture maternelle, c'est-à-dire la langue et la culture malgaches. Est-il besoin de rappeler que les Malgaches furent divisés en deux camps opposés :

- une orientation pro-française/ francisante et même pro-coloniale qui regroupe les partisans minoritaires de l'ordre (linguistique, économique...) établi et

- une orientation anti - française/ anticoloniale, pro-malgache qui reflète bien l'aphorisme de l'époque ; qui se ressemble socialement, s'assemble linguistiquement. Mais entre ces deux positions, il y a encore plusieurs tendances minoritaires et parfois contradictoires.

Cette malgachisation à outrance et multisectorielle s'inspira de l'idéologie socialiste développée dans la Charte de la Révolution socialiste malgache⁷⁵, le bréviaire des citoyens de l'époque. La mise en œuvre d'un bilinguisme de circonstance est explicite si nous nous appuyons sur le contenu de l'article 10 de la loi 78-040 du 17/08/1978. Cet article nous apprend en substance que le malgache officiel et ses variantes régionales) ainsi que le français sont utilisés comme langues officielles jusqu'à la mise en place d'un malgache commun. Faute de planification linguistique (De ROBILLARD, D., 1997 : 228 - 229) rigoureuse et surtout de moyens financiers, les travaux de malgachisation (RANDRIAMASITIANA, G.D., 2000 : 130-164)⁷⁶ m'ont pas pu être menés à terme. La malgachisation des enseignements dans le second cycle de l'enseignement secondaire dictée par la décision numéro 80-020 MINESEB du 23/04/1980 en est un exemple.

Hormis les revendications d'une frange des provinces côtières (60% de la population) liées à la " *démérisation* " (Bavoux, C. et C. 1993 : 80 ; Dumont, D. , 1995 : 28 ; Babault, S. (2000 : 322...) parce que la langue malgache surtout écrite est associée à l'élite

⁷⁴ Cf. Constitution du 29 avril 1959, article 2, paragraphe 7.

⁷⁵ On l'appelle aussi le *Livre Rouge*. Toutes les pratiques sociales, économiques et politiques visaient à corroborer l'idéologie socialiste. Etatisation, Démocratisation, Décentralisation...furent les maîtres mots des dirigeants. On y incite l'apprentissage du français qui est considéré comme un instrument d'acquisition de la culture, de la technologie occidentale, etc. Il faut ajouter que la constitution de la 2^e république n'est pas claire sur le statut des langues en présence, le français et le malgache standard.

⁷⁶ RANDRIAMASITIANA, G.D (2000) Les rôles respectifs des milieux institutionnel, social et familial dans l'apprentissage du français à Madagascar, thèse de doctorat nouveau régime, FLSH, Université de La Réunion.

, à la population des hauts plateaux longtemps sujet à problèmes de la présence et de la colonisation françaises à Madagascar. Y est sous-jacente la " politique des races " de GALLIÉNI. Mais cette francophilie des régions côtières est par certains côtés (éclatement de l'insurrection de 1947 en provinces, utilisation du malgache standard dans les discours officiels et à l'assemblée nationale...) relative. La diglossie enchâssée (Beniamino, 1997 : 129-130), générée par le malgache standard, le malgache dialectal et le français qui sont en situation de contact (situation de triglossie), ne facilite pas le choix de la politique linguistique des élites de province en général et du pouvoir central en particulier.

Afin d'éviter les dissensions à caractère ethnique⁷⁷ et linguistique, comme nous le suggère DION, L. (1981), il a fallu choisir le français comme langue du consensus.

Le terrain éducatif étant le lieu récurrent et privilégié d'application et d'évaluation d'une politique linguistique, les responsables du ministère malgache de l'enseignement secondaire et de l'éducation de base (Mineseb) officialise de nouveau dans la note service numéro 86/22958/MINESEB/DES1 du 29 / 09/ 1986 la possibilité pour les enseignants du second cycle de l'enseignement secondaire de procéder aux explications et aux résumés des leçons en malgache. La polynomie (BAVOUX, C. 1997 : 75), les alternances et les mélanges de codes devenaient de ce fait monnaie courante dans les pratiques d'enseignement. La relance du français constitue pour les nostalgiques d'un passé unilingue et francisant une sorte de retour salutaire ; mais les détenteurs de la " variété haute " voudraient par ailleurs garder leurs privilèges (performances scolaires, réseaux sociolinguistiques forts...) de père en fils. Au niveau éducatif ce retour se traduit par une augmentation du volume horaire consacré à l'étude du français. Dans ce même ordre d'idées *A toi de parler* (ou ATPD) fit son apparition en 1985. C'est un manuel de français langue étrangère qui a été conçu par une équipe mixte franco-malgache (CREDIF-MINESEB) avec la collaboration de l'ACCT, du CNAPMAD et de l'EDICEF-HATIER et qui est destiné aux écoliers à partir de la troisième année du primaire jusqu'en 2003. L'ennui est que, en dehors de l'explosion de la population scolaire suite à la démocratisation, la majorité des instituteurs ne parlent pas correctement le français (FORESTIER, P., 1992), sont sous-équipés et sous-qualifiés (De ROBILLARD, D. 1997, *op. cit.* p. 230). Il ne faut pas oublier que des contingents des bacheliers ont reçu des formations idéologiques et pédagogiques à la hâte afin d'augmenter l'effectif des enseignants du primaire et du secondaire. Calqué sur le modèle des pays socialistes, ce service national hors des forces armées a eu également des influences négatives sur la baisse du niveau des apprenants en français. Par ailleurs, la 6^e *français*, la 5^e, la 4^e et la 3^e dans la collection IPAM firent également leur apparition. La formation en cascades relative à l'utilisation de tous ces nouveaux manuels n'a pas apporté les résultats escomptés.

⁷⁷ Selon la vision substantiviste, chaque ethnie est une entité discrète dotée d'une culture, d'une langue, d'une psychologie spécifiques et d'un spécialiste pour la décrire. BONTE, P. et IZARD, M. (2002) *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Quadrifuge/PUF, Paris, p. 243. Certains anthropologues natifs ou étrangers contestent la classification coloniale des ethnies à Madagascar suivant les critères ci-dessus. Ils préfèrent plutôt le terme de « pseudo-ethnie » [RAMAMONJISOA, J. (2002) Madagascar : des pseudo-ethnies in *Madagascar Tribune* du 16.02.02, p.6] car il y a une unité linguistique à Madagascar (source d'intercompréhension) ; les identités régionales ne sont pas vraiment des traits distinctifs – la culture de la division antinomique Merina (1 ethnie) et Cotiers (17 ethnies) va s'enracinant.

Face au désappointement général causé en partie par une erreur stratégique découlant d'une trop forte mainmise de l'idéologique sur la réforme linguistique, les responsables du Ministère de l'Instruction Publique (MIP ex MINESEB) décidèrent, après la chute du président de la II^e république RATSIRAKA en 1991, de prendre en compte les recommandations du *Forum* National parmi lesquelles la reprise de l'enseignement en / du français ; la circulaire numéro 92/0015418-MIP/DEP1 du 07/07/ 1992 ne fait que renforcer cette décision. Entre temps, le Programme de Renforcement du Système Educatif Malgache (PRESEM) Phase I a vu le jour avec la convention numéro 120/C/91 du 24/06/1991 entre les gouvernements français et malgache. Il ne s'agit pas seulement d'apporter un appui à l'enseignement du français mais aussi à un appui institutionnel, matériel... Après trois ans, PRESEM II a poursuivi les actions menées lors de la première phase.

La constitution de 1992 stipule dans son article 4 que le malgache est la langue nationale mais celle - ci souffre d'un rapport conflictuel et concurrentiel avec la langue du colonisateur.

Avec l'avènement de la III^e république en mars 1993, il est intéressant de noter que les dispositions juridiques à caractère linguistique apparaissent de nouveau dans les lois scolaires. Ainsi, la nouvelle loi régissant le système d'éducation et de formation à Madagascar et portant le numéro 94-033 du 13/03/1995 stipule

- dans son article 2, section 1, Titre Premier, que l'éducation et la formation à Madagascar doivent respecter et faire fructifier le patrimoine ⁷⁸ culturel, linguistique et spirituel ;
- dans son article 16, section 5 que le statut de langue nationale conféré à la langue malgache par la constitution doit se traduire en actions d'éducation et de formation sur l'ensemble du territoire de la République de Madagascar ;
- dans son article 18 que l'enseignement et l'apprentissage des langues reconnaissent la nécessité de gérer l'apprentissage et l'existence harmonieuse de plusieurs langues. La place de chaque langue étrangère sera déterminée par rapport et à partir de la langue maternelle de façon à instaurer une complémentarité fonctionnelle aussi efficace que possible.

La politique linguistique nationale doit en priorité tendre à la satisfaction des besoins correspondants aux trois fonctions primordiales de l'apprentissage linguistique :

- * fonction d'épanouissement de la personnalité et le développement intellectuel ;
- * fonction d'outil d'accès aux divers ordres de connaissances indispensables à l'insertion dans la vie nationale et le monde moderne ;

⁷⁸ En dépit du caractère impérative de cet article, les faits ne tendent pas vers le développement effectif du patrimoine ou de sa conservation. A titre d'exemples, Madagascar est un pays à tradition/civilisation orale, or très peu de moyens audio(-visuels) sont mobilisés pour conserver les différentes pratiques culturelles ou culturelles. L'Association pour la Défense et l'Illustration de la Langue et de la Culture Malgaches (ou FIMPAMAMA) bénéficient rarement des aides substantielles provenant du mécénat public ou privé, excepté par exemple la somme importante récemment allouée par l'actuel Chef d'Etat, le président RAVALOMANANANA, à la section linguistique de l'Académie Nationale malgache pour confectionner un dictionnaire monolingue, appelé le *Firaketana*, etc.

* fonction d'ouverture impliquant l'acquisition de langues d'envergure internationale et / ou régionale pour le choix desquelles il sera tenu compte de l'aire géo - culturelle et de la situation géographique ainsi que des objectifs socio-économique de Madagascar.

Les concepteurs ont choisi d'occulter le français, l'anglais et les autres langues dans les concepts tels que langues étrangères, langue de communication internationale. Cette dissimulation volontaire est évidente malgré la redynamisation et la revalorisation de l'enseignement / apprentissage du français à Madagascar. En outre, une lecture sociolinguistique de " complémentarité fonctionnelle " engendre plusieurs interprétations : s'agit-il ici de la répartition fonctionnelle dont parle MACKEY ? ou bien s'agit - il ici d'un usage alternatif des langues en présence au plan interactionnel en vue d'une complétude ou d'un complément sémantique ? *etc.*

Le projet de loi portant révision de la constitution en 1998 qui a été adopté par l'Assemblée Nationale maintient en son article 4 la langue malgache comme langue nationale. La forte demande sociale en français et le poids socio-historique de cette langue étrangère, la fonction prestigieuse et la fonction de communication internationale que le français assure dans la vie nationale font de cette langue une langue (quasi) officielle, une première langue additionnelle, pour reprendre une terminologie de l'école de Cape Town (PRAESA), après le malgache officiel. De surcroît, les cadres quadragénaires, quinquagénaires et sexagénaires actuels sont en grande partie formés dans un système d'éducation français ou francophone. Les bilingues biculturels (HAMERS, J. F et BLANC, M, 1983) osent même parler de culture franco-malgache. Il nous paraît difficile de se débarrasser des schémas mentaux savamment entretenus par l'ancienne puissance coloniale. Par ailleurs, les diplomates malgaches utilisent le français dans les réunions onusiennes.

I.2 Usages institutionnalisés

I.2.1 Textes officiels

Après ce parcours historico-socio-linguistique de l'officialité fluctuante des langues en présence à savoir le malgache standard et le français, voyons son /ses effet(s) sur les textes officiels.

Les concepteurs et les rédacteurs des textes officiels (loi, décret, arrêté, décision...) font partie des cadres susmentionnés. Ainsi, le texte matriciel (de base) est d'abord rédigé en français puis traduit en malgache standard ; le premier occupe la première moitié à gauche de la page du journal officiel (J.O) de la république, le second, l'autre moitié, à droite. Journal hebdomadaire et bilingue, le J.O est vieux de 120ans. Il est sous tutelle de la primature et est distribué gratuitement aux différents départements ministériels à l'échelon national de la fonction publique. Il est vendu à un prix raisonnable, de 40 centimes à 80 centimes *euros* seulement ; le nombre de tirage est limité, les problèmes routiers (beaucoup de routes demeurent uniquement praticables en saison chaude) viennent s'y ajouter. Par conséquent toute la couche bilingue de la population malgache ne peut pas se le procurer ou même le lire. L'imprimerie nationale est sa

maison d'édition. Les éditions sont reliées par année, conservées et consultables aux archives nationales à Antananarivo.

I.2.2. Les textes administratifs nationaux

Il serait fastidieux et rébarbatif si nous répétons encore ici les organisations administratives des trois républiques à Madagascar. Disons brièvement que les malgaches ont connu tour à tour cinq sortes de régimes : monarchique, colonial, présidentiel, présidentiel à tendance bicéphale ou socialisante et (semi) parlementaire tout dernièrement.

La République de Madagascar est organisée, suivant l'article 2 de la constitution, de 1998 en 6 provinces autonomes à la tête desquelles se trouvent des gouverneurs. Les provinces autonomes s'engagent à mettre en œuvre les mesures spécifiques ci-dessus :

- la répartition des services publics entre les collectivités territoriales ;
- l'organisation des services publics et le système d'administration propres à
- la gestion de la sécurité urbaine et rurale ;
- l'organisation des marchés ;
- l'attribution des bourses d'études à l'intérieur de chaque province (article 135.1).

Même si les structures d'administration des provinces autonomes ont subi des modifications majeures (remplacement du Gouverneur par le Président de la Délégation Spéciale, annulation de la fonction de commissaire général, etc.) après la crise de 2002, elle semblent actuellement reprendre son mode de fonctionnement d'auparavant c'est-à-dire de 1992. Toutefois la réduction optimale du nombre des ministères (de 30 on est passé à 19) réalisée en janvier 2004 a abouti à une fusion de deux ou plusieurs ministères d'où la ré-organisation de l'ensemble des services et agents chargés de la gestion des affaires publiques. Néanmoins les administrations publiques (et privées) s'inspirent dans l'ensemble du modèle bureaucratique français et comprennent pour l'essentiel l'Etat et les collectivités locales. Elles produisent des services non marchands (tenir l'état civil, une éducation nationale, on distingue en effet deux modes de fonctionnement linguistique : à mesure qu'on s'achemine vers les hiérarchies / instances administratives des *fivondronana* (division administrative équivalente de la sous-préfecture), on remarque l'usage du français dans les textes administratifs tels que les notes, les circulaires... Et à mesure qu'on descend vers les hiérarchies / instances administratives des collectivités locales décentralisées, on note un usage plus marqué du malgache standard dans les textes administratifs quitte à faire un recours à la traduction interlinguale des responsables locaux, la visée principale étant la compréhension des ruraux souvent monolingues (et analphabètes).

Malgré ces modes de fonctionnement bi-directionnel et bilingue, le français demeure la principale langue de travail, la langue empruntée pour la conception et surtout la rédaction des textes techniques comme les projets d'adduction d'eau à soumettre à l'approbation des bailleurs de fond, d'installation téléphonique... Il faut mentionner malgré tout que certains services publics tels que les services postaux, les services des contributions directes et des douanes, le service du passeport national... ont depuis

quelques décennies choisi la voie bilingue (*paositra rapida, numerônaka, etc.*) le choix du malgache standard/dialectal et du français. Avant le remaniement gouvernemental susmentionné, la plupart des enseignes des ministères étaient trilingues (malgache standard - français - anglais), les uns bilingues (malgache standard et français), les autres monolingues (malgache standard) (voir aussi *l'Express de Madagascar* du 27.2.2004). Quelques correspondances administratives commencent à être rédigées en malgache standard. Est-ce à dire que l'administration à l'intention de re-valoriser la langue malgache mais en même temps de s'ouvrir aux partenaires anglophones ? Ayant une centaine de pages, le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (ou DSRP, mai 2003, Antananarivo, p.81 et 104) ne fait mention que d'une façon très laconique et très superficielle les problèmes des langues (élaboration et diffusion en version trilingue - L1, L2, L3 - des bulletins d'information commerciale, d'un guide de l'exportateur, des recueils de textes relatifs au commerce et à l'intégration régionale puis intensification de la maîtrise des langues malgaches et françaises) dans le processus de développement (rapide et durable). L'usage de dernier " des " est par ailleurs sujet à polémique.

I.2.3. La justice

La machine administrative coloniale et néo - coloniale a laissé aussi ses empreintes dans le domaine juridique. L'organisation judiciaire malgache ressemble pour l'essentiel à celle de la France. La première place revient de ce fait à la langue française en dépit des efforts de malgachisation de la langue juridique. Cet inachèvement est la principale explication du recours à la traduction interlinguale (L2↔L1). Il n'est pas rare d'entendre des alternances et des mélanges de codes lors des audiences. Puisque le malgache standard et le français sont les deux langues autorisées dans les tribunaux, les requêtes des plaignants peuvent être rédigées dans la langue de leur choix. Les présidents, les procureurs, les avocats, *etc.* chargés de l'affaire choisissent la langue utilisée par les premiers durant les / l'audience(s) (souci de compréhension et motivation cognitive pour reprendre les mots de BALTAR, 1994 : 27 cité par VIÊT DUNG, L., 2000: 340). Est-il besoin de rappeler ici par exemple que les audiences débouchent parfois sur des décisions/conclusions hâtives et erronées à cause des problèmes phonétiques : le juge pose la question relative au nombre de bœufs volés par l'inculpé et ce dernier réplique [jî] - le juge postule alors que l'inculpé en a volé [sis]; puis ces juristes rédigent le procès - verbal et l'ordonnance, l'arrêt et la grosse... en français.

Lors des séances de tribunal local et coutumier appelé " *tribonanim-bahoaka* ou *fitsaram - bahoaka* ", l'usage des langues étrangères est défendu et la langue des ancêtres (*tenin-drazana*) est la langue de communication intracommunautaire.

I.2.4. L'administration locale

En situation formelle, la langue de communication dans les collectivités locales décentralisées reste le malgache standard ou officiel pour les textes écrits et les régiolectes (variétés locales) pour les interactions verbales.

Il arrive parfois que les agents de santé et d'agriculture, les agents de l'élevage et de la circonscription scolaire utilisent le français (longtemps considéré comme langue du

commandement ou “ *teny baiko* ”) pour symboliser l'autorité qu'ils représentent. Ces agents se placent en position d'administrateur et les populations locales en administrés.

Certes, il s'agit d'une communication verticale unilingue mais très souvent ces agents font une traduction approximative des notions qui ont été transmises, les objectifs terminaux sont loin d'atteindre un meilleur réinvestissement des acquis, une adhésion et un engagement des populations au processus de développement.

Se superpose au système administratif national, une organisation juridico-administrative dans les collectivités décentralisées appelé “ *Dina* ⁷⁹ ”. Il s'agit de pactes ou de conventions entre les populations locales qui régissent certaines activités socio-économiques ainsi que le maintien de l'ordre et de la sécurité de la population. Chaque région utilise son parler régional. Ces *dina* sont rédigés, d'entente avec le ministère de tutelle (celui de l'intérieur) en malgache standard en guise des balises et de sanctions “ pénales ” aux transgressions potentielles des règles établies par les populations locales, l'absence aux travaux locaux d'intérêt général, le vol de bœufs ... les fonctionnaires (constitués de cadres ou de techniciens, pas forcément de juristes) représentants du pouvoir central, interviennent dans les débats et les délibérations puis rédigent “ objectivement ” les rapports en malgache standard s'ils n'ont pas été corrompus.

I.2.5. La religion

Dès le XI^{ème} siècle, l'Islam exerça des influences sur la culture malgache ; on peut citer notamment à ce propos les pratiques astrologiques et l'écriture arabico-malgache. Toutefois ces influences n'affectaient pas profondément le domaine religieux traditionnel qui constitue le lien de l'organisation sociale. La cosmologie malgache repose sur une croyance en une divinité suprême ⁸⁰ et sur la vénération des Ancêtres ⁸¹, intermédiaires - arbitres de tous les dons indispensables à la conservation de la vie.

Des lazaristes français (GONDRÉE et NAQUART) s'installèrent, de courte durée (seulement 6 mois pour le premier et un an pour le second car ils moururent) à Fort-Dauphin.

Avec l'aide d'un interprète, NACQUART imprima en 1657 le catéchisme d'obédience islamo-malgache ayant pour but de trouver les équivalents malgaches aux concepts chrétiens. Ce fut le premier ouvrage en langue malgache. Un autre moment fort dans l'histoire de la religion à Madagascar fut l'arrivée des missionnaires de la *London Missionary Society* (cf I.1). Fondée en 1795, cette société interconfessionnelle était composée surtout de congrégationalistes où prédominaient les Gallois (HÜBSCH, B. éds 1993 : 493) ⁸². Avec l'aide de leurs meilleurs élèves, les missionnaires achevèrent la

⁷⁹ Loi 2001-004 du 25 octobre 2001 portant réglementation générale des Dina en matière de sécurité publique.

⁸⁰ En guise d'illustration, citons un proverbe malgache: “*Avo fijery Andriamanitra ka mahita ny takona*”. Dieu est omniprésent et voit ce qui est caché.

⁸¹ Dans le même ordre d'idées: “*Ny papelika no maro vava, mitana ny hafatry ny ntaolo*”, Si la caille babille tant, c'est qu'elle rapporte les paroles ou recommandations des ancêtres.

traduction et l'édition de la Bible le 21 juin 1835. RADAMA I^{er} (1810 - 1828) s'entendait bien avec les Européens car ils voulaient moderniser son pays. Ainsi, il n'est étonnant de voir l'implantation du protestantisme en *Imerina* (province d'*Antananarivo*) et dans le *Betsileo* (province de Fianarantsoa). Toutefois de 1829 à 1857, Ranavalona I^{ère} (1828 - 1861) interdit et réprima sévèrement toutes les activités évangéliques, éducatives... des missionnaires et des chrétiens (RALAIMIHOATRA, E, 1969 : 168 - 169)⁸³. Le 1^{er} mars 1835, elle disait :

“ ... je ne prierai pas les ancêtres des Européens, mais Dieu et mes ancêtres. C'est grâce à cette coutume, que les douze rois ont régné et que j'ai régné moi-même. Vos propres ancêtres ont respecté cette coutume. Quiconque pratique la nouvelle religion, je le mettrai à mort, ô peuple, parce que je suis l'héritière des douze rois ” (Tantaran' ny Andriana eto Madagasikara, tome II, CALLET)⁸⁴.

Avec la reine RASOAHERINA (1863-1869), le christianisme protestant acquiert une importance officielle. Par conséquent, les sympathisants affluèrent. Une géographie ethnoreligieuse en découla :

“ les luthériens, originaires du Norvège, reçoivent le sud de l'île, la LMS le Nord tandis que les anglicans commencent à l'Est et bientôt les Quakers (Frenjy, de Friends) travailleront à l'Ouest... ” (HÜBSCH, B., eds, 1993, op. cit.p. 497)

Après la greffe protestante, il y a eu aussi la greffe catholique ; les missionnaires catholiques s'installent à Antananarivo avec les sœurs de Saint- Joseph de Cluny. Comme les

pasteurs protestants, les jésuites ouvrirent des écoles, entreprirent la collecte des traditions orales, réalisèrent des travaux cartographiques, etc. Les régions de l'Imerina et du Betsileo avaient accueilli avec ferveur le christianisme protestant et catholique. Les Jésuites tentaient vainement de s'implanter dans le Sud avec les luthériens, dans la côte Est et les petites îles. Ce déséquilibre initial de la géographie ethnoreligieuse continue de marquer encore la grande île jusqu'à ce jour surtout au plan du développement régional et socioculturel

Avec le développement de l'anticléricalisme en France, c'est AUGAGNEUR, successeur de GALLIÉNI (1896-1905) qui poursuit l'œuvre coloniale et antireligieuse⁸⁵ à Madagascar. L'intervention des religieux a été déterminante dans l'histoire politique de la nation : contribution des syndicats chrétiens aux événements de 1947, engagement des Eglises dans l'avènement de l'autonomie en 1959, de l'indépendance en 1960, de la chute de la seconde république en 1991, de l'accès de l'actuel président à la magistrature

⁸² HÜBSCH, B., eds, 1993, *Madagascar et le christianisme*, ACCT, Edition-Diffusion Karthala, Edition Ambozontany.

⁸³ RALAIMIHOATRA, E. (1969) *Histoire de Madagascar*, Hachette Madagascar, Tananarive.

⁸⁴ Ibidem.

⁸⁵ Interdiction de la tenue d'école dans les édifices religieux, décision arbitraire pour autoriser ou refuser les constructions d'édifices religieux...La Convention de Zanzibar en 1890 a toutefois véhiculé des avertissements discrets au gouvernement français, ; la liberté religieuse y est garantie.

suprême après les événements de 2002.

La principale langue d'interaction, de prédication est généralement le malgache standard après l'arrivée des missionnaires. Durant les cours bibliques et les offices, chaque localité est libre d'utiliser soit la langue commune soit le parler régional. L'emploi du français durant les cultes ou les écoles du dimanche (*sekoly alahady*) reste l'apanage de certains grands centres urbains sinon les chefs-lieux de province même. Par ailleurs, il est intéressant de souligner que beaucoup sinon la plupart des prêtres, nous l'avons vu précédemment, provenant en majorité de l'espace anglophone et surtout francophone, ont appris le malgache standard en deux étapes (d'abord le malgache fonctionnel puis une pratique immersive dans un milieu où ils sont obligés de communiquer avec le parler régional de la région d'accueil) et s'y exprime (malgré la persistance de quelques déviations phonétiques et intonatives qui n'influent pas sur la compréhension du contenu sémantique) avec enthousiasme et passion.

I.3. Education.

L'éducation formelle est, nous l'avons vu auparavant (cf I.1.), le seul domaine où les lois linguistiques apparaissent fréquemment. Les orientations linguistiques sont largement tributaires des orientations politiques.

L'évolution en dents de scie de la politique linguistique a eu des retombées didactiques : marcottage méthodologique, pratique bicodique... en classe de langue(s) ou de matières scolaires scientifiques, hétérogénéité des compétences linguistiques, communicatives et culturelles en L1 (malgache) et en L2 (français) générant une situation de *semilinguisme* (Hamers, J-F, 1997 in Moreau, M-L, eds, 1997 : 98) pour les apprenants qui ont d'une manière générale fréquenté les écoles primaires publiques, les écoles laïques mineures... .

Cette sinuosité de la politique linguistique a engendré trois orientations discontinues : la belle époque de l'unilinguisme (période antérieure à 1972), l'époque déroutante du bilinguisme de circonstance avec une malgachisation mal planifiée et sous - équipée (1972-1991), l'époque du désenchantement avec la relance du français (fin 1991-jusqu'à maintenant, en 2004). Nous abondons dans le sens de BAYLON, C. (1991 :183) lorsqu'il disait que :

“ ... les macrodécisions, prises au nom de certaines idéologies ou de certaines orientations politiques, peuvent être excessivement volontaristes et parfois même en contradiction avec l'état des usages et l'intérêt collectif des citoyens - usagers ; on peut penser ici à la “ malgachisation ” linguistique dogmatique qu'a connue à une certaine époque la république malgache ”.

Nous partageons également le point de vue de BAVOUX, C., (1993-1994) ⁸⁶ sur le retour au français :

“ ... La relance du français est conçue comme un remède aux défaillances du

⁸⁶ BAVOUX, C. (1993-1994), Description du français et de la francophonie à Madagascar, Doctorat en Etudes créoles et francophones, Université de Provence et Université de La Réunion.

système scolaire et à la crise culturelle que traverse la société et en cela, elle exprime le désir sans doute utopique d'accéder au développement en réintégrant l'espace francophone... ”.

Les tests officiels relatifs aux programmes scolaires (Arrêtés n° 5238/57-MINESEB du 10/06/1997, n° 2532/98-MINESEB du 07/04/1998, etc.) en vigueur recommandent aux enseignants de n'utiliser le malgache standard ou le malgache dialectal qu'en cours de malgache.

Les réalités éducatives sont différentes. Les visites de classe que nous effectuons en collaboration avec l'Institut National de Formation Pédagogique et le Département des Sciences et Techniques de l'Education (STE) de l'Ecole Supérieure Spécialisée du Vakinakaratra Anstirabe ainsi que celles que nous avons menées dans le cadre de nos recherches personnelles constituent des preuves tangibles du choix bilingue dans les activités pédagogiques.

Les langues de transmission des connaissances (ou *médium* d'enseignement) sont en fait le malgache standard (et parfois le malgache dialectal en provinces) et le français. Les remarques faites par DUMONT, D. (1995 :34) demeurent encore valables dans la plupart des cas :

“ En fait, la dualité s'effectue essentiellement entre ce qui est écrit (d'abord au tableau, puis lentement et consciencieusement recopié par les élèves dans leurs cahiers) qui est exclusivement en français, et ce qui est oral, qui est presque exclusivement en malgache. Bien entendu, si un élève a une question à poser, il le fera alors généralement en malgache...

Le résultat de plus évident de cette pédagogie, c'est le rythme extrêmement ralenti de la leçon, puisque l'enseignant doit à tout moment traduire oralement en malgache ce qu'il a écrit en français... ”

Aux niveaux primaire et secondaire, nous assistons en permanence à ce va-et-vient incessant de L1 vers L2 et *vice versa*. Par ailleurs les termes techniques sont obligatoirement traduits en malgache.

La majorité des enseignants chercheurs recourent à la traduction, excepté ceux des départements d'études françaises ; toutefois les cours magistraux, les travaux pratiques et dirigés se font en français ; Même dans les départements d'études malgaches, la linguistique malgache, la littérature et civilisation malgaches utilisent le français et les documents en français relatifs aux écoles linguistiques, littéraires et sociologiques/anthropologiques. Dans les textes officiels la langue *médium* est le français, dans la pratique les choix des enseignants s'orientent plutôt vers l'usage alternatif du français et du malgache standard.

I.4. Moyens de communication de masse

I.4.1. la presse écrite

Notre aperçu sur les premiers journaux à Madagascar s'inspire des travaux de

RAZOHARINORO, R. (1970)⁸⁷ du fait que son analyse nous paraît la plus pertinente :

“ Lorsque Teny Soa Halan’andro parut en janvier 1866, il y avait seulement cinq ans que Ranavalona 1^{ère} était morte, quatre ans que les imprimeries existantes à Tananarive fonctionnaient à nouveau après un silence d’environ vingt cinq ans. Pendant vingt cinq ans, les Malgaches n’avaient que la bible à lire et ils la lisaient en cachette. Nombreux d’ailleurs en furent les exemplaires qui avaient été saisis par les émissaires de la Reine, pendant la persécution

Dans ces circonstances, il n’est pas étonnant si le Teny Soa était une revue de London Missionary Society, imprimé à Imarivolanitra par John Parret. Il paraissait d’abord tous les deux mois, ensuite fut mensuelle à partir de 1869. Teny Soa fut essentiellement une revue d’éducation et d’information religieuse. Son but était d’approfondir la connaissance de la bible chez ses lecteurs ”.

Mais de plus il était aussi un périodique de culture générale : on y trouvait de l’illittérature, de l’histoire de Madagascar ; les articles scientifiques n’étaient pas rares, le *Teny Soa* était une revue traitant de toutes les branches de la connaissance.

Avant la promulgation du décret du 16 février 1901, Madagascar jouit de la liberté totale de la presse. Ce décret instaura d’une part la censure et d’autre part le régime de l’autorisation préalable pour les journaux en langue malgache. Toute personne voulant éditer un journal ou un périodique devait en demander l’autorisation au gouverneur général lequel, sur avis du conseil d’administration, notifie son autorisation par arrêté ; les questions politiques ne peuvent pas être abordées.

Par contre la presse française continue de jouir de la liberté accordée par la loi française du 29 juillet 1881. La presse d’opinion naquit avec Jean RALAIMONGO :

“ Alors qu’il était en France à la fin de la première guerre mondiale, il fonda le Libéré en 1923 avec la collaboration de P. Gide, professeur au collège de France et Gouttenoire de Toury. Le libéré n’eut pas plus de quelques numéros. Beaucoup plus importante fut la parution de l’Opinion de Diégofondé par Ralaimongo, J. alors rentré à Madagascar, le docteur Randrianaivalona, R. et Paul Dussac, un colon socialiste de Nosy Be. Le premier numéro de l’Opinion parut en 1927 ”.

(RANDRIAMBOAVONJY, 1970, *op.cit*)

La publication de *Ny rariny* = La Justice en 1936 par Jules RANAIVO lui valut un procès

parce qu’il y publia des articles politiques en malgache avec la traduction en français. Après son acquittement, on pouvait faire de la politique en malgache dans la presse écrite. C’est ainsi que *Mongo*, journal d’opinion, osa protester contre une nouvelle incarcération de Ralaimongo, J. En fait, les journaux malgaches d’opinion avaient une lutte commune pour l’égalité des droits malgaches et français et la dénonciation des divers abus de l’administration coloniale (indigénat, prestations ...). N’ayant pas pu obtenir satisfaction dans ce domaine, beaucoup de Malgaches

⁸⁷ RAZOHARINORO, R. (1970) « Aperçu sur les premiers journaux à Madagascar jusqu’en 1938 » in Bulletin de Madagascar (1970), numéros 293-294, Tananarive.

“ s’obstinaient à demander la naturalisation en masse des Malgaches et l’application stricte de la loi (d’annexion- ajouté par nous) du 6 août 1896 ... ” (idem)

Et RAZOHARINORO, P. (1970, *idem*) d’ajouter

“ De 1896 à 1936, nous avons compté une quarantaine de journaux édités par des Français... Le décret du 30 août 1938 abolit l’autorisation préalable et la censure. Depuis la presse est libre sauf pendant les années 1640 - 1946⁸⁸ ”.

Jusqu’en février 1959, la presse à Madagascar, outre certaines dispositions particulières prises en raison des nécessités locales a toujours été régie par la loi du 29 juillet 1881, réglementant la liberté de la presse en France.

En 1959, l’autonomie interne entraînée par l’application de la loi-cadre permit au gouvernement malgache de faire adopter sa propre loi sur la presse : la loi 59 - 29 du 27 février 1959. Comportant initialement 71 articles, cette loi fut modifiée par ordonnance du gouvernement en date du 29 mai 1960 ; on abrogea certain de ses articles, tout en y apportant d’autres dispositions nouvelles. Toutefois, il n’est pas permis aux journalistes d’outrepasser les limites de la déontologie (exemples : articles 23, 25, 26, 27).

L’ordonnance n° 74 - 014 du 21 mars 1974 portant charte de la presse à Madagascar reste dans son contenu d’ensemble dans la lignée de ses aînés ; il suffit de lire par exemple le titre III chapitre 1, le chapitre IV, article 38, *etc.* A ce moment on dénombrait une cinquantaine de journaux (bilingues).

Pendant près de dix sept ans (1975 - mi-1991), la presse malgache a été victime de la censure. Le pouvoir révolutionnaire défendait la presse d’aborder des sujets d’ordre politique ou de faire des critiques du système politique de nature à déstabiliser le régime (socialiste) en place. Jean CAZENEUVE (1953)⁸⁹ a bien raison lorsqu’il disait que

“ les mass-media peuvent renforcer une opinion déjà existante... ”.

Des journaux locaux et étrangers (exemple Afrique Asie) furent frappés d’interdiction de parution temporaire ou définitive car ils ont, dit-t on dépassé les bornes. La vague de malgachisation de l’enseignement, du “ “ décor langagier ” (BOYER, M. 1987) a également touché la presse d’où le développement de la presse unilingue (en malgache mais dont la diffusion est très limitée pour des raisons financières) et bilingue (en malgache et en français).

Depuis cette période (mi-1991) jusqu’à la mise en place du gouvernement de transition qui instaura la levée de la censure, la presse malgache traversa un vide juridique. Il fallait attendre décembre 1994 pour qu’une nouvelle charte soit élaborée, laquelle a pour souci d’intégrer les innovations ou les codes universels de la presse tout en gardant à l’esprit les spécificités des réalités locales. On dénombre actuellement une quinzaine de presse écrite bilingue (voir *Loupe* ODFLN élaborée par nous-même et sous presse à l’Université de Provence).

⁸⁸ Période au cours de laquelle les nationalistes incitèrent la population à la révolte. Le résultat fut le soulèvement de 1947, victoire des autochtones au prix de nombreuses pertes en vie humaine.

⁸⁹ CAZENEUVE (1963) *Sociologie de la radio-télévision*, Que sais-je ? PUF, Paris.

Au cours de son histoire la presse malgache s'est toujours efforcée d'accomplir sa double mission. La première est une mission d'information sur toutes les branches de la connaissance. La seconde est une mission d'appropriation (au sens linguistique du mot) dans la mesure où on y découvre des jeux linguistiques, les différents types de discours, *etc.* Par contre dans la presse spécialisée relevant des domaines économique, juridique, *etc.* l'usage du français est dans une certaine mesure dicté par le fait que la France demeure le principal partenaire économique de Madagascar (voir *Loupe*) en dépit de la libéralisation économique.

1.4.2. Audio-visuel

Avant de passer aux rubriques radio et télévision, il est nécessaire d'examiner d'abord les lois qui les régissent. Ce n'est qu'à partir de 1974 (cf. Ordonnance n° 74.014 du 21 mars 1974, *op. cit.*) que leurs rôles respectifs ont été bien précis. Tout comme la presse écrite, l'audio-visuel a été monopolisé par l'Etat de 1975 à la fin du premier semestre de 1991. Puis l'audio-visuel a recouvert la liberté (dé-censure) avec l'ordonnance 22.039 du 14 septembre 1992, laquelle n'apporte pas de modifications spectaculaires ou majeures par rapport à ses contextes précédents. L'ossature de la dernière née (fin 1994) y est aussi apparentée malgré l'introduction d'idées nouvelles (4.1). Le nouveau code de la communication est en gestation.

1.4.2.1. La radio

Les six FM (ou radios à modulation de fréquence) régionales du secteur public ont leurs sièges dans les six chefs lieux de province et elles ont pour mission principale de diffuser des nouvelles locales et régionales ; ces FM régionales ne peuvent être captées que dans un rayon d'une trentaine de kilomètres à partir de l'émetteur. Ce rayon de réceptions ressemble aussi à celui des FM privées régionales.

Comme les chaînes publiques régionales, la chaîne publique I, vieille de 73 ans, touche l'ensemble des auditeurs quelles que soient leurs couches sociales d'origine et leurs pratiques langagières. Toutefois les auditeurs bilingues ont tendance à n'écouter que les émissions qui les concernent directement (émissions politiques, culinaires, théâtres radiophoniques, *etc.* ...), les bulletins d'informations étant en général appréciés par tous les Malgaches. Une fois ces émissions de la chaîne I terminées, nous pourrions dire que la catégorie bilingue se subdivise en deux sous-catégories : la première catégorie, constituée de jeunes et de moins jeunes mono/bi-lingues cherche à capter les radios privées régionales car on y diffuse beaucoup de chansons françaises et anglo-saxonnes puis malgaches en vogue. En outre, les présentateurs de ces émissions accordent une interaction effective entre présentateurs et auditeurs comme la lecture à l'antenne des courriers, les conversations téléphoniques ou l'on relève d'une manière fréquente des alternances et les mélanges des codes en L1 (malgache) et en L2 (français) ... La deuxième catégorie d'auditeurs, plus âgée et appartenant aux niveaux II et surtout III et IV dont parle Couvert, C. opte pour Radio France Internationale (RFI) à l'aide laquelle ce deuxième type d'auditeurs pense qu'il peut acquérir une masse d'informations et procéder à une ré-activation (quoique passive) de leurs stocks

linguistiques et culturels en L2, le français.

En ce qui concerne les radios privées qui sont passées de 116 en 1999 à 216 en 2003⁹⁰ et qui sont partiellement tri(quadri)lingues, leurs auditeurs anglophones (L3) et germanophones (L4) peuvent entendre seulement leurs langues de prédilection respectivement durant les *flashes* d'information et les brèves séquences de publicité ou d'animation.

Beaucoup de jeunes (citadins) découvrent que l'anglais, première langue de communication internationale, est indispensable à de nombreux points de vues.

Malgré cette vague d'engouement pour la langue de Shakespeare (et celle de Goethe), leurs auditeurs-locuteurs demeurent encore numériquement peu élevés.

Quand à la *Voice of America* (VOA), radio multilingue, mais dont la langue principale est l'anglais, elle a émis de la capitale à partir de 1995. On peut capter aussi BBC depuis quelques années. La chaîne publique II de langue française nous paraît en somme une sœur jumelle d'Alliance FM 92 (elle devait fêter son dixième anniversaire en 2003) dans la mesure où presque la moitié (sinon un peu plus) de ces émissions sont des retransmissions de celles de la radio mère, RFI ; elle est surtout écoutée par un public jeune. Néanmoins, la qualité de réception des émissions est mauvaise à mesure qu'on s'éloigne des centres émetteurs et que tous les foyers ne possèdent pas de postes récepteurs ou certains en ont mais ne fonctionnent pas régulièrement faute de piles. Si nous n'évoquons que les radios publiques et privées de la capitale, de véritables émulations apparaissent parce que chaque radio s'efforce d'améliorer le contenu de son programme ; l'objectif étant d'augmenter le taux d'écoute.

S'agissant des rapports de force (inter)linguistique constaté entre ces radios, il apparaît que le malgache reste la principale langue de diffusion puis le français en seconde position.

I.4.2.2. Télévision

Par rapport à ceux qui possèdent un poste radio (38,2% de population, INSTAT, DDSS, 1997, Antananarivo), les foyers qui ont des postes téléviseurs sont encore largement moins nombreux (6,3%, de la population, INSTAT, DDSS, 1997, *op.cit*) à cause de son prix qui est encore trop coûteux pour la grande majorité des Malgaches. La chaîne publique appelée TVM ou *Televiziona Malagasy*, n'a que 37 ans d'existence. Elle est l'unique chaîne qui est captée aux quatre coins de l'île de 9 h à 23 h, soit 98 heures d'émission par semaine. Lorsqu'on observe les grilles de programme hebdomadaire, on apprend que les émissions en langue malgache (spots publicitaires, animations culturelles, documentaires...) occupent seulement une quinzaine d'heures. Le volume horaire restant est destiné aux émissions étrangères (films chinois, anglais ... suivis de traductions françaises - *flashes* d'information de la BBC, de CNN...) et notamment françaises. Après les événements de 2002, le journal parlé de 20 h provenant soit de

⁹⁰ 62 sont à Antananarivo. Source : Bureau de l'information et de la Communication, Ministère de la Poste, des Télécommunications et de la Communication, Antananarivo (1993). Prise de conscience de l'importance des ondes après les événements de 1991.

France 2, soit de la TF1 a été suspendu. Quant aux chaînes privées, elles sont au nombre de 19 dont 11 se trouvent à Antananarivo⁹¹. On estime qu'un millier de familles possèdent des antennes paraboliques leur permettant de capter plusieurs chaînes européennes, françaises et nord américaines. Il s'ensuit que le volume des productions télévisuelles françaises est nettement plus important que celui des productions locales.

I.4.3. Cinéma

Le taux de fréquentation des salles de projections filmiques a nettement diminué ces dernières années à cause du développement rapide du marché de vidéos cassettes, des VCD et des DVD et avec lui des petites salles de projections privées payantes. Le prix d'entrée dans ces petits salles est beaucoup moins cher par rapport aux prix d'entrée dans les salles de cinéma ; dans ces petites salles, on a souvent des films d'action et de guerre, de karaté (et parfois pornographiques)⁹².

Dans ces deux types de salles de projection, il n'y a que des productions exclusivement en version française ou sous-titrées en français, le circuit commercial local ne choisissant que les productions susmentionnées. Les cinéphiles qui ont les moyens financiers et qui désirent voir d'autres genres de films fréquentent les centres culturels étrangers essentiellement français et les grandes alliances françaises.

Ce désintérêt croissant pour le cinéma a poussé les financiers à investir leurs capitaux dans d'autres domaines, ce qui a entraîné la fermeture de certaines salles de cinéma dans plusieurs régions de l'île. Faute d'infrastructure cinématographique, il y a jusqu'à présent une trentaine de films de conception et de réalisation malgaches avec l'appui technique et matériel des bailleurs de fonds étrangers d'origine française, suisse, allemande et algérienne. Depuis deux ans, le cinéma malgache connaît une renaissance prometteuse.

I.4.4. Edition

Les maisons d'édition sont pour l'essentiel sous mainmise non de l'Etat mais d'associations privées ou parfois de simples particuliers. Elles naquirent avec la presse écrite (cf. I.4.1). Le contrat d'édition ne pourrait pas pousser les citoyens à se faire éditer car on exige de ses derniers une participation substantielle à l'édition de leurs ouvrages.

En effet, ce sont les ouvrages éducatifs, scolaires et techniques qui attirent le lectorat malgache mais la production locale est aussi marquée durant la première république par l'invasion des éditions françaises de tous genres et actuellement par l'importance d'ouvrages concernant la vie spirituelle et familiale et surtout religieuse ; parmi les grands éditeurs, on peut citer l'imprimerie catholique de la capitale et l'imprimerie Ambozontany, l'imprimerie de l'église luthérienne malgache et la société malgache d'édition, leurs livres surtout scolaires se vendent bien à la veille de la rentrée scolaire. Par ailleurs, les ventes et les prêts payants de livres d'occasion de divers genres édités en malgache et surtout

⁹¹ Bureau de l'Information et d'Orientation, 1993, op.cit.

⁹² Pratique illégale et défendue par l'article 61 de l'ordonnance n°92-039 du 14 septembre 1992.

en français se développent dans quelques centres urbains et notamment dans la capitale de telle sorte que la clientèle lectrice augmente de façon significative. Ce mode de contact avec les livres touche en grande partie les lecteurs bilingues des niveaux III et IV (si l'on se réfère à la taxonomie de COUVERT, C, citée auparavant).

Etant donné l'inexistence d'un organe de contrôle des éditions, certaines maisons d'édition mineures et quelque particuliers publient parfois des livres ne répondant pas aux normes de production et de diffusion ; on y remarque un niveau de compétence linguistique assez bas et une impression de mauvaise qualité.

En réalité, l'édition à Madagascar est caractérisée par un aspect contradictoire : une édition à la fois dans et hors des normes prescrites - un choix bilingue malgré l'accroissement des titres français, le malgache standard demeure la principale langue d'édition.

I.5. Possibilités économiques et représentations sociales

Il est vrai qu'une bonne compétence communicative, au sens où HYMES l'entend, est indispensable dans les pratiques culturelles (discours de remerciements s'adressant à ceux qui sont venus à l'enterrement, interaction verbale durant la demande en mariage ...) et culturelles.

Certes le talent oratoire est à la fois un indicateur de malgachophilie et une preuve tangible d'attachement aux valeurs ancestrales exprimées en langue maternelle. Les rhéteurs natifs sont intensément sollicités lors des pratiques culturelles ci-dessus. Mais cette rhétorique ne mène pas forcément à la promotion sociale et surtout économique en dépit de la malgachisation entreprise depuis 1975.

Après une économie socialiste, Madagascar a opté pour une économie libérale sous l'impulsion des bailleurs de fonds traditionnels (FMI et Banque mondiale). Le choix du français

constitue une des entrées possibles et fiables dans le circuit monétaire et commercial international ou régional. En dépit de l'AGOA, des accords bilatéraux établis avec les pays lusophones, germanophones, anglophones, *etc* ... la France demeure le principal partenaire économique de Madagascar (voir *Loupe* , *op.cit.*). Et même dans les entreprises locales, la connaissance des langues étrangères telles que le français et l'anglais fait partie des critères décisifs lors de l'examen du *curriculum vitae* ou de l'entretien d'embauche.

Tenter d'apprécier les représentations sociales que la population peut avoir de chaque langue (L1, L2, L3, ...), c'est étudier

“ un système de valeurs, de notions et de pratiques relatives à des objets, des aspects ou des dimensions du milieu social, qui permet non seulement la stabilisation du cadre de vie des individus et des groupes, mais qui constitue également un instrument d'orientation de la perception des situations et d'élaboration des réponses ”.

MOSCOVICI, S. 1961 cité par FISCHER, G.N (1987 : 117) ⁹³

Etant un des pionniers dans l'étude des représentations sociales, MOSCOVICI les

défini comme des éléments de la conscience sociale extérieure aux individus et s'imposent à eux.

Français exigé/imposé, français rejeté, français relancé, telles sont les visions fluctuante et diachronique du français à Madagascar. Mais les représentations sociales résultent aussi

“ des positions asymétriques occupées par des groupes et individus dans un champ social ”.

DOISE, W (1990) cité par BILLEZ, J. et MILLET, A. (2001 : 35) ⁹⁴

Ainsi le français sera diversement interprété, intériorisé et vécu selon qu'on est issu de tel ou tel groupe ou qu'on est tel ou tel individu. Les perceptions auront de ce fait un caractère à la fois objectif et subjectif.

Même s'il y a eu des représentations rétrospectives négatives liées à l'occupation séculaire et coloniale de la France (de sa langue et de sa culture) à Madagascar, même s'il y a eu des représentations rétrospectives idéologiquement teintées de francophobie pendant la période post-72, le français continue de véhiculer des images positives de par son statut international, de par son contenu littéraire et culturel. Le français est en outre, nous venons de le voir, un moyen

d'insertion et de promotion professionnelles.

Après un discours de “ haine ” et de divisions interethniques latentes sur le malgache standard à prépondérance *merina*, après une tentative de majorisation de la langue et de la culture malgaches dans plusieurs secteurs de la vie nationale, les représentations actuelles du malgache sont minorées par les jeunes férus des “ pacotilles ” de l'uniformisation culturelle et par une partie importante de l'élite provinciale et de la couche sociale aisée. La fierté et l'identité nationales sont certes ébranlées en milieu urbain mais elles ne le sont pas en milieu rural, le secteur primaire étant numériquement important.

II. CORPUS

II.1. Acquisition - Apprentissage

En s'appuyant sur de récentes données démolinguistiques,

- la communauté malgache d'origine afro-asiatique représente 99% de la population totale (environ 15 millions) comprenant elle-même “ officiellement ” 18 ethnies et parlant le

⁹³ FISCHER, G-N (1987) *Les concepts fondamentaux de la psychologie sociale*, Dunod, Paris.

⁹⁴ DOISE, W. “Les représentations sociales” dans GHIGLIONE, R. et al. (1990) *Traité de psychologie cognitive*, p. 11 tome 3, Dunod, p.110-174 et 114 cité par BILLIEZ, J. et MILLET, A. *Représentations des langues et de leur apprentissage. Références, modèles, données et méthodes*, Collection CREDIF, Essais, Didier, Paris, p.35.

malgache standard et/ou malgache dialectal ;

- la communauté comorienne (0,37%) qui s'est fondue quasi intégralement dans la société d'accueil/malgache ;

- la communauté indienne (0,3%) d'origine pakistanaise, immigrée à la fin du siècle dernier s'occupe du commerce à l'échelle nationale ;

- la communauté chinoise (0,2%), d'origine cantonnaise qui est surtout installée dans les centres urbains et sur la côte est où elle fait des activités commerciales ;

- la communauté européenne (0,2%), à grande majorité française (et francophone), formée par des coopérants techniques et de plus en plus d'hommes d'affaires et d'investisseurs.

Sur les 99% de la population totale, il y a environ 1% qui ont le français comme langue première, et une minorité très infime qui a l'anglais comme langue première.

Pour ce qui est de l'apprentissage du français (L2) langue quasiment officielle et langue étrangère, le ministère français de la francophonie a estimé le pourcentage de la population malgache qui y est soumis entre 20 et 25%. Cette estimation n'est pas loin de la réalité si nous combinons l'effectif des élèves des niveaux primaire, secondaire avec celui de l'enseignement supérieur présentiel et à distance, le tout étant envisagé par rapport à l'ensemble de la population malgache.

Ainsi nous avons les chiffres⁹⁵ suivants pour l'année scolaire 2000 - 2001 :

Tableau 1

⁹⁵ Sources: Services de la statistique de l'éducation au Ministère de l'Education Nationale et de la recherche Scientifique (MENRS). Il faut noter que l'effectif du niveau primaire a considérablement augmenté à la suite des aides substantielles apportées par l'Etat aux parents d'élèves à partir de l'année scolaire 2002-2003. Par exemple, l'effectif du primaire est passé de 2.307.314. en (2000-2001) à 2.856.480.

2.689.725
Enseignement
primaire
et
secondaire
:
32.248
Enseignement
supérieur
et
présentiel
:
6.245
Enseignement
supérieur
à
distance
:
13.852
Enseignement
professionnel
:
~~1042070~~
2042070

Même si l'enseignement (apprentissage) du français comme langue étrangère est un enseignement bilingue, le volume horaire hebdomadaire du français est de 2h 30 mn pour le cours élémentaire du primaire et 6 h à partir du cours préparatoire jusqu'en classes de terminales, toutes séries confondues.

Sur 99% formant la population totale du pays, il faut tenir compte de l'impact de différents facteurs sur l'apprentissage tels que

- le taux élevé des non-instruits (48%) : MEFB (2003) DSRP, Antananarivo. p.33 ;
- le taux net de scolarisation (46,5%) : *idem*, p.98 Ce phénomène est plus accentué au milieu rural ;
- le taux d'achèvement du primaire qui est seulement de 36% (*Le Quotidien*, 30.10.2003, Antananarivo), *etc.*
- le schéma pyramidal du taux de réussite aux examens universitaires : exemple, sur 22.108 étudiants en 2001 - 2002, il n'y a que 3449 qui ont pu obtenir la licence ou franchir le cap de la 3^{ème} année (MENRES, *idem*).

II.2. Vernacularisation – Véhicularisation

Le contact prolongé du malgache dialectal ou standard avec le français a généré une variété qui se distingue de la langue officielle par ses usages domestiques et par ses

formes.

Le français de Madagascar existe bel et ben avec ses particularismes lexicaux, “ *passage* ” signifie à Brickaville passager, voyager en parlant de transport par voie routière dans les taxis-brousses ; “ *deba* ” est un apocope de chef de bande dans la capitale, *etc* ...

Quant aux locuteurs ayant acquis, le français, L2 ,comme L1, leur nombre est peu élevé. Il s'agit principalement des enfants issus de familles aisées ou de couples mixtes. Le cas de l'anglais est *a fortiori* très bas. Par contre si on tient compte du fait de “ *codeswitcher* ” ou de “ *codemixer* ” en français et en malgache standard ou dialectal, cette langue vernaculaire touchera(it) la majorité de la population bilingue à Madagascar.

Selon CALVET, L.J (1997 : 289), une langue est véhiculaire quand elle est utilisée pour la communication entre locuteurs ou groupes de locuteurs n'ayant pas la même première langue. Ceci ressemble en partie à la communication exolingue dont parle PORQUIER, R. L'économie nationale étant en général sous la mainmise des Indiens et des Chinois naturalisés, il arrive très souvent que ces Malgaches aux plans civique et administratif parlent avec les natifs en utilisant le français comme langue *médium* à la banque, à l'aéroport, au port, à l'église (en cas d'évènements malheureux), *etc*.

Toutefois, la véhicularisation du malgache standard ou du malgache dialectal est très forte. Vont se superposer en effet dans les régions côtières la variété véhiculaire nationale (vn), la variété véhiculaire régionale/ethnique (vh), la variété véhiculaire officielle (le français), (vo).

II.3. Compétence

L'apprentissage institutionnel/formel est le lieu par excellence d'évaluation des connaissances linguistiques, culturelles, *etc*. Or, le système éducatif a subi des changements brutaux, abstraction faite des indicateurs de dégradation qualitative (Lettre de l'ADEA, volume 15, Numéros 2 - 3, Avril - Septembre 2003, Paris, p.6) de l'institution éducative. En conséquence, les résultats de l'apprentissage (voir II.1), tant au niveau régional qu'au niveau national ne sont guère encourageants.

Tableau 2

L3
 (français)
 dialectal)
 100%uteurs
 niveau
 20=
 =
 100%uteurs
 niveau
 20
 =
 100%uteurs
 niveau
 30
 =
Total :
 3
 catégories

II.4. Production langagière

Le champ d'utilisation individuelle, tout comme le champ de réflexion ou d'acquisition du français, reste encore limité en dépit de l'ouverture culturelle et linguistique à Madagascar. Les objectifs de maîtrise et de démocratisation de la langue française sont sans aucun doute des objectifs à long terme, irréalistes même disent certains pessimistes. Or l'avenir du français, de la francophonie, la pratique du français en dépend. L'appareillage de la francopolyphonie (au sens de voix plurielles : centre culturel français - alliances françaises - Madagascar Ecole de la Réussite, MADERA, Appui au Bilinguisme à Madagascar ou ABM), *etc.*) déploie des efforts louables (dotations en livres, en matériels informatiques ...) mais ses structures d'appui et de vulgarisation du français ne parviennent pas à satisfaire toutes les demandes sociales et multisectorielles en français. L'apprentissage du français est dans la plupart des cas un apprentissage en vase clos. Parler français, aux yeux des conservateurs, est une forme de rejet des traditions ancestrales (*fomban-drazana*) et de la langue des ancêtres (cf I.2.3). Le fait de se démarquer, quelle que soit la nature et la forme de la démarcation, des autres n'est pas bien perçu dans la société ; de nombreux aphorismes le prouvent. Le champ d'usage du français est tout compte fait très limité: l'école, l'accueil des touristes, la presse écrite et/ou audio-visuelle, le travail domestique chez des coopérants, l'ambassade et les consulats, les contacts limités avec des internautes français, le mariage mixte, les services aux restaurants ou dans les hôtels, le jumelage d'établissements, l'accueil dans les services publics. Les réseaux sociolinguistiques des Malgaches avec les Français de souche sont dans ces conditions faibles.

Contrairement à cela, le malgache standard et/ou dialectal demeure la langue principale de communication au foyer, dans la vie socio-culturelle ... elle est non

seulement la langue majoritaire mais aussi et surtout elle est une valeur centrale pour reprendre un concept de SMOLICZ. Si l'on croise la fonction nationaliste avec les attributs sociolinguistiques définis par Fasold (1984), on remarque que le malgache officiel/standard possède tous les attributs exigés à savoir : symbole d'identité nationale utilisée dans la communication quotidienne - largement et couramment parlée dans le pays - pas d'alternative majeure dans le pays pour la même fonction - acceptable comme symbole d'authenticité - lié avec un passé glorieux (car le système colonial français n'a pas pu la déclasser).

Tableau 3 : TABLEAU RECAPITULATIF DES RESULTATS

dont
 0,2
 presse
 écrite/5
 2,5
 radio/5
 0,8
 télévision/5
 0,5
 cinéma/5
 0,2
 édition/5
 0,5
 possibilités
 économiques
 /10
 Représentations
 sociales
 /
 10
 52,7
 STATUS
 /
 107
 CORPUS
 30
 Acquisition
 –
 Langue
 première/
 20
 Apprentissage
 –
 Langue
 scolaire/
 20
 Vernacularisation
 -
 Véhicularisation
 /
 20
 6,5
 Compétence
 linguistique
 /
 20
 Production
 langagière

/20

~~40,5/80~~

CORPUS

TOTAUX

PONDERES

~~80,1/100~~

/

100

~~100~~ CORPUS

/

100

CONCLUSION

Au terme de cette modeste contribution, il a été constaté que la politique linguistique à Madagascar (RAHARINJANAHARY, S. 1990 ; RANDRIAMAROLAZA, L.P, RAJAONARIVO, S. et RABENORO, I. 1997, BABAULT, S., 2000 ; RANDRIAMASITIANA, G. D, 2000) a été implicite et subjuguée par les réformes/ettes qui ont, semble-t-il, corroboré les **iniquités** face aux langues. Instruments de communication et de promotion socio-professionnelles, composantes identitaires centrales des civilisations, les langues (le malgache officiel/commun, les malgaches dialectaux, le français, l'anglais sans parler de l'hindi, du chinois et de l'arabe) ont été jusqu'alors, du moins durant les deux dernières républiques, confisquées d'une certaine manière par la bourgeoisie et la petite bourgeoisie urbaines. Par ailleurs, une partie de l'élite " provinciale ", partisane de la " cause côtière ", craint une pérennisation de l'hégémonie " *merina* " depuis le dix huitième siècle et préfère plutôt les " langues de consensus " telles que la langue de Shakespeare, la langue de Goethe, *etc.* et notamment la langue de Molière. L'**orientation trilingue** annoncée officiellement par l'actuel ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique le 9 avril 2004 dans le cadre d'une **conférence de presse va-t-elle résoudre les disparités méthodologiques et les difficultés (socio)linguistiques actuelles ?**

En dépit du caractère énigmatique et un peu pessimiste de cette question, terminons par une note plus positive et un vœu : nous sommes certain que cet exposé aura permis aux responsables de divers secteurs de la vie nationale de prendre désormais des décisions explicites et fédératrices concernant les langues partenaires à Madagascar.

Article 15 : SADC TERMINOLOGY WORKSHOP REPORT

BURGERS PARK HOTEL, PRETORIA, SOUTH AFRICA

28TH – 30TH April, 2005

This was a joint workshop organized by PRAESA(Project for the Study of Alternative, under the auspices of ACALAN (African Academy of Languages) in Mali, and in conjunction with the Institute of Kiswahili Research (IKR) in Dar es Salaam, and the Pan South African Language Board (PANSALB).

Countries and organizations represented.

Tanzania : Dr S. S. Sewangi; Prof. H. J. M. Mwansoko.

Malawi : Prof. A. L. Mtenje.

Zambia : Dr. Dickson Nkosha; Dr. Mildred Nkosha Wakumelo

Namibia : Mrs. Angelika Tjoutuku; Mr. P. Haingura.

Swaziland : Ms. Thoko Mabuza.

Mauritius : Dr. R. S. Kistanamy.

Madagascar : Dr. Gil Dany Randriamastiana; Mr. H. Rahaingon.

Zimbabwe : Dr. T. S. Dlodlo.

Botswana : Dr. P. Selome; Ms. N. Mosaka.

PanSALB : Dr. M. Alberts (S.A)

Department of Arts and Culture.(S.A.) Dr. N. Mgijima; Ms M.

Mokwelo;Mr S. Mnisi; Miss S. Mniki; Ms M. Gaffane

Ms. F. Magqashela; Ms.B. Stofile; Ms N. Saliwa

Ms D. Mcoseleli; Ms L. Vani; Mr M.N. Dukisa

Ms N. Vena; Mr P. Sibula; Mr M. Jadezweni

Prof. N.Alexander; Mr K. Welman;Mr Z.Wababa;Ms T.Beckett.

Dr S. Matsinhe; Ms N. Tyolwana; Ms A. Manzi-ngwane; Zuki Pengu

Mr S. Ngwepe.

Introduction

The workshop aimed at achieving the following:

To find out about the latest development in the field of terminology/translation in countries within the SADC region

To see if a common database can be forged among the SADC countries, including, if possible, other African regions

As well as to explore language development within the continent as a whole, e.g to see if some co-operation can be forged between the countries from the central, eastern and northern African part of the continent.

The workshop was opened by Dr. M. Alberts(Pan South African Language Board) who highlighted some important points, inter alia:

that there is no knowledge without terminology

the importance of the process of standardizing terminology

the utilization of already developed terminology

the demystification of the myth that African languages cannot be utilized in the higher echelons of learning

the need for co-operation and the establishment of a common terminology data-base in the SADC region

a workshop of this magnitude was long overdue

The Director of PRAESA Prof. N. Alexander highlighted some important points:

ACALAN is officially entrusted by the AU Commission with the task of

developing African languages in the educational, political, economic domains etc.

promoting and enhancing the use of African languages in high status functions

coordinating efforts by various researchers

developing the corpus of African languages

intellectualising African languages

Professor Alexander mentioned that one of ACALAN's main programmes, i.e., Implementing the Language Plan of Action for Africa (ILPAA) is made up of the following five core projects that are going to encourage scholars on the entire the African continent to work together in the field of Applied Language Studies.

1. The Year of African Languages (2006), which will be coordinated by the ACALAN head office in Bamako, Mali.

The African Union will declare the year 2006 as the year to celebrate African languages in various ways, that is, countries are encouraged to raise awareness about the status, development and

acquisition of the indigenous languages of Africa. This will be done at all levels: local, national, regional and continental.

The Year of African languages is intended, among other things,

- to profile works by prominent African writers e.g. Ngugi wa Thiong'o; Chinua Achebe etc.;

- to encourage people to express themselves creatively in writing in African Languages;

- to organise continental events to profile African languages

- to use music, art, etc., to promote the importance and significance of African languages

- to promote the networking of the regions of the continent

2. The Joint Masters and Doctoral Programme in Applied Linguistics, which will be coordinated from the University of Yaoundé in Cameroon.

The essential objective of this programme is to ensure the training of the requisite language professionals for the realization over time of the core projects of ACALAN. Among many others, the programme will accredit translators, terminologists, terminographers, lexicographers and teachers. Incrementally, universities in all the regions of the continent will offer and accredit the same pan-African Masters and Doctoral degrees in Applied Linguistics and Applied Language Studies.

3. The Stories Across Africa project, which will be coordinated from Praesa at the University of Cape Town, South Africa. The project will initiate and promote

the translation of stories by prominent modern African writers into the five working languages of the AU and into selected core (or "cross-border" African languages

the translation of selected stories from across Africa into the languages mentioned above.

Individual countries will, of course, be able to translate these works into any or all of the languages used in those countries.

4. The Translation and interpreting project, which will be coordinated from the ACALAN documentation center in Bamako, Mali.

This programme intends to systematize and coordinate the training of translators and interpreters from and into the major cross-border languages of the continent with a view to promoting them as working languages of the AU and its related institutions.

The Terminology development project, which will be coordinated from the IKR in Dar es Salaam, Tanzania.

The rationale and modalities of this project are discussed in detail in the workshop presentation by Professor Hermas Mwansoko, which is reproduced here⁹⁶.

I The Rationale of the terminology project: by Prof H.Mwansoko

In February 2004, the Steering Committee of the Project for the Implementation of the Language Plan of Action for Africa (ILPAA) an operational agency of the African Academy of Languages (ACALAN), met in Yaounde Cameroon, to discuss, among other things, the strategies that ought to be taken to first, revise, and then effectively implement the Language Plan of Action for Africa (LPAA), adopted in 1986. The revision and implementation of LPAA is being taken not only as part of the African renaissance, but also as the superstructural counterpart of NEPAD. Appropriate language planning is a vital prerequisite for any meaningful economic development programme, like that of NEPAD. At the Yaounde meeting five core projects were adopted as forming part of concrete strategies for implementing the LPAA. One of those projects concerns terminology development in African languages.⁹⁷

I.1 RATIONALE OF THE TERMINOLOGY PROJECT

In order to effect professional or specialist communication in African languages, it is necessary that terminological modernization be undertaken in those languages. Concepts denoting complex socio-political, economic, cultural, and sci-technological and recreational issues, most of which are derived from developed European languages, particularly English and French, must be designated by efficient terminological equivalents in respective African languages. Terminological modernization activities in Europe as well as in many developing countries have tremendously increased since the period after the Second World War. After gaining political independence in 1960s, many African states strove to modernize their indigenous (national) languages for specialist communication, particularly in the education sector and in conducting political and government business.

Of particular interest here is the Tanzanian case, where the egalitarian post- Arusha

⁹⁶ Details of all of these ILPAA projects can be read up in the forthcoming volume *The Intellectualisation of African Languages* (published by Praesa 2005)

⁹⁷

Declaration (1967) language policy led to conscious and rigorous development of Kiswahili, including its terminological modernization, for use as a medium of instruction beyond lower primary education. Specific language planning agencies (LPAs) were established by government and charged with the technical development of Kiswahili. These include the Department of Kiswahili and the Institute of Kiswahili Research, both of the University of Dar es Salaam, the Tanzania Institute of Education, and the National Kiswahili Council (BAKITA = Baraza la Kiswahili la Taifa). The latter LPA is the Kiswahili policy formulation agency whereas the former three LPAs are its operational arms, i.e. policy implementation organs.

The leading Kiswahili modernization agency, nation-wide and world-wide, is the Institute of Kiswahili Research (IKR). The IKR has a wealth of expertise in terminology management and has already produced a number of specialized subject dictionaries and is a depository of a huge terminology data bank. It also possesses requisite ICT facilities for terminology management, such as tools for extracting terms from specialised corpora.

From the above discussions, it is obvious that there are already many technical terms in African languages throughout the continent. Nevertheless, the quantity, quality and efficiency of such terms as well as their exact magnitude have not been empirically established.

I.2 THE PLANNED PROJECT

This project aims at taking stock of what has already been done in the terminology development endeavours in African languages on the continent. The project focuses on collecting all existing terminology data banks on African languages, critically analyse the terms thus collected with the aim of establishing a common approach or base to terminology management in African languages.

As the African languages are numerous, the project will initially concern itself with the major crossborder languages. The continent will be divided into five (5) sub-regions, namely Eastern Africa, Western Africa, Southern Africa, Northern Africa and Central Africa, with sub-regional centres at, respectively, the Institute of Kiswahili Research, University of Dar es Salaam (Tanzania), ACALAN Headquarters, Bamako (Mali), University of Cape Town (South Africa), University of Tunis (Tunisia) and University of Yaounde¹ (Cameroon). Each sub-region, headed by a Sub-Regional Co-ordinator, will identify the major crossborder language(s) in the sub-region to be involved in the project. Technical terms from the selected languages in the sub-regions will be collected on line and stored in a term database at the IKR that will be accessible to users requiring to utilise the terms for various purposes.

Since the domains of terminology development are numerous, the project will give priority to terms in the natural sciences, viz. Biology, Chemistry, Physics and Mathematics for primary and secondary school levels. This is due to the pivotal role that would be played by science in the technological and economic advancement of the current globalizing world. In addition, the project will also handle terms on traditional health care services, and on leisure and recreation, especially traditional sports and music.

The project will also conduct terminology development and management courses to African countries found to have weak or no terminology modernization programmes in respective indigenous (national) languages. This will enhance capacity building in African terminography.

Furthermore, the project will elaborate general guidelines of terminology modernization that would be uniformly applied by African languages, most of which are Bantu languages.

I.2.1 SIGNIFICANCE OF THE PROJECT

The project will make available information on the magnitude and efficacy of the sci-technological terminologies in African languages, a factor that may be used by language engineers to argue for expanded use or otherwise of such languages in professional communication.

In addition, the organisation of courses in terminology coinage and management in selected African languages will lead to improvement, qualitatively and quantitatively, of terminology work in those languages, in particular, and in African languages in general.

The use of uniform guidelines of terminology modernization will ease interchangeability of the terms and inter-translatability among African languages. Additionally, it will contribute to the development of Kiswahili terminology through drawing from African sources.

I.2.1 PROJECT STRUCTURE

The overall co-ordination of the project will be done by the IKR, UDSM. The IKR will at the same time co-ordinate the project in Eastern African sub-region. Four other sub-regional co-ordinators will direct the project in their respective sub-regions. The sub-regional co-ordinators will be responsible for co-ordination of selection of the languages to be involved in the project, collection and evaluation of the terms from the selected languages, management of the terms, including their transference to the continental terminology data base at the IKR, and organisation of relevant terminology courses in their sub-regions.

A preparatory workshop of key players in the project will be organized in early 2005 to prepare the overall project work plan.

This will be followed by workshops in the four sub-regions during which regional work plans would be prepared.

Thereafter, practical implementation of the project will take off. (Late 2005/early 2006).

Towards mid 2006, a project evaluation exercise will be made through organizing an international conference of practising terminologists, particularly those specializing in African languages, and the results will be presented to the Year of African Languages events later in 2006.

I.3 Countries presentations: major problems facing language development in SADC region

- Lack of political will by governments to address the language issue
 - Lack of training by language practitioners in terminology development
 - translation and terminology approach is ad-hoc tailored to solve immediate problems
- Lack of coordination and dissemination of terms nationally and regionally
- Lack of funding
- No clear language policy in most countries
- Orthographical problems
- Lack of books in African languages
- The absence of a culture of reading
- Publishers' reluctance to publish books in African languages
- The difficulty of adapting European texts to African languages
- Lack of cooperation among the countries.

I.3.1 The way forward: (based on countries' presentations)

Need for an explicit language policy in countries where there is none. Where such a policy does exist, it should take into account terminology development and appropriate implementation programmes.

There should be allocation of funds for terminology development .

Specialised units dealing with terminology development should be established in countries and institutions where they do not exist.

Countries should ensure continuity, sustainability and implementation of the decisions taken at this workshop.

Countries should strengthen national and regional cooperation

Participants should over the next 4 months realize practically, the suggestions and proposals of this workshop.

I.3.2 Resolutions and recommendations (immediate)

-Coordination of the programme should be done at the Institute of Kiswahili Research under the auspices of ACALAN

-The establishment of proper networking

- The establishment of national and regional databases
- The establishment of regular communication e.g., via a newsletter to be published by PRAESA at the University of Cape Town
- The establishment of a steering committee to monitor the process

II Recommendations

The development of technical terms should preferably be from the grassroots so that it involves the local people and uses internal local language resources.

For cross-border languages i.e., languages that are commonly used in several countries, networking in

terminology development should be established and encouraged

In the course of developing terms for various subjects, specialists in the respective fields should be involved

Whenever possible, a systematic approach to terminology development should be established. Terms should be worked out from a system of inter-related concepts rather than alphabetically.

In countries with several official and/or national languages, terminology development should focus on all adopted official and/or national languages.

Efforts should be made to use computers in terminology development and management

The common terminology database on African Languages should include information on the training capacities that each country may offer and the area specializations of its staff e.g

A centre for legal terminology in African Languages

A centre for political science terminology in African Languages, etc.

(8) There is a need to establish centres for development of terms in

specific fields, and where such centres are already in existence, they should be strengthened and sustained. Such centres should organize customized training in their fields of specializations to other terminology development endeavours in the region.

(9) Encyclopedias of children's scientific materials should be translated into various African Languages.

III Resolutions

Coordination of terminology development in African Languages at continental level be done by Institute for Kiswahili Research under the auspices of ACALAN. That is where the common database will be domiciled

Coordination of terminology development in Southern African sub-region will be based in Pretoria; Institute for Kiswahili Research and Acalan to negotiate with PanSALB and Department of Arts and Culture on issues of coordination.

But proper networking between the sub-regional database and the continental database as well as the national databases in the sub-region should be initiated and sustained.

To maintain regular contacts among terminologists in African Languages, we resolve to establish an All Africa Electronic Newsletter on terminology related issues. The Newsletter will be coordinated and edited by PRAESA.

Establishment of a SADC terminology steering committee

ACALAN will approach the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization to secure funding.

IV SADC Sub-Regional Steering Committee Members

To look on following things:

To facilitate planning and running ACALAN terminology projects in the SADC region.

Help in organizing events around Terminology Development in the region e.g workshops or conferences.

To provide a common platform for identifying strategies and mechanisms for promoting the development of African Languages in an African continent.

To help in organizing of funding or sponsorships

Botswana – Dr Pearl Seloma

Malawi – Prof Al Mtenje

Namibia – Mr Paulinus Haingura

Zambia – Dr Mildred. N. Wakumelo

Tanzania – Dr Seleman. S. Sewangi

Zimbabwe- Dr Themba. S. Dlodlo

South Africa – Dr Nomsa. Mgijima (Department of Arts and Culture)

Dr Marietta. Alberts (PanSALB)

Mr S. Dukisa (Eastern Cape Legislature)

Ms L. Vani (Eastern Cape Legislature)

Mr K. Welman (PRAESA)

Mr Z. Wababa (PRAESA)

1*) The terminology refers to	a library who is a native	of collection and classification method of: terms - no logical information - term normalization and - term vulgarization (VULGARIS)
-------------------------------	---------------------------------	---

1*) Text / speaker holds the essay form
 = subalternomy
 => little variation and optimal meaning (MARINET)

(*) Linguistic al work depends on access to language knowledge (DACHMAYR and PALMER)

- grammatical
- textual
- pragmatic
- functional
- sociolinguistic

} knowledge

c) Temoinalhigra lunk fowadetransbition (M7TANAY)

(*) Marina knapsack is the major knapsack

(*) Ne-*logon*: new coined word or phrase (LITERATURE and LEXON)

c. Neo-gamby-borrowing :

- maintain formal register when addressing the course language
 - maintain the foreign particularities but pronounced like the target language
- specific words e.g. in:
- cinema
 - dialogue

LITERATURE REVIEW

b. Neologism by composition

* Starting from existent words, we create new words

eg: *spy satellite* (L3) *home nurse* (L3)
satellite region (L2) *garden-malade* (L2)

* Starting from

	reducing	two words, we obtain only one word
	cutting off	
eg: <i>pyjama</i> (L2)		<i>pyjamas + sheet</i> (L3)

c. Neologism by addition

* We combine *greek* or *latin* root with a word from the source language

eg: - *hyper* + *market* = *hypermarket*
 - *tele* + *phon* = *telephone*
 - *tele* + *gram* = *telegram*
 eg: *graphy* => to write, to describe
 (latin)
 - *calli* + *graphy* = *calligraphy* (hand writing penmanship)
 - *bio* + *graphy* = *biography*

d. Copying effect : (~affix) *calque*

* near the translation word for word

eg1: - *week-end* (L3)
 - *fin de semaine* (L2)
 - *firaka ny herabandro* (L1)
 eg2: - *bedroom* (L3)
 - *chambra tsorakary* (L2)
 - *afara/afaraka* (L1)

ILLUSTRATION CORPUS

1°) MONOLINGUAL DICTIONARIES

1.1. RAJEMISA – RAOLISON, R (1995) *Rakibolana malagasy*, Fianarantsoa, 1061 p.

a. *Alemanina*, p.52 : Descriptors

- derivative : french > allemand

- name : *Ny firenena tompo-tany any amin'ny tanin'i Alemaina* (defining context)

=> the country which land owner / possessor is in Germany land ?

- example (as explanatory context). *Nizara roa ny alemanina hatramin'ny ady lehibe faharoa*

teo.

=> After the second world war, Germany was divided into two parts (East and West Germany)

- adjective (as associative context) : *Momba an'i Alemaina na an'i Alemaina na avy any Alemaina ; sambo alemanina*

=> Concerning germany, belonging to germany or from germany : german boat

* Neologism by borrowing and adapted with local grammar knowledge (pronunciation, spelling ...)

b. *Aotomobilina* : p.101 Descriptors

- derivative : french > automobile

- name (as defining context) : *Karazana fiara mandeha amin'n ymaotera, fitondrana olona na*

entana

=> kind of car functioning with motor, transportation of people or goods/merchandises.

* Neologism by borrowing and adapted with local grammar knowledge (pronunciation, spelling ...)

c. *Kôpy* : p.509

- derivative : french > coupe [Problem]

=> english > cup : small drinking vessel with handle at one side.

- name (as defining context) : *zinga kely fisotroan-dronono*

=> small drinking vessel for water

* Neologism by borrowing and adapted with local grammar knowledge (pronunciation, spelling ...)

d. *tsaoka* : p.977

- derivative: english > (piece of) chalk

- name (as defining context) : *sombin-tany fotsy toy ny ravoravo voavoatra ho fanoratana amin'ny*

solaitrabe.

=> white soil bit used for writing in the blackboard

* Neologism by borrowing and adapted with local grammar knowledge

* User (writer or) pronounce : *[akre]*

e. *girika* : p.392

- derivative: french > english

grec greek

- name (as defining context) : *Mponina avy any Gresy*

=> People from Greece

- exemple (as explanatory context) : *Mpivaro-toaka : lasa niditra ao amin'ny girika ao Rakoto.*

=> Rum seller : Rakoto go away and come in the shop of rum seller.

* Neologism by borrowing and adapted with local grammar knowledge (pronunciation, spelling...)

* User write or pronounce : < grika >

1.2. KRUGER , JONAH – GABRIEL and RAVELOJAONA (1937) Firaketana (Dictionnaire encyclopédique malgache), A- M, Imprimerie Industrielle, Rue Galliéni, Tananarive.

Rakibolana
 Fiantsoana
 (1993)
)
 Gilabby
 :
 p.
 272
 -
 derivative
 :
 french
 >
 globe
 -name
 (as
 (defining
 context
 (defining
 context)
 :zavatra
 Voribary-
 zavatra
 boritany
 toyich
 isy
 roa
 na
 exemple
 baolina,
 mpanatory
 dia
 poak'aty
 any
 mpanain'ny
 mpanoratra
 hana
 amin'ny
 zavatra
 toy
 eto
 antsia
 gao-
 mpanin-dranomasina
 amin'ny

fitaratra
ka
atsatoka
eo
amin'ny
fanaovanjira
hiaro
ny
lelafo
amin'ny
rivotra.
=>
~~Block~~
~~used~~
~~by~~ something
~~which~~
isriter
tound
appoint
~~the~~
~~orange~~
or
here,
~~people~~
~~see~~
~~the~~
~~often~~
~~glade.~~
with
looking
Firaiketana
glass
or
metallic
plaque
;
something
look
like
a
pipe
made
with
looking
glass

and
which
is
put
on
the
lamp
in
order
to
protect
the
lighting
against
the
wind.

-
Neologism
by
borrowing
and
adapted
with
local
grammar
knowledge.
-
use
of
metaphor

a- akisa: p. 142

- derivative / entry word : sakalava > dialectal malagasy
- name as **explanatory context**: *Kilalao, zavatra tiana indrindra*.
=> game, the best thing that someone love.
=> official malagasy + dialectal malagasy

c. akata: p. 139

- derivative / entry word : tanosy > dialectal malagasy
- name as explanatory context : Ahidratsy amin'ny voly, bozaka na tapatapa-javatra mifangaro
amin'ny vary.
=> weed, blade of grass mixed with the rice.

=> official malagasy + dialectal malagasy.

d. Alfa sy Omega : p. 213

- derivative / entry word : - arab > halfa.

- alpha and omega > greek.

- name as explanatory context :

Alfa no tarehin-tsoratra voalohany ary Omega no farany amin'ny abidia grika, dia toy ny A sy ny Z amin'ny antsika, sady mitovy tarehy raha teo ny A –ntsika sy ny azy. Ary satria Andriamanitra no niandohan'ny zavatra rehetra sy mbola hiafarany dia ohateny enti – milaza ny fahatanterahan-Andriamanitra ny hoe : “ Izaho no Alfa sy Omega... Ilay ankehitriny sy taloha ary ho avy”. (Apok. 1 :8 ; jereo koa 21 : 6 ; 22 : 13). Indraindray koa izany fitenenana izany dia enti-milaza ny tena fototra maha – izy ny zavatra (Isaia 41 : 4 ; 44 : 6).

Enti – milaza ny tsy fiovan'Andriamanitra koa (Isaia : 48 : 12)

=> Alphabetically, Alfa is the first and Omega is the last in greek. We have the same order in malagasy language : A is the first and Z the last, moreover their A and ours have a similar form. As God is the genesis of everything and will be their end, it is a manner to describe the plenitude of God : “ I am Alpha and Omega ... the present, the past and the future”. (Apok.1 : 8 ; see in addition 21 : 6 ; 22 : 13). Sometimes, this way of speaking means the thing quintessence (Esaie : 41 : 4 : 6) so, this fact signifies the constancy of God (Esaie : 48 : 12).

2- BILINGUAL DICTIONARIES

2.1. Foiben-taosarintanin'i Madagasikara (1988), Voambolana frantsay – malagasy fampiasa amin'ny sarintany sy jeografia, Edisiona II, FTM, Antananarivo

(Cartography and Geography Vocabulary)

Baie : helidrano, p.3

- derivative : official malagasy > berry

- name

rano
compound
helidrano
:water liquid river
helika
+
armpit
(metaphor)

2.2. SIMS, J. and KINGZETT, J, C. (1969) Dictionnaire français-malgache, FLM, Antananarivo

Baie (p.29) :

female name : Ranomasina mandroso amin'ny tany, helo-dranomasina

Sea moving toward the land

(defining context)

* compound noun :

~~helika~~

~~dranomasina~~

context

(sacred)

~~varavara~~ (metaphor)

sea

* voankazo misy voa madinika ao anatiny

=> fruit in which we see little grains

2.3. RAKOTONAIVO, F. (1996) Dictionnaire français-malgache, Ambozontany, Fianarantsoa.

Baie, p.70

* female name :

- Varavarana : door

eg : par de larges baies, on voit passer les fleuves, les vallées, les collines (ALAIN, E.C) (translation) : *Tazana mandalo avy eo amin'ny varavarana malalaka ny ony, ny lohasaha, ny havoana.*

=> People see through wide berry windows the rivers, the valleys, the hills.

* helidranomasina (idem)

(defining context)

* *Voankazo amim-boa madinika (voaloboka, garanadrelina...)*

=> fruit (grape, pomegranate ...) in which we see little grains.

(explanatory context)

Remark : The author backs up the definitions.

2.4. **RAJAONARIMANANA, N.** (1995) Dictionnaire du malgache contemporain , malgache – français, français-malgache, Ed. Karthala, Paris.

+helidrano : **this word is not in his stock list.**

+ **sakelidrano** : affluents

CONCLUSION

I shall put in relief the main points:

1. Problem of terminology standardisation;

2. Problem of battle of wills between

- french and official Malagasy;
- official malagasy and dialectal malagasy;
- french and english (project to introduce english in grade four)

Consequently, we have inserted diglossia. The linguistic situation is complex.

3. Language policy change with the minister of education and each republic, as I told before. In fact, the learners have a bad mastery of L1 and L2.

4. Last point, we note the lack of cooperation with all institutions working in terminology.

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

FACULTE DE DROIT, D'ECONOMIE, DE GESTION ET DE SOCIOLOGIE

DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE

COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LES SCIENCES SOCIALES. RENFORCER
L'ENSEIGNEMENT DE LA SOCIOLOGIE.

Du 23 au 27 Mai 2005 AN TANANARIVO

RECLA, numéro 2, décembre 2005, éditions JEL Paris, p. 67 - 87

Revue à comité de lecture.

FACDEGS - SECRETARIAT DU DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE

B. P. : 905 Antananarivo 101 (Madagascar)

Téléphone: (261-20) 22 675 79

Courriel (e-mail): sociodeptdeggs@yahoo.fr

Article 16 : DE LA COMMUNICATION CONSENSUELLE À LA COMMUNICATION CONFLICTUELLE. CAS DES DISCOURS POLITICO-MÉDIATIQUES SUR L'INTRUSION DU RELIGIEUX DANS LA VIE POLITIQUE À MADAGASCAR

Gil Dany RANDRIAMASITIANA

Université d'Antananarivo

Résumé :

En se référant à une approche qualitative, pragmatique et sociologique, cette étude cherche à analyser les mutations profondes qui affectent actuellement le milieu politico-médiatique. Cela provient de l'insertion du religieux dans la sphère politique à Madagascar. Dans la société traditionnelle malgache, plusieurs facteurs tels que l'âge, le sexe, *etc.* délimitent les rouages spécifiques des échanges langagiers. Ce mode de

fonctionnement particulier aboutit à une similitude des points de vue des interactants. Mais l'ingérence des autorités ecclésiastiques dans plusieurs sphères de la vie sociale et politique a reconfiguré la communication politico-médiatique. Certains journalistes et acteurs politiques d'obédience « droitisante » ont essentiellement fait passer la douceur verbale à la violence verbale. En dépit de ces dérèglements de la communication sociale d'origine à la fois endogène et exogène, la société malgache dispose heureusement d'un répertoire d'échanges réparateurs pouvant être assimilé à une soupape de sûreté.

Mots clés : discours politique et médiatique, douceur et violence verbales, pragmatique, sociologie de la communication, culture malgache, contact de cultures.

INTRODUCTION

En s'appuyant sur une approche à la fois qualitative (MUCCHIELLI, A. , 2002 : 180-182)⁹⁸, pragmatique (BLANCHET, P. 1955)⁹⁹ et sociologique, cette étude se propose d'analyser les changements profonds des pratiques communicationnelles qui s'opèrent actuellement dans le paysage politico-médiatique suite à l'intrication du religieux dans la vie politique à Madagascar. Dans la société traditionnelle malgache, plusieurs paramètres tels que l'âge, le sexe, etc. déterminent le fonctionnement spécifique des échanges langagiers. Ce mécanisme particulier tend en réalité vers une convergence des points de vue des interactants. Cela débouche sur l'évitement de l'antagonisme entre ces derniers. Mais l'immixtion du spirituel dans le temporel dans plusieurs domaines de la vie sociale et politique a généré une nouvelle forme de communication et un courant contestataire impliquant certains protagonistes issus des milieux journalistiques et politiques d'obédience « droitisante ». Le paysage conversationnel malgache est passé de la douceur verbale à la violence verbale. Ces troubles de la communication sociale reflètent toutefois une crise plus importante, une anomie (BOUDON- BOURRICAUD, 2000 : 28)¹⁰⁰ ambiante découlant principalement du flux inexorable de nouveaux repères de la pensée unique et d'une paupérisation grandissante. L'existence des échanges réparateurs qui ressemblent en quelque sorte à une soupape de sûreté pourrait-elle apaiser les conflits de valeur et de pouvoir ?

I- BALISES LANGAGIÈRES ET ROUAGES DE LA COMMUNICATION CONSENSUELLE

Dans les rites d'interaction (BATESON, G. et al. 2000 : 61-78)¹⁰¹ interpersonnelle, familiale, etc., la société malgache dispose d'un fonctionnement spécifique

⁹⁸ MUCCHIELLI, A (2002) *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*, Paris, A. Colin.

⁹⁹ BLANCHET, P. (1995) *La pragmatique. D'Austin à Goffman*, Paris, Référence.

¹⁰⁰ BOUDON-BOURRICAUD (2000), *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, P.U.F.

¹⁰¹ BATESON , G. et al (2000) *La nouvelle communication*, Paris, Ed. du Seuil.

(KEBRAT-ORECCHIONI, C. , 1998 : 10)¹⁰² de la prise de parole. Le statut social (ROCHER, G., 1968 : 113-114)¹⁰³ du locuteur est sans doute tributaire de la gérontocratie. Le langage d'autorité et autorisé (BOURDIEU, P. 1982 : 103-118)¹⁰⁴ est l'apanage des plus âgés, des mieux placés dans la hiérarchie institutionnelle ; ainsi, il appartient aux enfants, aux moins âgés de mettre en pratique le conseil et/ ou la parole parental (e) dans la vie sociale. Nous ne sommes pas ici loin de la vision durkheimienne de l'éducation (DURKHEIM, E, 1999 : 51)¹⁰⁵ . De même, le peuple est tenu d'appliquer la parole des autorités ecclésiastiques, politiques, etc. Le mode distribution de la parole caractérise également le paysage conversationnel malgache. En effet,

l'homme le plus âgé tient un discours canonique et coutumier lors des événements heureux ou malheureux. Par ailleurs, le discours royal d'antan ou d'aujourd'hui équivaut dans les pratiques sociales à une loi inviolable. Ainsi, RAKOTO, I., RAMIANDRASOA, F. et RAZOHARINORO – RANDRIAMBOAVONJY (1995 : 15)¹⁰⁶ ont dit que :

« Pratiquement confisqués par les chefs de communautés (clans, tribus, etc.), les kabary se normalisent (périodicité, lieux où ils se tiennent), se structuralisent et fonctionnent comme une institution revêtue de la légitimité et source de légalité : y apparaissent les notions de « consultations » (miera), de consensus (mampitovy teny) ; de promulgations de lois¹⁰⁷ ».

En outre, cartomanciens, devins ... détiennent un pouvoir langagier magique ou anticipateur, bénéfique ou maléfique puisqu'ils peuvent entrer en communion avec la nature, les ancêtres et Dieu. A cela s'ajoute aussi, l'impossibilité d'interrompre le/la locuteur/trice qui est en train de parler : « *manapaka teny, manapaka aina* », autrement dit, une interruption se produisant avant la fin de la prise de parole ressemblerait dans une certaine mesure à couper le souffle voire à un meurtre.

¹⁰² KEBART-ORRECCHIONI, C. (1998) *Les interactions verbales. Variations culturelles et échanges rituels*, tome 3, Deuxième édition, Paris, A. Colin.

¹⁰³ ROCHER, G (1968) *Introduction à la sociologie générale 2. L'organisation sociale*, Paris, Points, Editions HMH – Selon Ralph LINTON, le **statut assigné** (ou *ascribed satus*) est un statut social qu'un individu reçoit à la naissance ou à différentes étapes de sa vie sans devoir le gagner ni sans avoir nécessairement à le mériter (par exemple le statut de fils, de vieillard ...). Par contre, dans la société industrielle, c'est le **statut acquis** (*achieved statuts*) qui devient dominant, c'est le statut social qu'une personne obtient par ce qu'elle fait, qui résulte de sa propre activité.

¹⁰⁴ BOURDIEU, P. (1982) *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard.

¹⁰⁵ DURKHEIM, E (1999) *Education et sociologie*, Paris, Quadrifuge, P.U.F, 7^e édition.

¹⁰⁶ RAKOTO, I., RAMIANDRSOA, F et RAZOHARINORO – RANDRIAMBOAVONJY (1995) *Nouveau corpus d'histoire des institutions*, Musée d'Art et d'Archéologie, Institut des civilisations, Antananarivo.

¹⁰⁷ Exemples : les douze crimes punis de mort chez Andrianampoinimerina – Kabary de RANAVALOMANANJARA III prononcé par RAINILAIARIVONY, Premier Ministre et Commandant en Chef à Madagascar devant le peuple à Andohalo le mardi 1 Alakarabo (29 mars) 1981...

Ces balises langagières orientent l'utilisation de la parole dans la société malgache qui est essentiellement irénique (MENDRAS, H., 1975)¹⁰⁸, comme nous l'avons dit ailleurs l'évitement du conflit, quel qu'il soit, entraîne l'émergence d'une **communication** dite **consensuelle**. Cela se traduit par une quête quasi permanente de l'équilibre et du juste milieu entre les interactants, tel est le sens du fameux « *marimaritra iraisana* ».

Puis ce contrat de communication se matérialise par la recherche continue de la cohabitation/communication harmonieuse, il s'agit ici du « *fiaraha-monina tsy misy raorao* ».

Ensuite, ce consentement mutuel consiste à respecter les termes de l'engagement conversationnel (GRICE) équitable et oblige les interlocuteurs à faire usage d'une parole douce d'où le concept de « *teny mora* ». Quant aux décisions relatives à la vie collective, à sa régulation, il est impératif de choisir la voix/voie démocratique à l'aide d'un acquiescement mutuel, de la base au sommet, telle est la valeur performative du « *teny mita ifampierana* ».

De surcroît, il vaut mieux être haï par les nobles que par le peuple, il est dit à ce propos : « *Aleo alan'Andriana toy izay alam-bahoaka* ». L'importance du « vivre ensemble » sans embarras et le poids du social sont patents.

Et même quand il est question d'adopter une solution parfois inappropriée voire incompatible aux intérêts des partenaires communicatifs, la communication pourrait trouver une issue positive grâce à l'avertissement, à la permission collectifs et à la négociation. Cela nous fait penser au « *tsy misy mangidy ohatra ny sakay fa rehefa teny ierana lany ihany* » ; c'est-à-dire rien n'est plus piquant que le piment, mais si l'on s'accorde pour cela, on le mange quand même.

Le dernier aspect de cette interaction consensuelle serait peut-être l'existence d'une litanie d'excuses qui précède tout acte discursif lors des pratiques culturelles. Cette série d'excuses, souvent ennuyeuse pour les non-natifs, figure dans les usages populaires du *kabary* en particulier les assemblées familiales pour mariage ou à l'issue d'un enterrement et elle déculpabilise l'orateur qui a en fait « usurpé des prérogatives royales » (RAKOTO, I, RAMIANDRASOA, F. et RAZOHARINORO – RANDRIAMBOAVONJY, 1995, op.cit.p.115). c'est la raison pour laquelle,

« *ces kabary populaires vont comporter obligatoirement une partie dite fiarahabana ny andriana sy ny manampahefana qui a une double signification : primo, user d'un kabary privé sans risquer d'être taxé de pratique illégale, secundo, conférer à la cérémonie des capacités de légalité, en particulier, la remise du vodiondry négocié dans le kabary am-panambadiana devient le signe visible, authentique et légal du mariage...* » (ibidem).

Ainsi, le discoureux est sécurisé, sûr de lui-même et irréprochable. Cette récurrence de l'harmonie et du mutualisme entre les interlocuteurs semble confirmer l'idée de KEBRAT-ORECCHIONI, C. (1998, op.cit. p.83) selon laquelle la société malgache fait partie des « **sociétés à éthos consensuel** ». Elle cite en outre l'étude réalisée par KEENAN. Ce type de société se retrouve, poursuit-elle, au Japon avec le *wa* ou

¹⁰⁸ MENDRAS, H. (1975) *Eléments de sociologie*, A. Colin, Paris.

l'harmonie et l'aversion pour le conflit, aux îles Fidji où l'on parle habituellement à mots couverts pour parer aux dangers de la confrontation directe, etc.

II. DISCOURS POLITICO-MÉDIATIQUE SUR L'INTRICATION DU RELIGIEUX DANS LA VIE POLITIQUE À MADAGASCAR COMME SUPPORT DES ÉCHANGES CONFLICTUELS

Néanmoins, il est utopique, selon MENDRAS (1975, *op.cit.*, p.216), de postuler qu'il existe une société sans conflit¹⁰⁹ (voir aussi BOUDON, R. et BOURRICAUD, F., 2000, *op. cit.*, p.90). N'avons-nous pas à peu près la même idée chez HEGEL lorsqu'il évoque la dynamique salvatrice des contraires ? La vision manichéenne du monde rentre également en ligne de compte. S'il en est ainsi, que dire du système culturel malgache, du système communicationnel malgache ? Dans notre perspective, le système culturel pourrait être à la fois interprété de façon **diffusionniste** (BONTE, P et IZARD, M.2000 : 201 – 202)¹¹⁰, **relativiste** (FERRÉOL, G et al. 1991 : 229-230)¹¹¹ et **interculturelle** (KEBRAT-ORECCHIONI, C., *op.cit.*, p.11 et ABDALLAH-PRETCEILLE, M., 1999 : 56-58)¹¹². Ces modes de transmission, d'adaptation et de contact de cultures engendrent inéluctablement des dissensions intergénérationnelles, interorganisationnelles, interpersonnelles, intercommunautaires, etc. De ce fait, des situations de communication conflictuelle apparaissent dans la vie sociale. En dépit de son insularité, Madagascar n'échappe pas à ce phénomène. En focalisant essentiellement notre regard sur la troisième république, troisième version, c'est-à-dire l'après 2002, il est unanimement admis que la notion républicaine de laïcité de l'Etat (voir dans *Madagascar Tribune* du 11 janvier 2005 une vue panoramique de la question à Madagascar par l'Observatoire de la Vie Publique ou SEFAFI) devient progressivement obsolète et polémogène. Cette orientation politique, par certains côtés innovante pour les tenants du pouvoir mais calculatrice pour les opposants au régime, fait l'objet actuellement de critiques acerbes de la part de certains politiciens et journalistes « droitisants ». Cette centration sur le rapport Etat - religion pourrait s'expliquer par différentes lois si nous empruntons les concepts de MARTIN-LAGARDETTE, J. (2003)¹¹³. L'expression des idées s'effectue dans un même espace géographique, c'est-à-dire la capitale d'où la **loi du mort-kilomètre** ou la **loi de**

¹⁰⁹ Il dit à la même page : « ... Chaque système social est un champ de tensions plein d'ambivalences, de coopérations et de combats ». Et il ajoute : « ... s'il n'y avait pas de conflit à résoudre, les juges n'auraient pas de décision à prendre et il n'y aurait ni coutume ni loi. L'ordre social est fondé sur des conflits résolus ou ritualisés ».

¹¹⁰ BONTE ; P. et IZARD, M (2002), *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Paris, Quadrifuge, P.U.F, 2^e édition.

¹¹¹ FERRÉOL, G et al. (1991), *Dictionnaire de sociologie*, Paris, A. Colin.

¹¹² ABDALLAH – PRETCEILLE, M. (1999) *L'éducation interculturelle*, Paris, P.U.F, Que sais-je ?.

proximité géographique (*idem*, p.31-32). Ces journalistes et politiciens traitent un sujet saillant, un fait d'actualité : il s'agit ici de la **loi de**

proximité temporelle (*idem*, p.34-35). Journalistes et politiciens qui se ressemblent idéologiquement s'assemblent, qu'avons-nous ici sinon la **loi de proximité existentielle** qui est validée puisque les deux entités agissantes traitent des grandes questions humaines qui passionnent à savoir la politique, les partis politiques, Dieu, les Eglises, la liberté... L'espace politico-médiatique devient un terrain d'agression verbale voire de violence verbale.

Le premier axe thématique de la communication conflictuelle est la **parole indigne**. Pour certains journalistes, il est indigne (*teny tsy mendrika*) pour celui qui est à la magistrature suprême, vu son statut social de Parent de la Nation d'utiliser la métaphore d'une grande marmite pouvant contenir tous les mécontents à Ambatolampy, commune urbaine productrice de marmites en acier. Si nous allons au bout de cette métaphore filée, elle est matière à réflexion : qui est alors le cuisiner ? Que ou qui va-t-on cuire ? Qui seront les consommateurs des gens qui seront « cuits » ? La population malgache en général et la population locale d'Ambatolampy en particulier a-t-elle été sensible à cette image sous-jacente de la cuisson ? On pourrait encore pousser plus loin l'interprétation anthropologique. En deuxième lieu, l'actuel président de l'Assemblée nationale, Monsieur LAHINIRIKO Jean semble anticiper et fait une hypothèse sur le projet « machiavélique » des opposants en disant :

« Zovy no tsy mahalala ny tian'ny sasany hahatongavana ? Toy ny mahita voasary amoron-dalana manoloana ny fanjakana : haka tsy tompony, tsy haka maha te hihinanana ? » (Taratra du 4 mai 2005)

Dans une traduction littérale, cela veut dire :

« Nul n'ignore le projet de certains vis-à-vis de l'Etat ? Comme s'ils voyaient un oranger au bord d'une route : la tentation de cueillir des oranges est grande pourtant on n'est pas le propriétaire, ne pas cueillir stimule pourtant l'envie d'en manger ».

En allant au bout de cette métaphore filée, l'on est amené à penser au « fruit défendu », à une faute capitale, au désir ardent d'accéder au pouvoir. L'attitude hésitante et périlleuse de l'âne de Buridan est en partie comparable à celle des opposants.

Outre cet empiètement du territoire conversationnel privé (GOFFMAN), l'on note également **le refus du dialogue, le rejet de la communication** (WATZLAWICK, P et al.1979 : 74)¹¹⁴, « tsy mifampiteny » en malgache. Dans un de ses discours en province, le numéro un de la nation incite clairement le peuple malgache, selon la Radio Antsiva (station privée), à « fermer la porte aux politiciens » (cf. aussi La gazette de la grande île du 23/07/04). L'image caricaturale dans Madagascar Tribune du 28 mai 2005 développe à

¹¹³ MARTIN – LAGARDETTE, J-L (2003) *Le guide de l'écriture journalistique*, Paris, La découverte.

¹¹⁴ WATZLAWICK, P. et al. (1979) *Une logique de la communication*, Paris, Ed. du Seuil.

peu près le même thème ; Le quatrième point concerne **la parole fière et menaçante** (teny anavona sy mandrahona) : plusieurs journaux, toutes lignes éditoriales confondues, ont reproché les membres du groupe des 17 (G17), à l'exclusion de l'ethnie merina au pouvoir, de brandir « les dérives tribales » ; en fait le G17 parle en un mot de « menaces de (re) méridisation multisectorielle » (voir L'express du 28/12/05). Allusion historique à peine voilée ou résurgence de discours colonial ?

Le cinquième point serait **l'indice optimal de l'incivilité, de l'impolitesse, de l'irrévérence** puisqu'un groupe d'opposants/de frustrés (Jean Eugène VONINAHITSY, Richard ANDDRIAMANJATO, ZARANAINA, etc.) a « diabolisé » le Président en l'accusant publiquement dans une conférence d'établir un « Pacte avec Satan » (cf. Madagascar Tribune du 26/03/04 ; Midi Madagasikara du 25/03/04). On pourrait également citer à ce propos la lettre qualifiée « d'irrespectueuse » qui a été adressée par les 3FN à la présidence à la fin du mois de décembre 2005, le but essentiel étant la mise en place d'un gouvernement d'union. C'est l'illustration parfaite de **la parole funeste et culpabilisatrice** (teny manjohy na milevina ambanin'ny tany). Nous disons avec BEAUDICHON, J. (1999 : 137 – 138)¹¹⁵ que :

« Communication et politique ont partie liée. Toute tentative de prise de pouvoir s'accompagne de la mainmise sur les organes de communication orale et écrite ... La conquête du pouvoir, le maintien dans des positions que les luttes ont permis de gagner correspondent à la mise en œuvre, à un haut degré quant au raffinement et la subtilité de la compétence à communiquer... ».

L'absence ou la négligence de cette compétence communicative (HYMES) et de la maîtrise de soi pourrait produire des propos inhabituels ou des **dérapages** pour reprendre BEAUDICHON, J. (1999, *op.cit.*, p.138).

La sixième dimension conflictuelle de la communication médiatique et sociale serait **la parole galvaudée**. Tant de fois redites, les paroles sont retenues par tout le monde voire un insensé (*teny azon'adala*). Sur les ondes de la *Radio Antsiva*, le sénateur AREMA droitiste Adolphe RAMASY a évoqué l'équivalent des trois « P ». Selon *La gazette de la grande île* du 31 mars 2005, les fortes implications économiques de la magistrature suprême sont dénoncées par BBC.

Le septième aspect toucherait LANDIVOLA, une jeune fille issue d'une famille des hautes terres centrales, qui s'auto-identifie à **un e prophète** (à l'instar d'Esaië) et qui prétend vainement détenir un « nouveau message » (cf. *Madagascar Tribune* du 29/05/04 ; *La gazette de la grande île* du 29/05/04...) indécodable par le commun des mortels et décodable uniquement par elle-même. Illuminations venant brouiller à nouveau le milieu religieux largement déstructuré ou déstabilisé par la pullulation des sectes (FERRÉOL, G. et al, 1991, *op.cit.*). Par ailleurs, l'animisme et le syncrétisme sont encore des choix prédominants à Madagascar.

Le **paroxysme des tensions communicationnelles** résulterait dans tout ce qui vient d'être dit de l'« amalgame déboussolant » de la double macro-identité du Président de la République qui est en même temps Chef d'Etat et Vice-Président de la Fédération des

¹¹⁵ BEAUDICHON, J. (1999) *La communication. Processus, formes et applications*, Paris, A. Colin.

Eglises Protestantes de Madagascar (FJKM).

Dans le même ordre d'idées, les pasteurs de la FJKM ¹¹⁶ viennent d'obtenir de la part des bailleurs de fonds un financement assez conséquent s'élevant à neuf cent millions de francs malagasy pour la mise en œuvre des projets de développement. Cultes précédant les conseils des ministres et de gouvernement, dons substantiels à certaines confessions religieuses, répartition confessionnelle aux postes de présidents d'institution... sont autant d'indicateurs de cet amalgame à maintes reprises vitupéré par les « opposants » et les journalistes de droite. S'achemine-t-on alors vers un processus de théocratisation (L'express de Madagascar du 08/04/05 ; La gazette de la grande île du 25/10/04...)?

III. PERTE DES REPÈRES CONVERSATIONNELS TRADITIONNELS

L'espace médiatique, tout comme l'espace public, devient un espace polyphonique (MAINGUENEAU, ., 1991 : 127) ¹¹⁷ où l'on assiste à une perte des repères conversationnels traditionnels qui se matérialisent par :

- la perversion du langage
- la démasculinisation de la parole
- la variation diatopique (CALVET, L-J, 1993 : 81-86) ¹¹⁸ ;
- la revigoration de la flamme ethniciste ;
- le recours aux paroles de division et d'exclusion ainsi que

- l'abandon progressif de ce que nous appelons la « *gérontodoxocratie* » ou le pouvoir discursif des vieux. Ces **dérèglements de la communication sociale** constituent des indices fiables d'une crise non seulement de la communication sociale mais aussi du système axiologique qui est en grande partie façonné par les penchants matérialistes (soif de pouvoir, attrait pour le confort matériel de l'occident) et la misère chronique.

Il faut ajouter que **la confiscation ou la privation de parole** (*fanampenam-bava*) favorise l'unilatéralisme et le dogmatisme (cf. La gazette de la grande île du 24/04/04 et du 27/07/04...). Voilà pourquoi BOUDON et BOURRICAUD (2000, *op.cit.*, p.674-675) postulent que :

¹¹⁶ Il y a alors une redéfinition des tâches confiées aux pasteurs de la FJKM : ils deviennent à la fois armée du salut et armée du développement. RIVIÈRE, C. (2000) *Anthropologie politique*, Paris, A. Colin, p.149 a déjà perçu cette nouvelle forme d'engagement des pasteurs protestants.

¹¹⁷ MAINGUENEAU, D (1991) *L'Analyse du discours*, Paris, Hachette Supérieur. La langue offre la possibilité d'inscrire plusieurs voix dans la même énonciation.

¹¹⁸ CALVET, L-J. 1993, *La sociolinguistique*, Paris, P.U.F, Que sais-je ?

« Le totalitarisme moderne (hitlérien ou stalinien) peut se définir comme la **violence** exercée **par une faction qui s'est arrogé le droit de parler au nom du peuple tout entier**, et qui monopolise à l'encontre de toutes les catégories sociales, les moyens d'empêcher l'expression de leurs intérêts et de leurs préférences ... verbales ou non verbales ... La violence peut aussi avoir un objectif plus ambitieux : les dirigeants totalitaires se proposent de rendre les consciences individuelles aussi semblables que possibles, et de les rendre en tout cas absolument réceptives aux instructions du grand Frère ».

A ces propos violents et quasi injurieux, tribalistes (cf. aussi *Madagascar Tribune* du 09/12/04) et démalgachisants, la société malgache pourrait fort heureusement recourir à une soupape de sûreté, à un rituel conversationnel de réparation.

IV. ÉCHANGES RÉPARATEURS COMME EXUTOIRES

Les échanges réparateurs suivent d'une manière générale un mouvement ternaire : « l'offense, la réparation, la réaction à la réparation » (KEBRAT-ORECCHIONI, C.1998, op.cit.p.155). L'ennui est que nous n'avons entendu

- ni permutation ou excuse devançant l'offense (*idem*, p.157),
- ni ellipse de composante « réaction à l'excuse » (*idem*, p.159)
- ni ajout explicite ou implicite de demande de réparation par l'offensé, (*ibidem*) de part et d'autre, c'est-à-dire de la part des gouvernants et des gouvernés qui jouent alternativement au plan politico-médiatique les rôles d'offenseurs et d'offensés.

Pourtant,

- nous avons une forme d'explication de l'offense (*idem*, p.166) bien malgache : « *Heloka ibaboana mody rariny* ». En fait, une faute avouée déculpabilise son auteur ;
- les Malgaches pouvaient éluder l'esprit revanchard : « *Aza manao kitapo hamelana lolompo, na hadivory hasiana ny fitaka* », c'est-à-dire ne faites pas un sac pour y conserver la rancune ou un fossé pur y mettre la tromperie ;
- ils pouvaient également éviter les propos blessants : « *Aza manao sangy mihoatra ny loha, na vosotra zary tenany* ». Littéralement cela veut dire, ne soyez pas inconvenant dans vos badinages et ne dites pas des injures sous prétexte de plaisanter ;
- les Malgaches n'apprécient pas aussi la déraison : « *Aza ny atsanga tsy aman'orana no alahatra* ». Pratiquement, ne parlez pas à tout tort et à travers ;
- Ils font appel à l'honnêteté¹¹⁹ dans certaines situations de communication :
« *Ny teny imaso tsy mba kilema* ». Cela veut dire : quand on parle ouvertement, on ne doit pas être blâmé ;
- Pour les Malgaches, un parole incontrôlée peut devenir une parole du malheur :

¹¹⁹ MARTIN – LA GARDETTE, J.L. 2003, op.cit. p. 238. En journalisme politique, l'objectivité n'existe pas, l'honnêteté si.

« *Ny vava tsy ambina no ahitan-doza* ». En réalité, la bouche/parole que l'on ne surveille pas amène l'infortune.

Hormis ces quelques proverbes et dictons garde-fous nous invitant à éluder l'offense, nous pouvons citer cet extrait significatif de texte littéraire écrit par RAHAJARIZAFY, R.P. (1950 : 19-22)¹²⁰ :

« ... misy teny fady amin'ny Malagasy, ary misy zavatra tsy mba famotsapotsaka amin'ny resaka na dia hita andavan'andro izao aza : ka raha diso amin'ireny ianao, hanongo tena anaty izay Malagasy eo, mody hitsiky angamba izy hanaro-kenatra, kanjo handatsaka am-po amin'ny hasosorany. Tadidiny ianao rehefa tsy nahay nanaja azy tamin'ny vavanao, ka ahiny sy andosirany ny hifanehitra sy hiresaka amina ; tadidiny ianao rehefa tsy nahay nanaja tena tamin'ny vavanao, ka tsy te-hiherika anao intsony izy fa monaina... »

Dans une traduction française, cela veut dire :

« Il existe des paroles prohibées pour les Malgaches, et il y a des choses que l'on ne doit pas extraire des conversations/causeries même si celles-ci sont quotidiennement identifiables : en cas d'erreur personnelle, le témoin d'origine malgache présent en ce lieu ressentira une douleur profonde, fera semblant peut-être de sourire pour dissimuler sa honte, alors qu'en fait il placera la colère dans son for intérieur. Il se souviendra de vous qui n'avez pas su le respecter par votre bouche, si bien qu'il craint et fuit votre rencontre et l'entretien par la suite ; il se souviendra de vous également lorsque nous n'avez pas su le respecter par votre bouche, si bien qu'il ne voudra plus vous revoir puisqu'il en est dégoûté... ».

L'existence de ces échanges réparateurs qui assurent la fonction d'une soupape de sûreté pourrait-elle anéantir ou du moins temporiser les conflits de valeurs et de pouvoir ? Claude RIVIÈRE (2000, *op.cit.*, p.122) ne disait-il pas que les **conflits de valeur** :

« ... ont pour cause l'hétérogénéité culturelle, laquelle est liée pour une part à des différences de revenu, mais s'y ajoute des différences ethniques, des différences d'instruction, des différences dans le degré d'eupéanisation, des différences de qualification professionnelle et sociale, des différences de statut officiel et légal. La guerre des religions entre catholiques et protestants au 16^e siècle énoncent des choix de valeur opposées. Actuellement, le Nigéria est déchiré par le clivage chrétien-musulman ».

De ce point de vue, la grande île n'est-elle pas aussi tiraillée entre laïcité et chrétienté ? Quant aux **conflits de pouvoir**, nous partageons aussi l'idée de Claude RIVIÈRE lorsqu'il dit que :

« Les conflits les plus importants dans les nouveaux Etats sont des conflits de pouvoir entre d'une part ceux qui le détiennent et qui le justifient comme émanant d'une volonté collective constituée, et d'autre part ceux qui souhaitent accroître le leur et ne disposent à l'heure actuelle que d'un contrôle restreint de l'un ou l'autre des éléments d'un statut supérieur : la force matérielle organisée (armée, police), une certaine richesse... ».

¹²⁰ RAHAJARIZAFY, R.P (1950), *Hanitra nentina-drazana*, Antananarivo p.19-22 cité par RAJAONA, S. (2000) *Takelaka notsongaina 2*, Editions Ambozontany, Fianarantsoa, p.295.

Ces deux formes de conflit, tantôt latentes tantôt manifestes ¹²¹, caractériseront pendant une durée indéterminée le mode de communication et l'espace politico-médiatique à Madagascar.

CONCLUSION – DISCUSSION

Transformer les citoyens malgaches en citoyens chrétiens ou les modeler dans un même moule religieux serait pour le moment une entreprise chimérique, et ce malgré le monopole des médias de masse du secteur public à fonction homogénéisatrice. Ainsi, ce n'est pas par hasard si LAZAR, J. (1991 : 196) ¹²² nous fait la remarque suivante :

« Les médias ont été souvent désignés comme le bouc émissaire de l'augmentation de la **violence**, de la contestation, de l'apathie du public ».

Par ailleurs, le débat houleux sur laïcité de l'Etat qui domine la scène politico-médiatique depuis plusieurs mois n'est-il pas en dernière analyse l'expression, comme cela se passe dans beaucoup de pays, de l'irréversibilité des « réseaux d'alliance entre Etat et religions monothéistes » ¹²³ ? En guise d'illustrations de ses études, RIVIÈRE, *op.cit.*, énumère plusieurs cas. Nous n'en retiendrons que quelques exemples. En Amérique du Nord, la conquête de la terre promise, nouvelle Jérusalem, et la réforme biblique servent au 18^e siècle de fondement idéologique de la nation américaine (*idem*, p.156). Même s'il se proclame libéral, le nationalisme est conservateur une fois acquise l'indépendance, et s'appuie sur la religion majoritaire dans le pays : catholicisme aux Philippines, islam au Soudan et au Pakistan, bouddhisme en Birmanie et en Thaïlande (*idem*, p.157). Madagascar n'en est

apparemment pas une exception. L'**attitude attestataire** par la FFKM à l'égard du Président après la Pentecôte 2005 en est une preuve tangible (voir à ce sujet *Les nouvelles* du 18/05/05 au titre évocateur, « L'Union sacrée réaffirmée entre le Chef de l'Etat et les églises chrétiennes »).

Lorsqu'une situation conflictuelle, sur fond de problèmes hétéroclites tels que la religion, la communication sociale et politique, la misère, secoue violemment et durablement une société unanimiste, celle-ci ne connaîtra que deux issues : ou bien le mutisme des opposants/des acteurs du contre-pouvoir débouche sur leur intégration temporaire au sein de l'appareil étatique (**sociologie de l'intégration**), ou bien le changement de régime s'effectue à l'aide de coup d'Etat institutionnel ou militaire, de révolutions (**sociologie de la révolution**). La gestion de l'information et de la communication se révèle alors d'une importance capitale dans une société où la **logique**

¹²¹ LARAMÉE, A. et VALLÉE, B. (1991) *La recherche en communication. Eléments de méthodologie*, Québec, Presses Universitaires du Québec, Télé-Université, p.70. A ces deux formes de conflit, ces deux auteurs ajoutent l'apathie, l'invasion culturelle, la diminution de l'esprit critique, l'augmentation du conformisme social.

¹²² LAZAR, J. (1991) *Sociologie de la communication de masse*, Paris, A. Colin.

¹²³ RIVIÈRE, C. (2000), *op.cit.* p.157. Cf aussi *L'express de Madagascar* du 19/05/05 ; *La gazette de la grande île* du 09/11/04 ; *Madagascar Tribune* du 16/02/04 ; *Le quotidien* du 20/12/04 ; *Midi Madagasikara* du 03/02/04 ; *L'express de Madagascar* du 11/04/05...

de l'affrontement prime sur la logique du dialogue (social).

Article 17 : Géographie culturelle des œuvres missionnaires dans les hautes terres centrales et développement régional de madagascar au début du XX^e siècle

Gil Dany RANDRIAMASITIANA

Université d'Antananarivo

INTRODUCTION

La charge sémantique du terme « mission » renferme des sèmes quasi identiques chez les islamistes et les chrétiens. Pour les premiers, ce mot renvoie à l'action de convertir, de recruter pour soi, de faire des prosélytes (Baubérot, J., 1968 :96)¹²⁴. Pour les seconds, il s'agit d'annoncer l'Evangile, d'enseigner, d'éduquer, de sanctifier, de conduire dans la voie évangélique de la justice et de la charité (*idem*). Après la révolution de 1789, on assista à un foisonnement de sociétés et d'instituts missionnaires : pères de Saint-Esprit, Missions africaines de Lyon, envoi de religieux dans les pays d'outre – mer,

¹²⁴ Baubérot, J. (1968) Missions, articles in Encyclopedia Universalis France. Paris : p. 93-103.

etc. En 1911, Schmidlin, J. créa à Münster la science de la mission ou la missiologie (*ibidem*, p.99).

Dès le XVII^e siècle, la partie méridionale de Madagascar recevait une mission extérieure¹²⁵ : 45 missionnaires allaient se succéder à Fort-Dauphin de 1648 à 1674. Décimés par le paludisme et continuellement harcelés par les autochtones, ils partirent avec tous les colons (Rakotondrabe, M. 1994 :8-9)¹²⁶. Notre étude porte essentiellement sur la deuxième génération de missionnaires, celle du XIX^e siècle et se propose dans un premier temps de délimiter le cadre théorique à savoir la géographie culturelle, l'activité missionnaire, les repères conceptuels du changement social et de la sociologie du développement. Dans un second temps, nous expliquerons la genèse et la concentration spatiale des œuvres missionnaires dans les hauts plateaux. Dans un troisième temps, nous analyserons les impacts socio-économiques de ce mode d'occupation spatiale, lequel a engendré des disparités régionales et un développement inégal au début du XX^e siècle. Dans un quatrième et dernier temps, nous tenterons de dégager l'ambivalence des œuvres missionnaires.

I.- CADRE THEORIQUE

Le cadre restreint de cet article ne nous permet pas de faire une revue de la littérature existante pour les références théoriques et les balises conceptuelles. Ainsi, nous n'utilisons que celles qui se rapportent directement à nos préoccupations.

I.1- Géographie culturelle

Vidal, de la B., un des principaux représentants de l'école française, retrace les composantes d'une géographie de la transmission culturelle :

« La géographie est la science des lieux et non des hommes mais l'analyse des genres de vie montre comment l'élaboration des paysages reflète l'organisation sociale du travail...

La culture est ... ce qui s'interpose entre l'homme et le milieu et humanise les paysages. Mais c'est aussi une structure généralement stable de comportements qu'il importe de décrire et d'expliquer... Vidal, de la B. est très sensible au rôle des habitudes¹²⁷ ... le genre de vie a des dimensions sociales et idéologiques qui sont indissolublement liées à son aspect écologique. » Claval, P. (1995 : 24)¹²⁸

¹²⁵ Mission effectuée dans les nations globalement regardées comme non chrétiennes

¹²⁶ Rakotondrabe, M. (1994), Les premiers catéchismes en langue malgache (1657, 1785 et 1841), Recherches et documents n° 918 du 23-08-1994, ISTP Antsiranana.

¹²⁷ Il en va de même chez Bourdieu, P. mais ce dernier utilise plutôt le terme « habitus ».

I.2- Activité missionnaire

Baubérot, J. (*op.cit.* p.97) définit les cinq axes majeurs de l'activité missionnaire :

- premièrement, l'activité missionnaires n'est pas une pédagogie du dehors ; en effet

« ... le missionnaire ne doit pas parler du dehors, à la façon d'un professeur ; il doit s'enfouir dans les profondeurs du tissu social, aller vers les pauvres – parce que le pauvre est « homme », rien de plus, sans pouvoir ni science, et rien de moins : il est le symbole de tout homme » ;

- deuxièmement, le missionnaire doit avoir le sens de l'empathie ¹²⁹ :

« ...il s'agit de dialoguer. La mission moderne n'est enseignement unilatéral mais effort pour une conversion mutuelle, tant des chrétiens que de leurs interlocuteurs » ;

- troisièmement, le missionnaire est chargé de réaliser ce qu'on appelle en anglais la *conscience awareness* puisqu'

« ... il s'agit d'éveiller l'humain. C'est le problème actuel du développement et de la prise de conscience. Le développement est l'avancée vers l'optimum de l'être par la médiation de tous les avoirs – nourriture, habillement, connaissances, éducation - nécessaires pour chaque peuple et pour chaque personne, en un temps donné, en vue de cette avancée... Mais le problème n'est pas simple : l'accumulation des avoirs peut, aussi bien que la pénurie, entraîner le sous – développement de l'être ».

- quatrièmement, il doit inculquer le sens de l'amour chez son interlocuteur puisqu'il est tenu de

« ... promouvoir l'amour. Dans le nouveau Testament, en effet, les dix préceptes se ramènent à deux, amour de Dieu, amour du prochain et les deux se ramènent au second. » ;

- cinquièmement, le missionnaire, même s'il porte la croix et la bannière, doit être persévérant et combatif car il doit

« ... montrer comment la mission s'inscrit dans la Croix glorieuse du Christ, révélatrice de ce que Dieu est pour les hommes ».

I.3- Théories du changement social et de la sociologie du développement

Les actions historiques, rassemblant ici les actions missionnaires et coloniales, s'intègrent dans le processus de transformations sociales. Nous abondons de ce fait dans le sens de Rocher, G. (1968 : 22-26) ¹³⁰ lorsqu'il dit que le changement social est

¹²⁸ Claval, P. (1995) la géographie culturelle, Nathan Université, Paris.

¹²⁹ Voir Beaudichon, J. (1999) La communication – Processus, formes et applications, A. Colin, Paris, p.143 ; Ferréol, G. et al. (1991) Dictionnaire de sociologie, A. Colin, Paris, p.78, etc.

« ... changement de structure qui résulte de l'action historique de certains acteurs ou de certains groupes à l'intérieur d'une collectivité donnée ».

Par ailleurs les éclairages foncièrement sociologiques du développement utilisent abondamment les concepts antinomiques tels que paramètres endogènes / exogènes (Balandier, G. 1971 : 78)¹³¹, dépendances périphéries/ centre (Samir Amin, 1973)¹³² et / ou système – monde (Schuurman, 1993)¹³³

II- GENESE ET CONCENTRATION DES ŒUVRES MISSIONNAIRES : LES CAUSES DE L'EVANGELISATION HOMOCENTRIQUE

L'histoire des lieux d'implantation des missionnaires nous apprend qu'il y a eu une forte concentration en Imerina et dans le Betsileo¹³⁴. La plus ancienne mission fut celle de la *London Missionary Society* (LMS). Fondée en 1795, elle arriva à Tamatave en 1818 ; David Jones et Thomas Bevan y diffusèrent la religion chrétienne puis ouvrirent la première école protestante de Madagascar à Manangareza. Après un séjour médical à l'île Maurice, Jones revient à Tamatave en 1820 en compagnie de Hastie. A la fin de cette même année, Jones ouvre la première école protestante d'Antananarivo¹³⁵. Les voyages de Chardenaux, de Lesage et de Hastie ouvrirent les portes de Tananarive aux Européens¹³⁶. Cet accès, il faut le rappeler, a été interdit aux étrangers. Radama Ier décréta l'officialisation de la graphie latine et de la prononciation anglaise grâce au concours du déserteur français Robin et du révérend anglais Jones. Cette double prise en compte des acteurs français et anglais comporte une forte valeur symbolique liée à

¹³⁰ Rocher, G. (1968) Introduction à la sociologie générale, vol.3, Le changement social, Points, Paris.

¹³¹ Balandier, G. (1971) Sens et puissance. Dynamiques sociales, PUF, Paris.

¹³² Amin, S.(1973), Le développement inégal, Minuit, Paris. Rocher, G. op.cit.p.238 : cette notion a été élaborée par Edward Shils, « Centre and Periphery », dans the logic of personal knowledge. Essays presented to Michael Polanyi, Londres, routledge and Kegan Paul, 1961.

¹³³ Schuurman, F.J. (1993) « Introduction : Development Theory, in the 1990's » in Schuurman,F.J. ed, Beyond the impasse. New directions in Development theory, Zed Books, Documentation en ligne.

¹³⁴ Esoavelomandroso, M. L'évangélisation des pays Betsimisarka à la fin du 19^e siècle, ronéo, Département d'Histoire, FLSH, Université d'Antananarivo, p. 1,4,36. Raison – Jourde, F. Le travail missionnaire sur les formes de la culture orale à Madagascar entre 1820 et 1885, ronéo, Académie Nationale Malgache, Antananarivo, p.22-23, etc.

¹³⁵ Esoavelomandroso, M. op.cit.

¹³⁶ Ralaimihoatra, E. (1969) Histoire de Madagascar, 2^e édition, Société Malgache d'Edition, Antananarivo, p. 158.

l'ouverture aux Européens. Après cette (pré) standardisation du malgache, les missionnaires anglais s'attèlent à la traduction de la Bible en malgache (1822-1835). La suspension de l'activité missionnaire et l'expulsion des étrangers ont eu lieu sous le règne de Ranavalona I^{ère} (1828-1861) qui fut une fervente gardienne des traditions¹³⁷. En stipulant la liberté religieuse et le droit d'établissement, le traité franco-malgache du 12 septembre 1862, qui a été signé sous le règne de Radama II (1861-1863), marque le libéralisme du roi éphémère, la reprise des activités missionnaires et le retour des Européens tels que Dupré, Ambassadeur français (26-07-1862), le Général Johnstone, ambassadeur britannique (18-08-1862), etc.

Plusieurs missions¹³⁸ s'installèrent à Tananarive : la Mission catholique en 1861, la Mission norvégienne en 1865, la Société des Amis en 1867. La société pour la propagation de l'Evangile arriva, à Tananarive en 1870, c'est-à-dire sous le règne de Ranavalona II (1868-1883). Protestante et baptisée le 21 février 1869, la reine fit construire la même année le temple du palais, fit brûler les amulettes et érigea le presbytérianisme en religion d'Etat¹³⁹.

L'influence anglaise était patente à tel point que les missionnaires anglais avaient pu convaincre la reine d'instaurer les principes de l'enseignement obligatoire. Toutes les missions et notamment les missions protestantes ont vu leurs taux de scolarisation augmenter¹⁴⁰ dans leurs zones d'implantation respectives¹⁴¹. Toutefois le nombre des missionnaires exerçant dans les hautes terres centrales augmente de façon spectaculaire¹⁴². Cela dit, voyons maintenant les faits qui ont poussé les missionnaires à rester à Tananarive ou la quitter.

¹³⁷ Fagereng, E. et Rakotomamonjy, M. (1963). *Tantaran'ny firenena Malagasy*, Edisiona Salohy, Antananarivo ; Randriamamonjy, F. (2001), *Tantaran'i Madagasikara isam-paritra*, TPFLM, Antananarivo, p.516-517 ; Ralaimihoatra, E. (op.cit.p.168-169), etc.

¹³⁸ Ralaimihoatra, E., op.cit., p.189, Fagereng, E. et Rakotomamonjy, M., op.cit, p.61, etc.

¹³⁹ Ralaimihoatra, E. idem, p.185 ; De Lavaissière, P. (1884) *Histoire de Madagascar, ses habitants et ses missionnaires*, Tome2, L. Victor, Lecoffre, Paris, p.158-159 ; Randriamamonjy, F. (2001), op.cit.p.541 ; Dina, J. (1996) « Ny niadohan'ny asa misiona loterana taty atsimon'i Madagasikara » in *Mélanges : le christianisme dans le Sud de Madagascar, 1846-1996*, p. 284, etc. Esoavelomandroso, M. op.cit. p.28 : Les représentants de l'Eglise du Palais évangélisaient en provinces, en créant les temples – écoles jusque dans les moindres villages.

¹⁴⁰ Fagereng, E. et Rakotomamonjy, M. idem : écoles protestantes : 100 000 élèves, écoles catholiques : 25 000 élèves. Buchsenschutz, P. (1938) *La mission luthérienne à Madagascar*, ronéo, Tananarive, p.7 : 30 000 écoliers en 1882. etc. Considérée comme une seconde forme de corvée (*fanompoana*), la population locale s'en méfiait au début. Les frictions entre les Français et les Anglais faisaient leur apparition.

¹⁴¹ Nous en reparlerons ultérieurement.

¹⁴² Esoavelomandroso, M. op.cit. p.5 cite des statistiques fournies dans *Madagascar et le protestantisme français*. Le passé, l'enquête, le devoir, p. 118 : missionnaires LMS en 1894 à Tananarive : 18, dans le Betsileo : 8, dans l'Antsihanaka : 3, dans le Sud-Est : 3

II.1 Causes externes

L'Imerina a été considéré par les Indépendants, les Jésuites et les Anglicans comme la «terre du pouvoir » (Raison-Jourde, F. *op.cit.* p.22). Ainsi, ils ont été amené à mettre en œuvre une stratégie commune car

« Tous ont essayé de se faire accréditer auprès du pouvoir... Pour eux, il s'agit de convertir les chefs pour convertir le peuple, car la diffusion des différentes formes de christianisme adoptées par les gouvernants ne peut être que favorisée par leur exemple. » Esoavelomandroso, M. *op. cit.*, p.8.

Terre de l'insalubrité et de la fièvre, la région du Betsimisaraka a été minimisée par les missionnaires de la LMS. Certains y ont succombé (*idem*).

Outre ces argumentations politico-religieuse et climatique, d'autres missionnaires, en l'occurrence le Mgr Cazet, évoquent « le manque d'ouvriers apostoliques ». (*idem*). Esoavelomandroso, M. cite la lettre envoyée par un officier merina, Jérôme, en poste à Tamatave en 1893 au Mgr Cazet dans laquelle l'expéditeur pose un problème de fond : Est-ce que l'Eglise Romaine fait un choix parmi les hommes pour en faire ses enfants ? Est-ce seulement dans l'intérieur, au Nord et au Sud que doivent aller les missionnaires catholiques ? (*ibidem* p. 7).

II.2 Causes internes

La bipolarisation ¹⁴³ apparente de la vie politico-religieuse (pôle protestant / anglais dominant et pôle catholique / français en quête d'extension), les guerres franco-merina en 1885 sur la côte nord ouest et en 1895 ¹⁴⁴, le droit aux propriétés foncières par les étrangers vigoureusement condamné par Ranaivalona III (1883-1896) ¹⁴⁵, l'hostilité et le mépris de l'aristocratie hova à l'égard des non-nobles ¹⁴⁶, les revendications françaises ¹⁴⁷ en juin 1883 suite au refus du premier ministre Rainilaiarivony, tous ces mobiles, ont quelque peu modifié le choix des points d'ancrage des missionnaires étrangers. Pour la Mission catholique :

« Le père Boudou considère que le temps est venu d'attaquer sans retard les

¹⁴³ Randriamboavonjy Razoharinoro. (1970) Soratra vavolombelon'ny tantara I. Ny fifandraisana tamin'ny vahiny hatramin'ny taona 1860 no mankany. Arsivam-pirenena, Antananarivo, p.94-95 ; De La Vaissière, P. *op.cit.* p. 227 ; Zorn, J.F. (1993) Le grand siècle d'une mission protestante. La mission de Paris de 1822 à 1914, Karthala. Les Bergers et les Mages, Paris, p.164, etc.

¹⁴⁴ Ralaimihoatra, E, *op.cit.*p. 200-203; Fagereng, E. et Rakotomamonjy, M. *op.cit.*, p. 64-66, etc.

¹⁴⁵ Ralaimihoatra, E. *ibidem*, p. 195-196

¹⁴⁶ L'endogamie, la succession intra-caste au royaume... en sont les preuves.

¹⁴⁷ Zorn, J. F., *op.cit.*, p.166: Fagereng, E. et Rakotomamonjy, M. *op.cit.* p.64;etc: Cession de Madagascar au nord du 16^e parallèle – droit de propriété pour les Français- Indemnité d'un million pour les héritiers de Laborde.

campagnes, projet retardé par les circonstances défavorables depuis la mort de RADAMA II. C'est bien cette nouvelle donne ... qui oblige les Jésuites à investir le monde rural à défaut de la capitale et ses élites et qui déclenche une vague de conversions parallèles à celle dont bénéficient les protestants ». Zorn, J-F (1993), op. cit. p. 165.

La Mission Norvégienne, ayant fait face à des difficultés en 1870, se posa la question

« ... s'il valait pas mieux chercher loin de Tananarive un nouveau champ d'activité ... »

Buchsenschutz, P. (1938:13) ¹⁴⁸.

Elle a alors mis le cap sur les côtes et le bas pays. Mais elle commet des résistances sur le sud et la côte ouest et

« ce n'est qu'en 1889 que les missionnaires de la côte ouest purent s'organiser administrativement comme dans l'intérieur » (idem, p.14)

Quant à la partie orientale, à Manambondro, au sud de Vangaindrano

« Il n'y avait pas de garnison houe, on ne savait rien des Européens, les gens se sauvaient en voyant le missionnaire » (ibidem)

En dépit des problèmes de climat (chaud et humide) et de santé (fièvre), l'abnégation des missionnaires portait ses fruits : évangélisation et scolarisation croissantes, résolution des barrières linguistiques, ouverture de stations, formation de formateurs (maîtres d'école), etc. (idem, p.15). Hogstad, fondateur de la station de Fort-Dauphin et Tou, fondateur de Manasoa sur l'Onilahy travaillèrent au sein de la Mission norvégienne et décidèrent de s'allier avec

- l'Eglise libre (*Free church*), une des branches après la scission de l'Eglise norvégienne d'Amérique (stations de l'Onilahy et du Mahafaly à l'Ouest) ;

- et l'Eglise Unie (*United Church*), laquelle a eu des stations chez les Tanosy et les Tandroy à l'Ouest (idem, p.30 et Dina, J. op.cit, p.233). Il est vrai que l'Eglise luthérienne d'Amérique augmentait de façon significative les dons pour la Mission luthérienne du Sud malgache (Buchsenschutz, P, op.cit.p.30) et que le travail missionnaire faisant des progrès mais le climat social et politico-religieux était loin d'être apaisé. La chute de Tananarive (30 septembre 1895) fut à l'origine de l'éveil du sentiment national et du mouvement *fahavalisme* ¹⁴⁹ (Zorn, op.cit. p.261) ou *tabataba* (Ralaimihoatra, E, op.cit. p.204).

Les répressions religieuses et les entreprises pacificatrices qui ont été menées sous la houlette de Galliéni (1887 – 1905) ¹⁵⁰ aboutirent au rétablissement progressif de la

¹⁴⁸ Buchsenschutz, P (1938) La mission luthérienne à Madagascar, Imprimerie Norvégienne, Tananarive.

¹⁴⁹ Buchsenschutz, P. op.cit,p.30 : « De 1897 à 1906 : sept missionnaires ... succombèrent prématurément, six durent être rapatriés » ; Ralaimihoatra, E. op.cit, p.204. « Les insurgés massacrèrent la famille du missionnaire Johnson et incendièrent les bâtiments de la mission à Arivonimamo » ; Raison – Jourde, F. (1991) Bible et pouvoir à Madagascar au 19^e siècle : invention d'une identité chrétienne et constitution de l'Etat, Karthala, Paris, p.804 : En outre, le « *mythe du mpaka fo* » (littéralement voleurs de cœur, de l'âme), « dévorant les forces vitales », faisait tâche d'huile aussi bien en villes qu'en campagnes.

liberté religieuse, à l'engagement du dialogue entre Galliéni et les agents de la Mission de Londres ¹⁵¹ .

Pour une meilleure localisation des sphères d'influence et des activités missionnaires, il est conseillé de lire Zorn, J-F, *op.cit*, p.145 et De Lavaissiere, P, *op.cit* p. 482 – 483.

III. PAYSAGE SOCIO-ECONOMIQUE : DISPARITES REGIONALES ET DEVELOPPEMENT INEGAL

III.1. Travail éducatif, ecclésial, médical et artisanal à deux vitesses

a.) Œuvre scolaire

- Ecoles primaires

- * élèves :

- L'Imerina comptant quelque 100.000 élèves (Ralaimihoatra, E, *op.cit* p.189) à la fin du 19^e siècle ;

- l'Imerina avait déjà 2309 élèves en 1828 (Boiteau, P, 1982, p.100 ¹⁵² et Fagereng, E. et Rakotomamonjy, M., *op.cit*. p.41) ;

- Mahanoro (Tamatave) avait 300 élèves en 1887 (Esoavelomandroso, M, *op.cit*,p.13) ;

- Tamatave avait 1220 élèves de 1886 en 1893 (*ibidem*, p.10) ;

- en 1895, les missions luthériennes avaient 37.220 élèves (Buchsenschutz, P., *op.cit*. p.26) ; elles en avaient 9993 en 1937 dans sa principale zone d'implantation, c'est-à-dire le sud (*ibidem*, p.34) ;

Tableau 1

¹⁵⁰ Ralaimihoatra, e. *Op.cit*, p 209 – 228 ; Augagneur, U, 1920, Erreurs et brutalités coloniales, Ed. Montaigne, Paris.

¹⁵¹ Zorn, J – F *op.cit*, p.261.

¹⁵² Boiteau, P (1982) Contribution à l'histoire de la nation malgache, Ed Sociales, Paris, Fagereng, E. et Rakotomamonjy, M, *op.cit*. p.74 ; Esoavelomandroso, F. (1976) « Langue, culture et colonisation à Madagascar : malgache et français dans l'enseignement officiel 1916 – 1940 » *Omaly sy Anio*, 3 – 4, p.105 – 165. Ils donnent un aperçu sur les modes de fonctionnement et la structure des écoles pré-coloniales et coloniales.

Diapir
 des
 lire
 1906
 1906
 Imerina
 1907A
 355
 1907
 1906
 Betsileo
 1907S
 1906
 Betsileo
 1906
 en
 Sihanaka

Madagascar Times, n°17, février 1885

* écoles :

- Antananarivo avait déjà 204 écoles en 1828 (Randriamamonjy, F, *op.cit* p.514) ;
- Les missions luthériennes n'en avaient que 146 en 1937, c'est-à-dire 99 ans plus tard (Buchsenschutz, P, *op.cit*.p.34)
- A Fort-Dauphin, il y avait 20 écoles à la fin du 19^e école (*ibidem*, p.31) ;
- L'Imamo, le Betsileo et le Vonizongo avaient 14 écoles en 1828 (Boiteau, P, *op.cit* p.100)

* maîtres :

- l'Imerina en avait 44¹⁵³ en 1828 (idem) ;
- vers la fin du 19^e siècle, Fort-Dauphin avait 2 instituteurs français (Buchsenschutz, P, *op.cit*.p30 – 31).

De toute façon, la supériorité numérique des instituteurs et des écoliers d'origine merina est inconstatable, à preuve :

« en 1928, 668 instituteurs malgaches sur 1098 sont Merina et dans les écoles excentriques, 1469 élèves sur un total de 2661 sont de cette même origine ethnique ou géographique » (Esoavelomandroso, F, 1976, *op.cit*.p.140).

b. Œuvre religieuse

* églises :

- Pour le cas de Tamatave, il existait une multitude de temples-écoles dans les

¹⁵³ Latsaka, A. (1982 : 77) cité par Clignet, R et Ernst, B. (1995), L'école à Madagascar, Evaluation de la qualité de l'enseignement primaire public, Karthala, Paris, p.55 : Latsaka cité un autre chiffre pour la même époque en Imerina : 148 instituteurs.

villages en signe de respect au royaume chrétien de Ranavalona II. Les temples et les écoles bien organisées étaient uniquement l'apanage des chefs-lieux ¹⁵⁴ de gouvernement (Esoavelomandroso, M, *op.cit*.p.24) ;

Tableau 2

Mission
Luthérienne
en
1937
Missions
Américaines
Duff-Durphy
NLCA
LMB

L'intérieur ou le centre rassemble les régions des Betsileo, des Bara, de la Forêt – La côte Est comporte les régions de Manakara jusqu'à Manambondro – La côte Ouest regroupe les régions de Morondava jusqu'à Tuléar. La quatrième circonscription de l'Eglise luthérienne relève de l'Eglise Luthérienne unie d'Amérique (NLCA) ; sa cinquième circonscription relève de l'Eglise luthérienne libre (LMB) (Buchsenschutz, P, *op.cit*.p.32, 34) ;

- Quatre églises protestantes en pierre (*tranovato*) ¹⁵⁵ furent construites en Imerina (Ambatonakanga, Ambohipotsy, Faravohitra, Ambanin'Ampamarinana) à la mémoire des martyrs qui ont été torturés en ces lieux.

*** missionnaires :**

- De 1886 à 1894, le nombre des missionnaires ayant travaillé dans les régions de Tananarive et de Fianarantsoa est passé de 146 à 443 ¹⁵⁶. Ces chiffres sont éloquentes ;

- Tamatave n'avait que 3 missionnaires travaillant dans le cadre de la Mission catholique en 1894 et 3 de la Mission anglicane avant 1895 ; l'Antsihanaka n'en avait que 3 à la même époque (*ibidem*, p.5) ;

- La mission luthérienne au sud de l'île comptait au total 140 missionnaires en 1937 (Buchsenschutz, P, *op.cit*. p.34)

*** chrétiens :**

- La crainte de la « corvée religieuse » (*fanompoam-pivavahana*) ¹⁵⁷, la condamnation chrétienne de toutes formes de discrimination (raciale ...) expliqueraient en

¹⁵⁴ *ibidem*, p.27, : Les onze districts avaient chacun son église : Boiteau, P. *op.cit*.p.165 : en 1868, la LMS a construit 150 églises.

¹⁵⁵ LA LETTRE MENSUELLE DE JURECO, LMJ, mai 1997, n°125, 11^e année, « 130 ans d'Evangile » Antananarivo, p 40 – 41.

¹⁵⁶ Suau, p. La France à Madagascar au XIXe siècle, t.II, p.319 cité par Esoavelomandroso, M, *op.ci*.p.4

¹⁵⁷ Boiteau, P. *op.cit*, p. 165 et 167

partie l'adhésion massive au christianisme ; de 1867 à 1863, le nombre des convertis passait de 21.000 à 30.000 (*ibidem*, p.165) ; en 1872, ils étaient au nombre de 253 000 (*ibidem*, p.166). Selon Fagereng, E, et Rakotomamonjy, M. (*op.cit.*p.61), le nombre des fidèles des églises protestantes s'élevait à 300.000 en 1897 et celui des églises catholiques à 70.000 à la même époque.

- Même s'il y a eu la séparation des affaires religieuses des affaires étatiques en 1913 et l'autorisation spéciale d'acquisition de terrain pour construction d'églises, le nombre des chrétiens¹⁵⁸ ne cesse d'augmenter : 591.000 en 1895, 950.000 en 1930 dont 127.293 luthériens¹⁵⁹, 1.760.000 en 1955, Certes, l'ébranlement du paganisme¹⁶⁰ fut un fait indiscutable mais

« ... le vieux Sakalaves constatèrent avec mélancolie que les croyances des pères n'étaient plus respectées ».

Et la survivance du syncrétisme malgache (en l'occurrence le *fitampoha* pour les sakalava ou le *Fandroana* pour les merina)¹⁶¹ était réelle. Par ailleurs, la reine, par l'entremise de son porte parole en 1835, était ferme en ce qui concerne l'interdiction aux missionnaires de porter atteinte aux us et coutumes du pays (Randriamamonjy, F, *op.cit.*p.516)¹⁶².

* écoles du dimanche et écoles pastorales :

Il y en avait en Imerina et dans le Betsileo, à Tamatave et dans le Sud de l'île¹⁶³.

c. Œuvre médicale

- A Tananarive, la construction de l'hôpital de Befelatanana a eu lieu en 1896. A la même époque, la LMS attribuait à l'Etat l'hôpital de Soavinandriana. En 1899, les patients devaient payer les frais médicaux au responsable financier de l'Assistance Médicale Indigène. Le docteur VILLETTE assurait la formation à l'Ecole de Médecine. De nombreux établissements spécialisés firent leur apparition : écoles des sœurs de Cluny, *Normal School*, Institut Pasteur d'Ambatofotsikely (Fagereng, E. et Rakotomamonjy, M. , *op.cit.* p. 74 – 75 ; Ralaimihoatra, E. , *op.cit.* p.189 , etc ...). En outre, la province de Tananarive

¹⁵⁸ Fagereng, E. et Rakotomamonjy, M. , *op.cit.* p.75.

¹⁵⁹ Buchsenschutz, P. *op.cit.* p.34.

¹⁶⁰ *Ibidem*, p.28. Cf aussi DESCHAMPS, H. (1972) Histoire de Madagascar, Editions Berger-Levrault, Paris, p.312 et M'BOKOLO, E. (1985) L'Afrique au XX^{ème} siècle. Le continent convoité, Edition du Seuil, Points, p.45.

¹⁶¹ Dina, J.*op.cit.* p.284; Decary, R, (Novembre 1968), « L'activité missionnaire à Nosy-Be en 1847 » in Bulletin de Madagascar n°270, p.982, apporte une lettre du Père Finaz en juin 1847 dans laquelle celui-ci dit que les peuplades de Nossi-Be « reconnaissent un seul Dieu et ont quelques superstitions... ».

¹⁶² Raharijaona, H., (Février 1969), « Codification, coutumes et développement » in Bulletin de Madagascar. n°273, p.194. Il cite l'article 263 du code des 305 articles dit Code de 1881 qui fait mention de cette disposition.

¹⁶³ Buchsenschutz, P. , *op.cit.* p.34: 1 école pastorale et 1412 écoles du dimanche.

disposait de quatre hôpitaux supplémentaires (à Fenoarivo, à Arivonimamo, à Ambatolampy et à Tsinjoarivo) en 1901 (Ralaimihoatra, E. *ibidem*, p.233)

- Dans les provinces de Fianarantsoa et de Tuléar, les missions luthériennes ont ouvert deux léproseries dont 1 à l'intérieur et 1 à l'ouest et deux hôpitaux dans les mêmes lieux (Buchsenschutz, P *op.cit*,p.34) . Il y avait aussi à l'intérieur un institut d'aveugles (*idem*).

d. Œuvre artisanale (et manufacturière)

- L'ouverture aux étrangers en général et l'anglophilie en particulier de Radama 1^{er} ont permis à une vingtaine de jeunes malgaches de suivre des cours d'initiation aux divers métiers aussi bien en Angleterre qu'à l'île Maurice conformément à l'une des clauses du traité de 1820. Dès son installation à Tananarive à la même année, la LMS fit venir quatre ouvriers-missionnaires : un charpentier, un forgeron, un tisserand et un tanneur-coordonnier. Quatre ans plus tard, en 1826, deux autres arrivèrent ; l'un, qui s'appelait ., était chargé de la formation à l'Ecole artisanale d'Ambatonakanga où il avait plus de 600 apprentis. Du côté français , Louis Legros, constructeur de bâtiments et entrepreneur, construisit le palais royal de Soanierana (Fagereng, E. et Rakotomamonjy, M. , *op.cit*. p. 41 – 42 ; Boiteau, P. *op.cit*. p.95 ; Randriamamonjy, *op.cit*. p.606)¹⁶⁴ .

En somme, nous avons eu à Madagascar des œuvres missionnaires à deux vitesses également car, comme nous le rappelle Esoavelomandroso, M, *op. cit*. p.8, « le centre du royaume est favorisé alors que la périphérie est sacrifiée » . Les hauts plateaux ont eu des avantages en matière d'infrastructures, d'éducatons religieuse, scolaire, artisanale et médicale.

III.2. La mission au service de la colonisation

Aux actions historiques de la mission s'ajoutent celles de la colonisation. Mais la colonisation commençante lança deux formes d'appel à collaboration aux missions, l'une explicite, l'autre implicite. En fait, Galliéni a demandé expressément à la Société des Missions évangéliques de Paris de

« ... relayer les missions anglaises qui quittèrent la grande île en 1897 en remettant temples et écoles à des Français ».

(Ralaimihoatra, E.*op.cit*,p.234)

La seconde forme de collaboration est plutôt indirecte puisque

« ... le loyalisme des missionnaires étrangers à l'égard des autorités française a toujours été effectif et a même été reconnu par les autorités françaises successives :

- avant l'arrivée du Général Duschene, ils ont prêché le calme et la soumission ;
- au résident Laroche, il ont fourni des renseignements sur les mouvements des rebelles ;

¹⁶⁴ On mentionne aussi parmi la liste des pionniers de l'œuvre artisanale et manufacturière, le jardinier et botaniste tchèque Bojer (Boiteau, p. *op.cit*). Des animaux et des plantes d'origine européenne furent également introduites à cette époque (*idem*).

- avant le décret de Galliéni, ils ont introduit le français dans leurs écoles. Rapport pp ; 8- 10 » (Zorn, J-F, op.cit.p.204)

III.3. Relations économiques essentiellement bilatérales

Il faut noter que les 2 formes de collaboration entre ces deux missions dites non-coloniales et coloniales s'étendaient à d'autres domaines tels que les travaux publics, l'économie, etc. Afin de réduire le coût exorbitant du transport à dos d'homme entre Tananarive et Tamatave et d'assurer le transport des produits importés ou exportés au port de Tamatave, du riz, etc., Galliéni avec l'aide de la société des Batignolles, la Société des militaires et la Mission Roques, construisit le chemin de fer reliant Tananarive – Tamatave (Ralaimihoatra E, op.cit p.237). Dans ce même ordre d'idées, Galliéni supprima les droits de 10% sur les produits français et demanda à la Maison de Lyon de fabriquer des tissus de « type anglais » mais à bas prix. Le réseau routier reliant Fort-Dauphin à Diégo fut achevé en 1900. Au début du XX^e siècle, Madagascar, était un vaste chantier de construction et d'exploitation : agriculture au stade familial, culture de subsistance au centre, petites plantations complétées par la cueillette des produits forestiers à l'est, pastoral à l'ouest, pratique généralisée de métiers fondés sur l'emploi de matières premières locales, exploitation minière se limitant quasi exclusivement à celle de l'or dont on surévaluerait les réserves (*ibidem*, p.235)

Devant prouver « les bienfaits de la civilisation » ¹⁶⁵ comme en Afrique occidentale (en Algérie, en Tunisie au Maroc) tout en étant soucieuse transformer économiquement la grande île de façon qu'elle devînt un marché français, la France a réalisé des progrès économiques ¹⁶⁶ tangibles à Madagascar mais le but (non)avouable était

« ... de l'ouvrir largement aux colons, et de satisfaire les besoins de la population en développant son commerce avec la France. Cette politique réservait la priorité aux échanges » (Ralaimihoatra, E. op.cit p.235).

En dépit de la mainmise commerciale des Anglais, des Allemands et des Américains à Tamatave, les relations économiques et commerciales des Malgaches sont pour l'essentiel tournées vers la métropole. Il est clair que la bourgeoisie malgache de l'époque était gênée dans ses activités par le régime colonial (Boiteau, P, op.cit.p.289). De surcroît, les disparités économiques régionales étaient manifestes. A titre d'exemples, citons la délivrance de patentes par province en 1925 :

Tableau 3

Madagascar
1925

¹⁶⁵ Grosclaude, E. (1913), Les progrès de Madagascar – Conférence faite à l'école coloniale le 25 février 1913, ronéo, Tananarive, p.23.

¹⁶⁶ *Ibidem*, p.19 – 26, Boiteau, P. op.cit p.194 – 357 ; Ralaimihoatra, E. op.cit. p.235 – 240, etc.

(*ibidem*, p.289)

Second exemple : parmi les 300 personnalités malgaches des secteurs industriel, commercial et tertiaire que cite l'Annuaire Noria, il y en a 197 qui résident à Tananarive, 18 à Antsirabe et 12 à Ambositra ; par conséquent, les cinq sixièmes environ de la bourgeoisie malgache seraient localisées dans les hautes terres centrales (*idem*).

III.4. Espaces humanisés et espaces délaissés

Que pouvons-nous tirer de toutes ses actions historiques et transformatrices dont les protagonistes ont été les missionnaires et les colonialistes français ? Par rapport à leurs modes d'occupation spatiale/régionale, il se trouve que sur les Hautes terres ¹⁶⁷,

« Là, de nombreux temples et églises sont érigés, d'importantes œuvres de bienfaisance (hôpitaux, léproseries) créées, de multiples ateliers montés et plusieurs écoles implantées, dont les plus prestigieuses forment les fonctionnaires royaux et les évangélistes ».

(Esoavelomandroso, M, op.cit, p.3)

Hormis quelques pôles économiques régionaux, il arrive encore que les hautes terres figurent parmi les pôles économiques prioritaires. Ainsi, les espaces sociaux entourés (spirituellement, intellectuellement et matériellement) ont connu un essor comparativement aux espaces sociaux délaissés ¹⁶⁸.

IV. LA FACE CACHEE DU MIROITEMENT

¹⁶⁷ Fianarantsoa, signifie littéralement lieu où l'on apprend (facilement) les bonnes choses. Par ailleurs, de nombreux témoignages sont élogieux à l'égard des Hovas vers la fin du XIXe siècle : - Mayeur cité par Grandidier, A Congrès des sociétés savantes, 18.04.1896, Paris in Boiteau, P. op.cit p.70 : « Le sol de ces montagnes qui sont entièrement nues et arides, et ce n'est qu'au prix d'un travail pénible et opiniâtre que le Hova, qui n'épargne pas leur peine, arrivent à en tirer parti ; leur activité, leur persévérance, leur habileté à diriger les eaux nécessaires à l'irrigation des rizières sont tout à fait dignes d'éloges » ; - Chapus, G.S. « quatre vingt années d'influence européennes en Imerina », Bulletin de l'Académie malgache, 1925 : capacité d'extraction de fer des gisements abondants, habileté dans l'industrie des métaux, aptitude à forger du fer dans les brasiers, tissage des rabanes et de chapeaux par les femmes, fabrication des nattes et surtout des étoffes de coton et de soie grossière et du fameux *lambarena* dont les Imeriniens se servent pour ensevelir leur morts ; - Copalle, 14 juin 1825, cité par Boiteau, P. op.cit. p.100 : soif de connaissances, soif de lire, d'être scolarisé sans distinction d'âge ; -L'opinion publique, n°64 du Jeudi 18 Février 1892, P.1. Article Signé Par Demos, cité Par Esoavelomandroso, M, op.cit, p.36. Le journaliste parle des Anglais et des Français qui envoient des instructeurs en Imerina en ces termes : « ils cherchent à qui mieux mieux , à se faire bien venir ou à diriger la puissance dominante, en se consacrant exclusivement à elle. Tout pour Tananarive et les Hovas, tel est le mot d'ordre suivi par tous les instructeurs européens ; à eux seuls la science à tous les degrés, tandis que les autres indigènes, ne peuvent dépasser l'instruction la plus élémentaire » ;

¹⁶⁸ On pourrait établir une certaine analogie avec ce qui s'est passé dans la région de Stanleyville (Congo) au temps de la colonisation : « d'un côté les civilisés kisungu selon la conception des Européens, d'un autre côté, les traditionalistes kisendji selon le désir des ancêtres. Balandier, G, 1971, op.cit.p.271

IV.1 Mutisme de complicité, corruption et mercantilisme

Nul ne peut contester le processus social enclenché par les secteurs principaux du changement social au début du 20^{ème} siècle à Madagascar : le taux de mortalité a considérablement chuté grâce au progrès de la médecine ; le nombre d'habitants est passé de ce fait de 2 500 000 en 1900 à 5 600 000 en 1962¹⁶⁹ - la fréquentation scolaire a augmenté : on est passé de 146 000 élèves en 1882 à 171 000 élèves en 1945,¹⁷⁰ etc. Richemont¹⁷¹ à parfaitement fait le point de la situation :

« Nous ne nous présentons pas en conquérant, notre Entreprise a le véritable cachet de l'époque, civilisatrice, pacifique, industrielle et commerciale ; elle répond aux vœux de notre commerce, comme aux besoins de Madagascar. »

Toutefois, n'y a-t-il pas acte anti-missilogique lorsque

« Les Anglais ne disent mot des entrepôts qui occupent le bas du palais de Manjakamiadana... on y entasse les marchandises de la douane (Atam, D. Laffont, 116b, 1872). Ils ne sont pas sans savoir l'aspect mercantile des activités des grands, mais ne les évoquent jamais, gênés qu'ils sont à l'idée que bien des cadres chrétiens sont aussi gros propriétaires d'esclaves ou prêtent de l'argent à des taux usuraires . Eux –mêmes s'enracinaient dans le monde de la boutique, mais ils ont, en venant à Madagascar, réussi une promotion sociale ». (Raison- Jourde, F. 1991, op.cit, p.657).

ou encore lorsque :

« ... ces Merina, officiers, soldats, commerçants ou cadets de famille venus superviser l'exploitation de leurs domaines... érigent un temple, par nécessité ou par habitude, là où ils vivent...l'effort d'évangélisation entrepris par l'oligarchie merina risque de ne toucher que les Merina ». (Esoavelomandroso, M. op. cit. p.22)

IV.2 Disproportion numérique et régionale des agents d'évangélisation

La missiologie en soi est un acte philanthropique, charitable mais les missionnaires ont été, nous l'avons vu, inégalement répartis or ils ont été de véritables agents de changement ; ces agents d'évangélisation constituent en un certain sens : « ...les acteurs et les groupes dont l'action est animée par des buts, des intérêts, des valeurs, des idéologies qui ont un impact sur le devenir d'une société ». (Rocher, G. 1968, op.cit.p.26)

¹⁶⁹ Fagereng, E. et Rakotomamonjy, M., op.cit, p.75

¹⁷⁰ Boiteau, P. op. Cit. p. 302

¹⁷¹ Richemont, Rapport au Conseil d'Administration du 1^{er} juillet 1863 cité par Girault, R. (1952) La charte Lambert et la pénétration économique des français à Madagascar pendant le second empire, Mémoire en vue de l'obtention du Diplôme d'études supérieures d'Histoire sous la direction de Julien, Ch. A. p.237.

IV.3 Christianisme et progrès universel : entre déstructuration et restructuration sociales

Quelles lectures pourrait-on faire de ces mutations survenues dans la société malgache ? L'apparition du salariat (Boiteau, P. *op.cit.* p.166), l'attraction par l'éclat de la prospérité matérielle (Raison-Jourde, F, 1991 : 645), l'attribution d'une trentaine de concessions à des étrangers (Boiteau, P. *op.cit.* p.194), le capitalisme européen subordonnant tout aux profits et pertes (Raison-Jourde, F, *idem.* p. 657-658) n'ont-ils pas eu un effet axiologique de taille ? Les valeurs ancestrales reposant sur l'entraide, le *fihavanana* sont-elles compatibles avec ce matérialisme et cet individualisme¹⁷² naissants ? Comment intégrer les quatre coins de l'île au processus de modernisation¹⁷³ lorsqu'il y avait à cette époque une hétérogénéité de profils économiques des régions ? La société malgache étant une société (en grande partie) évangélisée et par la suite colonisée, elle a souffert au moins de trois obstacles/ faiblesses : « c'est une société périphérique, déséquilibrée et inhibée » pour reprendre les mots de Rocher, G. (1968, *op.cit.* p.238-240) *Primo*, périphérique ou plutôt périphérique à deux niveaux puisque la société malgache est d'abord à la périphérie d'un cercle dont la société colonisatrice métropolitaine serait le centre¹⁷⁴, ensuite, les espaces faiblement humanisés se trouvent aux alentours des espaces « fortement » entourés et représentés globalement par les hautes terres. *Secundo*, déséquilibrée car, nous l'avons analysée, elle comporte des secteurs diversement développés, le reste de la société demeure en outre traditionnelle au sens plein du terme. Ce qui entraîne une certaine désorganisation de celle-ci¹⁷⁵. *Tertio*, inhibée puisqu'elle pâtit d'un sentiment d'infériorité et d'incapacité, s'agrippant sur le passé, le mythe ou l'utopie ; c'est le « retraitisme » ou l'immobilisme dont parle les psychologues sociaux. On s'exprime aussi dans le langage du développement par *wait and see* pour décrire cette situation.

POUR CONCLURE

Reconnaissons que les acteurs sociaux de l'évangélisation et de la colonisation ont accompli une tâche sociale importante. La tangibilité du progrès socio-économique au début du 20^{ème} siècle est néanmoins teintée de « centralisme », de « préférences régionalistes ». Le développement inégal des régions¹⁷⁶ et la recomposition des couches sociales (*idem*, p. 274) de l'époque semblent imprimer des résurgences contemporaines.

¹⁷² Balandier, G. *op.cit.* p.223

¹⁷³ Rocher, G. *op.cit.* p.190

¹⁷⁴ Voir la note 9

¹⁷⁵ Malgré la destruction de l'hégémonie hova, la francisation de ce qui était hova et anglais (Ralaimihoatra, E. *op.cit.* p. 212, 233), les efforts de démolition des structures traditionnelles (*idem*, p. 238) ... la politique d'assimilation menée par Gallieni a échoué.

¹⁷⁶ Balandier, G. *op.cit.* p. 221.

Du fait que le christianisme « détermine l' a - normalité des autres manières de faire et de penser » (Raison-Jourde, F. 1991 : 633), il revêt alors un caractère aliénant. Esoavelomandroso, M. op.cit. p.31 partage aussi l'opinion de F. Raison-Jourde, citée ci-dessus. Mais en réalité, les valeurs chrétiennes transmises par les évangélistes, l'appréhension nouvelle du monde et le développement de la rationalité aux plans pragmatique et cognitif transmis par les instituteurs et les formateurs à l'école ont, intrinsèquement, une dimension quasi paradoxale :

- d'un côté, ces enseignements socialisent

« ... à des normes universalistes et spécifiques de jugements et de rapports sociaux ». (Rocher, G. op.cit. p.207)

- de l'autre, ces enseignements en général et les écoles en particulier constituent un instrument d'émancipation des colonisés lettrés puisque

« l'école leur fournit les armes linguistiques, techniques, et intellectuelles nécessaire pour contester la domination politique de la France ». (Bakary, T. D. 1993 : 77) ¹⁷⁷

Il n'est pas étonnant dans ces conditions qu'à l'aube « civilisatrice » ¹⁷⁸ de la colonisation une minorité agissante (Moscovici, 1970 cité par Fischer, G.N, 1992 : 210 et 221-222) ¹⁷⁹ d'intellectuels (les fonctionnaires, les employés de commerce, les jeunes des Ecoles de médecine et Le Myre de Vilers recrutés au sein de la VVS...) voire de religieux (le pasteur Ravelojaona, le père Venance Manifatra...) malgaches donnait du fil à retordre aux colonisateurs.

La conception de Weber ¹⁸⁰, qui considère la sociologie comme science de l'histoire comparée et explicative, s'est particulièrement révélée féconde dans cette modeste contribution à l'étude des répercussions de la dynamique sociale au début du XX^e siècle, laquelle fut savamment orchestrée par les missionnaires du XIX^e siècle et par les métropolitains jusqu'à l'octroi de l'indépendance de Madagascar.

¹⁷⁷ Bakary T.D. (1993) « Systèmes éducatifs, stratification sociale et construction de l'Etat » in Daniel, C. et Kirk-Greene, A. A. (sous la direction de), 1993, Etats et sociétés en Afrique francophone, Economica, Paris. p. 71-87.

¹⁷⁸ Moumouni, A. (1964) L'éducation en Afrique Maspéro, Paris, p.54 cité par Bakary,T.D. idem, p. 74. Il rapporte les propos du gouverneur général Paul Brévié : « Le devoir colonial et les nécessités politiques et économiques imposent à notre œuvre d'éducation une double tâche : il s'agit d'une part de former des cadres indigènes qui sont destinés à devenir nos auxiliaires dans tous les domaines, et d'assurer l'ascension d'une élite soigneusement choisie, il s'agit, d'autre part, d'éduquer les masses, pour la rapprocher de nous et transformer son genre de vie... », souligné par nous, voir I.1,2,3. Galliéri a aussi tenu le « même » langage en 1896 à Madagascar.

¹⁷⁹ Fischer, G.N. 1992, La dynamique du social : violence, pouvoir, changement, Dunod, Paris.

¹⁸⁰ M, WEBER (1963) Le savant et la politique, Coll.10/18, Paris, p.45.

Bibliographie

- AUBER, J. (1955) Histoire de l'océan indien, société lilloise d'imprimerie de Tananarive, Tananarive.
- BAVOUX, C. (Année universitaire 1993-1994), Description du français et de la francophonie à Madagascar, Doctorat nouveau régime en Etudes créoles et francophones, Université de Provence et Université de La Réunion.
- BOUDON, R. et al. (1990), Dictionnaire de sociologie, Les référents, Larousse, Paris.
- CALVET, J-L. (2000) "Villes, îles, (socio) linguistique: des fenêtres sur une linguistique chaotique ?"
- CAMILLERI, C. et COHEN-EMERIQUE, M. (1989) Chocs de cultures concepts et enjeux pratiques de l'interculturel, l'harmattan, Paris.
- CHAUDENSON, R. (2000) "Situation et avenir du français - Quelques aperçus non-conformistes" in Année Francophone Internationale 2000, p 313-314
- FERREOL, G. et NORECK, J-P. (1996), Introduction à la sociologie, Cursus, A. Colin, Paris.
- GAS, V. (1999) "Francophonie – Les francophones dans le monde" in Madagascar Tribune n°3225 du 14 Août 1999, Antananarivo p.19.
- HOOKOOMSING, Y.V. (2000) "Les îles du sud-ouest de l'océan indien: un archipel francophone de pays pluriels" article sur Internet "Francophonie et Indianocéanité", Université de Maurice.

- JAVEAU, C. (1997) Leçons de sociologie, A.Colin, Paris. p.18-21.
- JUDGE, A. (1996) "La Francophonie: mythes, masques et réalités" in JONES, B. et al. (1996) Francophonie: mythes, masques et réalités – Enjeux politiques et culturels, Publisud, Paris, p.45-66.
- KÖHLER, V. (1997) "A propos du dialogue des cultures" in Développement et coopération, DES, Berlin, p.14-17.
- LALLEMENT, M. (1993) Histoire des idées sociologiques, Tome 1, CIRCA, Nathan, Luçon.
- LEVI-STRAUSS, C. (1971) "Race et culture", Revue internationale des sciences sociales, volume 23, 1971, n° 4, p.655 in BACKES-CLEMENT, C. (1974) Lévi-strauss ou la structure et le malheur, Seghers, Philosophie, p. 193.
- MENDRAS, H. (1975) Eléments de sociologie, A.Colin, Paris, p.214-215 et 217.
- MEITINGER, S. et CARPANTIN MARIMOUTOU, J-C (1998), Océan Indien – Madagascar, La Réunion, Maurice, Omnibus, Paris.
- MERCIER, P. (1971) Histoire de l'anthropologie, P.U.F, Paris
- PROFITA, S.J.P.P. (2000) Malgaches et Malgachitude, A Fianarantsoa.
- RABARIJAONA, B. et al. (1999) Voyage au cœur du malgache, sous presse.
- RABENORO, I. et RAJAONARIVO, S.(1997) "A l'aube du 21^è siècle, quelle politique linguistique pour Madagascar" in MOTS, Les langages du politique n° 52, Numéro intitulé Politiques linguistiques, Presses de la fondation des sciences politiques, p.105-119.
- RAHARINJANAHARY, S. (2000) "L'identité malgache dans la civilisation mondiale" – Atelier : Mondialisation et identité malgache in Actes du colloque L'identité malgache dans la civilisation mondiale du 21^è siècle, 10-12 Avril 2000, I.C.M, Antananarivo. P.49-92.
- RALAIMIHOATRA, E. (1969), Histoire de Madagascar, Deuxième édition, Hachette Madagascar, Tananarive.
- RAMIANDRASOA, F. (1975) Atlas historique du peuplement de Madagascar, F.T.M, Antananarivo.
- RAMIARAMANANA, D.B. (1973) Le problème de la francophonie à Madagascar – Négritude africaine – Négritude Caraïbe, Edition de la francité.
- RANDRIAMAROLAZA, L.P. (1990) "Etre malgache en situation pluriculturelle: la problématique de Ny mpanolo-tsaina 1900-1930" in Actes du séminaire national de réflexions sur l'enseignement du malgache dans le monde pluriculturel d'aujourd'hui, Université d'Antananarivo, du 10 au 15 décembre 1990.
- RANDRIAMAROLAZA, L.P. (1996) " Le français dans le système éducatif malgache: pierre d'achoppement d'une politique linguistique nationale implicite ? " in Actes de séminaire régional pour l'Océan Indien – L'enseignement du et en français: une stratégie du multilinguisme, du 5 au 12 décembre 1996, Antananarivo.
- RANDRIAMASITIANA, G.D. (1999), "Biculturalisme franco-malgache et l'uniformisation culturelle: allégeances et antagonismes" – Table ronde 2: Uniformisation culturelle et revendications identitaires – in Actes du colloque "La francophonie internationale et la

mondialisation: un univers de réseaux", du 25 au 26 mars 1999, Université de Moncton (non présentée, sous presse).

RANDRIANARISOA, P. (1967) Madagascar et les croyances et coutumes malgaches, Association nationale des écrivains d'expression française, Paris

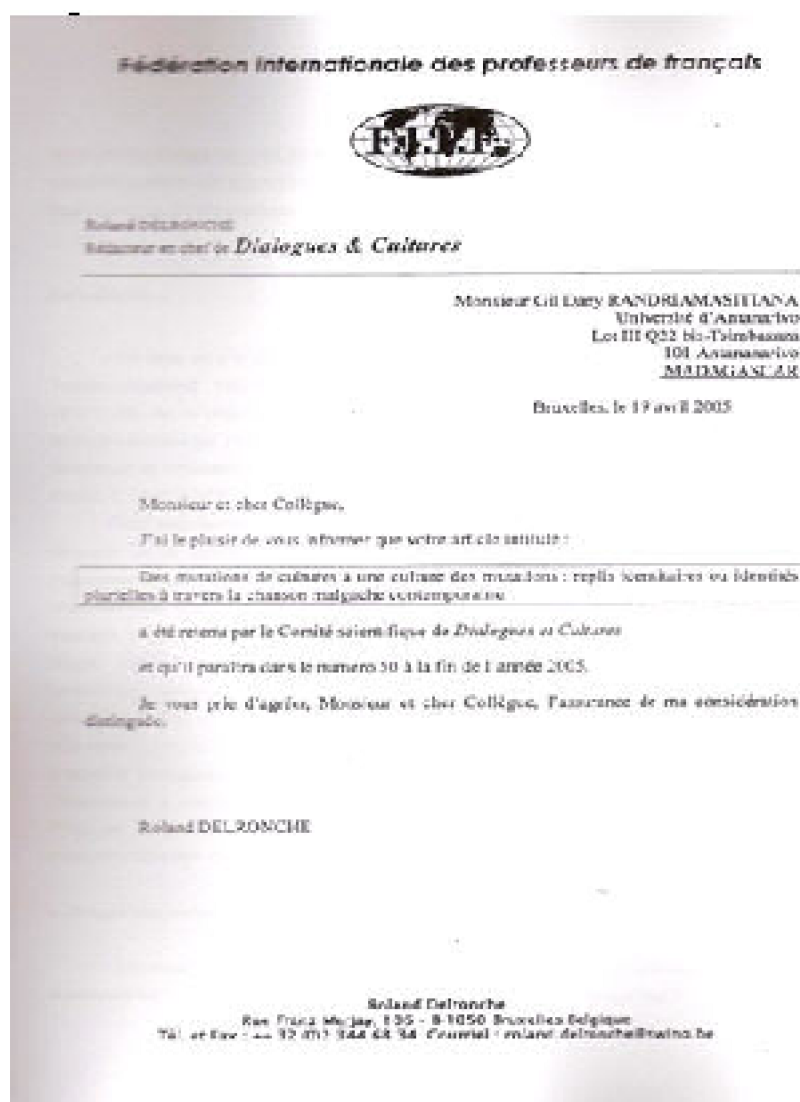
RAOULISON, R. (1971) "la culture Malgache" in Bulletin de l'Académie malgache, n.s.t 49, fascicule 2, p.37-44

ROCHER, G. (1968) "Le changement social" in Introduction à la sociologie générale, 3, Points, Imprimée en France, p.24-26.

SCHUDSON, M. (1994) "La culture et l'intégration des sociétés nationales" in revue internationale des sciences sociales, Février 1994, n° 139, sociologie, Etat des lieux I, Unesco, Paris, p.95.

SOUQUET – BASIEGE, P. (2000) "Valeur créoles" in Année Francophone Internationale 2000, p.321-324.

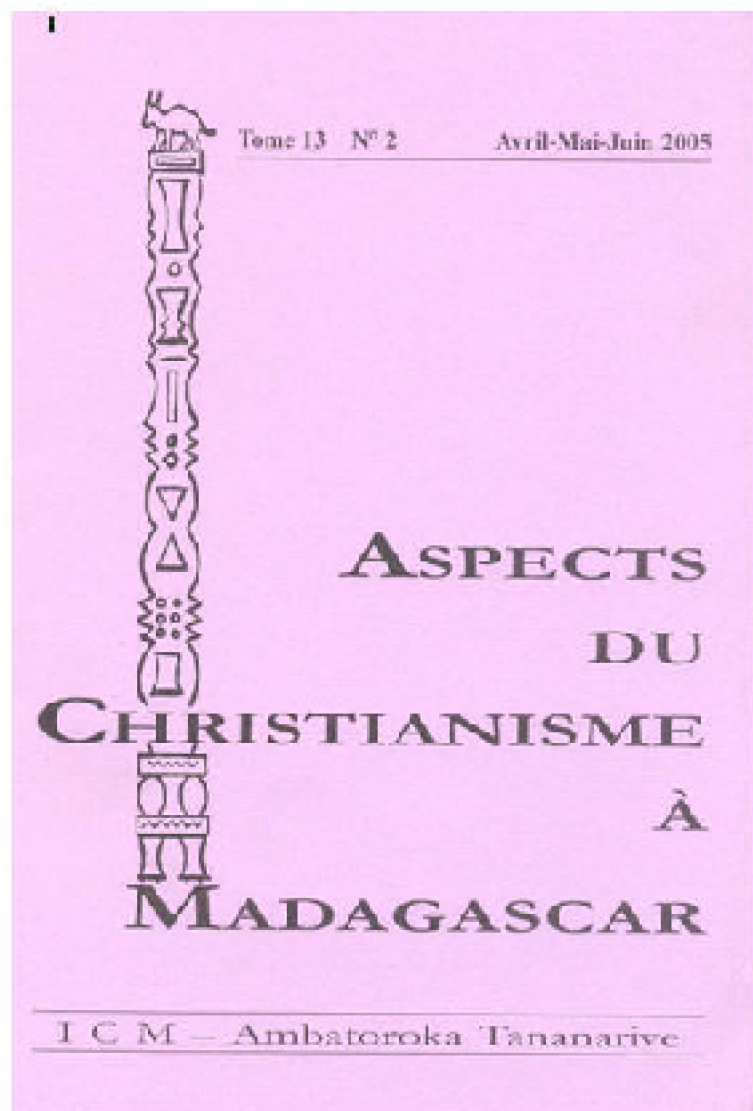
TETU, M. (1998) La francophonie, Histoire – Problématiques, Perspectives, Préface de SENGHOR, Hachette, Paris.



REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

- MALOUX, M (1985) Proverbes, sentences et maximes, Dictionnaire de poche de la langue française, Larousse, Paris.
- SAUSSURE, F. de (1975) Cours de linguistique générale, Payothèque, Paris.
- BONTE, P. et IZARD, M (2002) Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie, quadrize/ P.U.F, Paris.
- MUCHIELLI, A. (2002) Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales, A Colin, Paris.
- RANDRIAMASITIANA, G.D (2005) Biculturalisme franco-malgache et uniformisation culturelle. Allégeances et antagonismes in Aspects du christianisme, Tome 13, numéro 2, Avril-Mai-Juin 2005, ICM Ambatoroka, Fianarantsoa, Imprimerie Saint-Paul Ambatomena, p.27-42.
- ROCHER, G (1968), Introduction à la sociologie générale - Le changement social, volume 3, Points Editions HMH, Paris.
- ABDALLAH - PRETCEILLE, M. (1999) L'éducation interculturelle, P.U.F, Que sais-je ?, Paris.
- KILANI- SCHOCH, M. (1997) « La communication interculturelle : malentendus linguistiques et malentendus théoriques » in SINGY, P. et TRUDGILL, P.(eds), avril 1997, communication et pragmatique interculturelles, ASLA - VALS, n° 65, Institut de linguistique, Université de Neuchâtel, p. 83 - 101.

- LALLEMENT, M. (1993) Histoire des idées sociologiques, Tome 1, Des origines à Weber, Nathan, Paris.
- MONTOUSSÉ, M. et RENOUARD, G. (1997) 100 Fiches pour comprendre la sociologie, Bréal, Paris.
- CAMILLERI, C. et COHEN -EMERIQUE, M. (sous la direction de), 1989, Chocs de cultures : concepts et enjeux pratiques de l'interculturel, l'Harmattan, Paris.
- KOHLER, V. (1997), « A propos du dialogue des cultures », in Développement et Coopération, DES, Berlin, p. 45 - 66.
- BLOCH, M. (Décembre 2004), Lors de son intervention en tant que membre du jury d'une soutenance de thèse de doctorat d'Etat intitulée « La troisième naissance. Contribution à une anthropologie de Madagascar » et présentée par Louis Paul RANDRIAMAROLAZA, DLLM, F.L.S.H, Université d'Antananarivo, 20 Décembre 2004.
- ROGERS, A. (1998) « Les espaces du multiculturalisme et de la citoyenneté » un Revue internationale des sciences sociales, Juin 1998, n° 156, Les transformations sociales : sociétés multiculturelles et multi-ethniques, UNESCO/ érès, 50è année, Paris, p. 224-237.



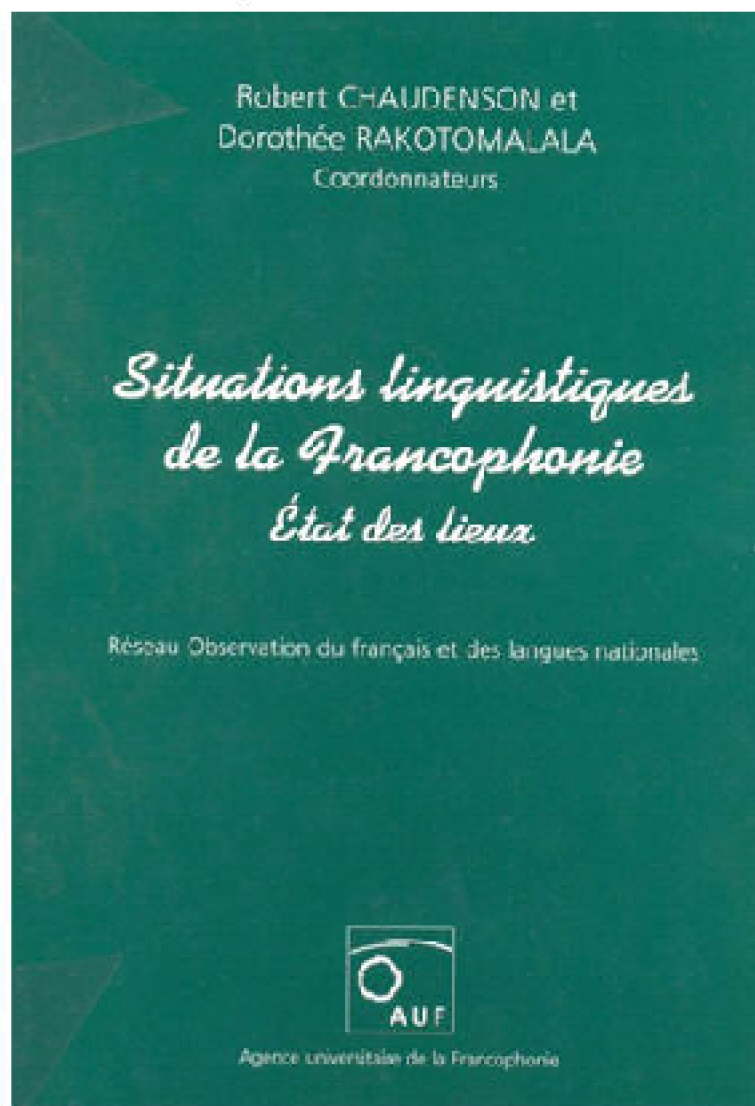
REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABDADALLAH –PRETCEILLE, M. (1999) *L'éducation interculturelle*, P.U.F, Que sais-je ? Paris.
- AEBISCHER, V. et OBERLÉ, D. (1998) *Le groupe en psychologie sociale*, Dunod, Paris, p. 86-87.
- ANDRIAMANANTENA, V. (1992) 1931-1945 : “ *Période hitady ny very. A la recherche des valeurs perdues* ” in *Revue du livre : Afrique, Caraïbes, Océan Indien*, Notre librairie – Madagascar, la littérature d'expression malgache, n° 109, avril – juin 1992, CLEF, Paris, p.53-56.
- ANDRIAMIALISON, S. (2000) “ *Les nouvelles technologies de l'information et de la communication – La situation à Madagascar au mois d'avril 2000* ”, communication présentée au colloque sur les NTIC, du 11 au 13 avril 2000, Université de La Réunion, 10p.
- AUBER, J. (1955) *Histoire de l'Océan Indien*, Société Lilloise d'imprimerie de Tananarive, p.266-303
- BABA KAKE, I. (1990) *L'Afrique coloniale*, ACCT – Francophonie, Paris, p. 53-65.
- CALVET, J-L (1974) *Linguistique et colonialisme – Petit traité de glottophagie*, Payot, Paris.
- DABÈNE, L. et BILLIEZ, J. (1987) “ *Le parler des jeunes issus de l'immigration* ”, sous le chapitre : *Langage et identité* – in VERMÈS, G. et BOUTET, 1987, eds, *France*,

- pays multilingue*, Tomes 1 et 2, l'Harmattan, Paris.
- DINA, J. (2000) “ Métissage culturel, identité culturelle à Madagascar ” in Actes du colloque de l'ICM – *L'Identité malgache dans la civilisation mondiale de 21^è siècle* – 10 au 12 avril 2000, Ambatoroka, Antananarivo, p. 135.
 - FAGERENG, E. et RAKOTOMAMONJY, M. (1963) *Tantaran'ny firenena malagasy*, Edisoana Salohy, T.P.F.L.M, Antananarivo
 - FERRÉOL, G. et al. (1991) *Dictionnaire de sociologie*, A. Colin, Cursus, Paris.
 - GROSJEAN, F. (1982) *Life with two languages*, Harvard. University Press, Cambridge, Massachussets and London.
 - GROSJEAN, F. (1993) “ Le bilinguisme et le biculturalisme . Essai de définition ” in TRANEL mars 1993, numéro 19, *Bilinguisme et Biculturalisme – Théories et pratiques professionnelles*, Institut de Linguistique, Université de Neuchâtel, p.13-41.
 - HEHY du 10 octobre 1998, p.2. Intitulé de l'article en malgache : “ *Fanariana karam-pako i Madagasikara* ” ; traduction de l'intitulé en français : “ *Madagascar est un dépoitoir de pacotilles, de sous-produits et de futilités en tous genres.* ”
 - HÜBSCH, B. (1993) “ Madagascar et la christianisme – Vue d'ensemble ” in MUBSCH, B., 1993, eds, *Madagascar et le christianisme*, ACCT, Ed. Diffusion Karthala, Ed. Ambozontany.
 - KOCH, F. (2003) “ *L'altermondialisme. Vogue ou vague ?* ” in l'Express du 13 novembre 2003, Paris, p. 28-30.
 - LA GAZETTE DE LA GRANDE ÎLE n° 342 du 23 avril 2004, p.12. Intitulé de l'article : “ *Développement malgache. Des pôles intégrés de croissance (PIC/ TIC) identifiés* ”.
 - LA GAZETTE DE LA GRANDE ILE n° 442 du 28 août 2004, p.11. intitulé de l'article : “ *TIC. Bientôt des indicateurs plus étoffés/intégrés au développement* ”.
 - LA GAZETTE DE LA GRANDE ILE n°449 du 31 août 2004, p7. Intitulé de l'article : “ *Famadihana. Les Malgaches entretiennent toujours une relation avec les morts.* ”
 - LAZAR, J. (1991) *Sociologie de la communication de masse*, A Colin, Paris.
 - LÉVI- STRAUSS, C. (1971) “ Race et Culture ”, *Revue Internationale des Sciences Sociales*, vol. 23, 1971, n°4, p. 655 in Lévi-Strauss ou la structure du malheur par Catherine BACKES-CLÉMENT, Seghers, Philosophie, Paris, 1974.
 - MADAGASCAR TRIBUNE n° 4699 du 12 juillet 2004, p.5. Intitulé de l'article : “ *Rattraper le retard numérique selon le DG des TIC* ”.
 - MATTELART, A. (1995) *La mondialisation de la communication*, P.U.F, Que sais – je ? , Paris.
 - MICHEL, M. (1994) “ La conception de l'Etat colonial chez Gallieni ” in OMALY SY ANIO, 1994, Département d'Histoire, FLSH, Université d'Antananarivo, p.87-100.
 - MUNTHE, L. (1982) *La tradition arabico-malgache – vue à travers le manuscrit 17-6 d'Oslo et d'autres manuscrits disponibles*, Conseil Norvégien de la Recherche Scientifique et T.P.F.L.M, Antananarivo.
 - OTTO CMR. DAHL (1951) *Malgache et Maanjan*, Egede – Instituttet, Oslo, p. 303
 - OUANE, A. (1995), sous la direction de, *Vers une culture multilingue de l'éducation* , Institut de l'UNESCO pour l'Education, Hambourg.

-
- PÂQUES , V. (1974) Les peuples de l'Afrique, Bordas études 56, Paris.
 - PIETRO, P. PROFITA, S.J. (2000) Malgaches et Malgachitude, A Fianarantsoa, p.7-79.
 - RAJAONARIMANANA , N. (1995) Grammaire moderne de la langue malgache, volume 1, L'Asiathèque, Paris, p.8.
 - RAJAONARISON, F. (2004) " Que reste – t- il de notre culture ? " dans La Gazette de la grande Île, n° 414 du 21juillet 2004, p.16.
 - RAJEMISA, R. (1971) " La culture malgache " in Bulletin de l'Académie malgache, n.s.t.49, fasc.2, p.37-44
 - RAKOTOARISOA, J-A. (1986) " Principaux aspects des formes d'adaptation de la société traditionnelle malgache " in KOTTACK, C., Ph. , Madagascar : society and history, W.G Foundation for Anthropological Research, Printed in USA, p. 89.
 - RAKOTOMAHAFALY, E. (1994) " Ny teny franc – gasy " in Feon'ny Merina, n° 9 du 21 janvier 1994, Antananarivo, p.3.
 - RALAIMIHOATRA, E. (1959) Histoire de Madagascar, 2è édition, Hachette Madagascar, Tananarive, p.9-17.
 - RAHARINJANAHARY, S., J.M. (2000) " Identité malgache et mondialisation " in Actes du colloque de l'ICM – L'identité malgache dans la civilisation mondiale du 21è siècle – du 10 au 12 avril 2000, Ambatoroka, Antananarivo, p.49-92.
 - RAMIANDRASOA , F. (1975) Atlas historique du peuplement de Madagascar, Université de Madagascar (E.E.S.D.E.G.S.), Académie malgache, CNR de Tsimbazaza, Antananarivo, p. 6-27.
 - RANAIVO, C. (1952) " La culture des peuples colonisés. Réflexions à propos de la psychologie de la colonisation " in Le Monde chrétien n° 22, Avril – juin 1952, Publié avec le concours du Centre National de la Recherche scientifique, p. 129-149.
 - RANAIVO, F. (1979) " La situation du français à Madagascar " in VALDMAN, A. et al. (1979), Le français hors de France, Ed. Honoré Champion, Paris, p.507-525.
 - RANDRIAMAMONJY, F. (2001) *Tantaran'i Madagasikara isam-paritra*, T.F.F.L.M, Antananarivo, p. 32-42.
 - RANDRIAMAROLAZA, L.P.(1990) " *Etre malgache en situation pluriculturelle : la problématique de Ny Mpanolo- tsaina 1900-1930* ", Communication au séminaire national de *Réflexions sur l'enseignement du malgache dans le monde pluriculturel d'aujourd'hui*, du 10 au 15 décembre 1990, Université d'Antananarivo.
 - RANDRIAMASITIANA, G. D. (2000) Les rôles respectifs des milieux institutionnel, social et familiale dans l'apprentissage du français à Madagascar depuis 1972, Thèse pour le doctorat nouveau régime en sciences du langage, FLSH, Université de La Réunion.
 - RANDRIANARISOA, P. (1958) *Madagascar et les croyances et les coutumes malgaches*, Imprimerie Caron et Compagnie Caen.
 - RASOLONIAINA, B. (1998) " Le variaminanana , le parler bilingue des Malgaches de Paris " in *Etudes linguistiques, anthropologiques et des littératures malgaches – Raki-pandinihina*, Etudes offertes au Professeur Siméon RAJAONA, éditées par GUEUNIER, N. et RAHARINJANAHARY, S.J-M., Editions Grand Océan.
-

- ROCHER, G. (1968) *Introduction à la sociologie générale – Le changement social*, vol. 3. Collection Points, Paris.
- SUMPFF, J. et HUGUES, M. (1973) *Dictionnaire de sociologie*, Larousse, Paris.
- VASCHALDE, A. (1976) *Visage de la malagassitude*, Ed. Pagassy, Paris.
- WIDMER, J. (1993) “ Identités linguistiques et contact des cultures – Quelques remarques à propos des statutssymboliques ” in TRANEL, mars 1993, numéro 19, *Bilinguisme et Biculturalisme – Théories et pratiques professionnelles*, Institut de Linguistique, Université de Neuchâtel, p.79-93.
- WHITEMAN, K. (1993) “ Francophonie et anglophonie : regards portés sur “ l'autre ” en Afrique ” in DANIEL, C. et KIRK-GREENE, A.A. (sous la direction de), 1993, *Etats et sociétés en Afrique francophone*, Economica, Paris, p.291-303.



BIBLIOGRAPHIE

- BABAULT, S. (2000) " De la malgachisation à la relance du français : 25 ans de politique linguistique à Madagascar " dans Actes des Deuxième journées scientifiques du réseau des l'AUF, SDL-Rabat, 25 - 28 septembre 14998, textes réunis par DUMONT, P et SANTO DOMINGO, La coexistence des langues dans l'espace francophone - Approche macro-sociolinguistique, Aupelf-Uref, p.321-328.
- BENIAMINO, M (1997) " Diglossie enchâssée/Diglossie juxtaposée " dans MOREAU, M-L (1997), Coordonné par, Sociolinguistique - Les concepts de base, Mardaga, Liège, p.129 - 131.
- BAVOUX, C. (1993 - 1994) Description du français et de la francophonie à Madagascar, Doctorat en Etudes créoles et francophones, Université de Provence et Université de La Réunion.
- BAVOUX, C. et C. (1993) " Le coût social des dernières politiques linguistiques, dans Politique africain, numéro 52, p. 76 - 88.
- BAYLON, C. (1999) Sociolinguistique, 2^e édition, Editions Nathan Université, Malesherbes.
- BILLIEZ, J. et MILLET, A. (2001) " Représentations sociales : trajets théoriques et méthodologiques " in MOORE, D. (2002), coordonné par, Les représentation des langues et de leur apprentissage- Références, modèles, données et méthodes. Collection CREDIF, Paris. - BONTE, P. et IZARD, M. (2002) Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie, Quadrifuge/PUF, Paris, p.243.

- BOURDIEU, R et PASSERON, J-C. (1964), Les héritiers - Les étudiants et la culture - Les éditions de minuit – Paris
- CALVET, L-J (1997) “ Vernaculaire-Véhiculaire ” in MOREAU - M - L, eds, 1997, Sociolinguistique - Les concepts de base, Mardaga, Liège, p.289 - 290, 291 - 292.
- CALVET, L-J. (1993) La sociolinguistique, PUF, Que sais-je ?, Paris .
- CAZENEUVE, J. (1993) Sociologie de la radio-télévision, PUF, Que sais-je ? , Paris.
- CIRCULAIRE du 5 Octobre 1895 et Arrêté n° 327-e/CG du 12.11.1951.
- CIRCULAIRE n° 92/0015418 - MIP/DEP1 du 07.07.1992
- DAHL, O.C. (1951), Malgache et Manjaan, Egede - Instituttet et Oslo
- DE ROBILLARD, D. (1997), “ Politique linguistique ” in MOREAU, M-L, eds, 1997, Sociolinguistique - Les concepts de base, Mardaga, Liège p.228 - 229 - 230.
- DECARY, R. (1951), Mœurs et coutumes des Malgaches, Payot, Paris.
- DECISION n° 80-020 MINESEB du 23.04.1980.
- DECRET n° 2003 - 1149 du 16.12.2003 portant présentation au Parlement du projet de loi n°.... et portant orientation générale du système d'éducation, d'enseignement et de formation à Madagascar.
- DOISE, W, “ Les représentations sociales “ dans GHIGLIONE, R et al. (1990) Traité de psychologie cognitive, tome 3, Dunod, p.110 - 174 et 114 cité par BILLIEZ, J et MILLET, A. “ Représentation sociales : trajets théoriques et méthodologiques ” dans MOORE, D. (2001) Les représentations des langues et de leur apprentissage. Références, modèles, données et méthodes, Collection CREDIF, Essais, Didier, Paris, p.37.
- DUMONT, D (1996a) “ Le problème de la langue d'enseignement ” in Madagascar : Quelle politique linguistique, et quelle coexistence cadre entre le malgache et le français ? Textes des interventions publiques, sur la question linguistique faites à Antananarivo, Académie Nationale des Arts, des Lettres et des Sciences, Antananarivo, 18 Août 1995. - FISCHER, G-N (1987) Les concepts fondamentaux de la psychologie sociale, Dunod, Paris.
- FORESTIER, P. (1992), “ Madagascar, là aussi le marxisme ne marche pas ”, Document Paris Match.
- HAMERS, J - F (1997) “ Le contact des langues ” in MOREAU, M-L, eds,1997, Sociolinguistique - Les concepts de base, Mardaga, Liège, p.94 - 100.
- HÜBSCH, B, eds, 1993, Madagascar et le christianisme, ACCT, Edition - Diffusion Karthala, Edition Ambozontany. Fianarantsoa.
- JACOB, G. (1996). La France et Madagascar, de 1880 à 1894 - Aux origines d'une conquête coloniale, Thèse de doctorat d'Etat, volume 1, Université de Paris Sorbonne.
- LAFONTAINE, D. (1986). Le parti pris des mots, Normes et attitudes linguistiques, Mardaga, Bruxelles, p.22.
- LETTRE de l'ADEA, Unesco, volume 19, numéro 2 - 3, Avril - Septembre 2003, Paris, p.6
- LOI n° 94-033 du 13.03. 1995 régissant le système d'éducation et de formation à

Madagascar

- MACKEY, W.F. (1997) " Bilinguisme " dans MOREAU, M-L (1997), eds , Sociolinguistique - Les concepts de base, Mardaga, Liège., p. 61-64.
 - MENDRAS, H. (1975), Eléments de sociologie, A. Colin, Paris.
 - MINISTÈRE malgache des Finances et de l'Economie, INSTAT, DDSS, 1997, Antananarivo.
 - MINISTÈRE malgache de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique, Service de la statistique de l'Education, Mars 2004, Antananarivo.
 - MINISTÈRE Malgache de la Poste, des Télécommunications et de la Communication, Bureau de l'Information et de la Communication, 2003, Antananarivo.
 - MUNTHE, L. (1982) La tradition arabico-malgache vue à travers le manuscrit A-6 d'Oslo et d'autres manuscrits disponibles, TPFLM, Antananarivo.
 - NOTE DE SERVICE n° 86/22.958/MINESEB/DES1 du 29.09.1986
 - ORDONNANCE n°92-039 du 14 septembre 1992.. - PAQUES, V. (1974) Les peuples d'Afrique, Bordas études 56, Ethnologie, Paris.
 - RAHARINJANAHARY, S (1990) " Les statuts du malgache et les décisions de politique linguistique à Madagascar " dans Actes du séminaire nationale de réflexions sur l'enseignement du malgache dans le monde pluriculturel d'aujourd'hui, du 10 au 15 décembre , Université d'Antananarivo.
 - RAJAONARIMANANA, N. (1999) Grammaire moderne de la langue malgache - Méthodologie malgache, volume 1, l'Asiathèque - Langues - INALCO, Paris.
 - RAJAONARIVO, S. et RABENORO, I. (1997) " A l'aube du 21^e siècle, quelle politique linguistique pour Madagascar ? " in Mots - Les langages de la politique n°52 intitulé Politique linguistique, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris, p.105-119. - RALAIMIHOATRA, E. 1969, Histoire de Madagascar, Deuxième édition, Hachette Madagascar, Tananarive.
 - RAMAMONJISOA, J. (2002) " Madagascar : des pseudo-ethnies " in Madagascar Tribune du 16 février 2002, p.6.
 - RAMBELO, M (1991) Madagascar, dans CHAUDENHSON, R ,eds, 1991, La francophonie : représentation, réalités, perspectives, Langues et Développement, Diffusion Didier Erudition, Université de Provence, p.121 - 132.
 - RANAIVO, V, (1979) " La situation du français à Madagascar " in VALDMAN, A. (1979), Le français hors de France, Editions Honoré Champion, Paris.
 - RANDRIAMAROLAZA, L-P (1992b) 'Monolinguisme et bilinguisme à Madagascar, des intégrations linguistiques à l'intégration culturelle ', Communication présentée lors du colloque du 90^e anniversaire de l'Académie malgache, Antananarivo.
 - RANDRIAMASITIANA, G.D. (2000) Les rôles respectifs des milieux institutionnel, social et familial dans l'apprentissage du français à Madagascar depuis 1972, Thèse pour le doctorat nouveau régime en sciences du langage, Université de la Réunion.
 - RANDRIANARISOA, P. (1959) Madagascar et les croyances et les coutumes
-

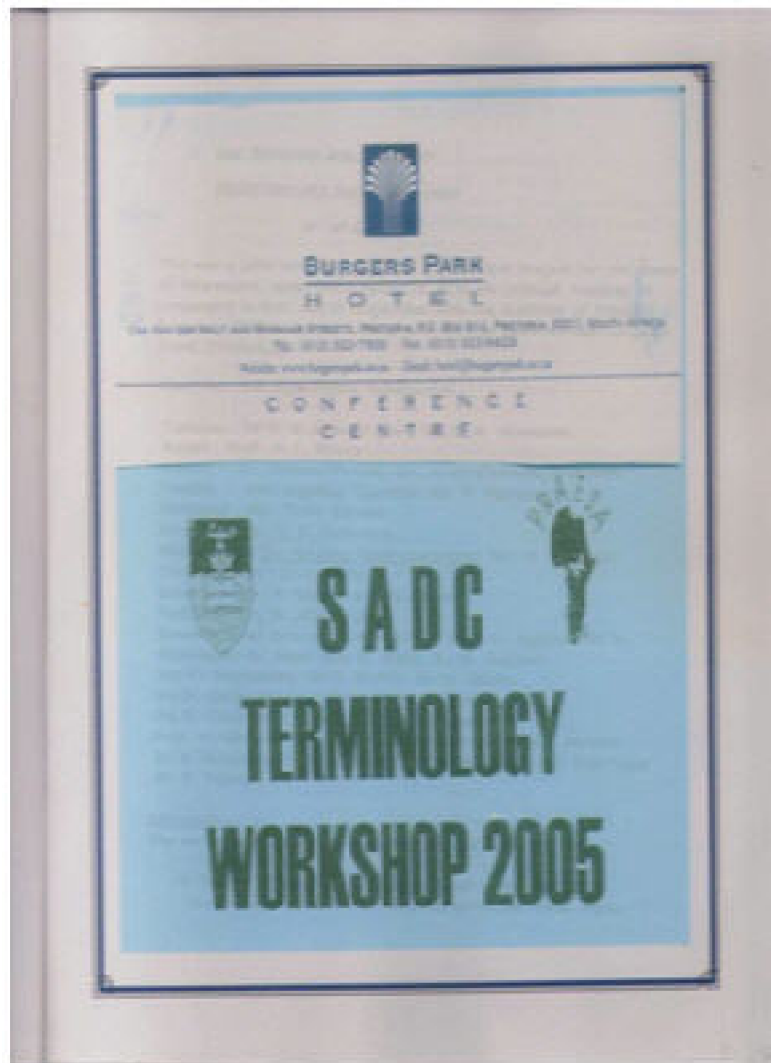
malgaches, Imprimerie CARON et Compagnie Caen.

- RAZOHARINORO, R. (1970) “ Aperçu sur les premiers journaux à Madagascar jusqu'en 1938 ” in Bulletin de Madagascar 1970, numéro 293 - 294, Tananarive.

- RENEL, C (1913). La coutume des ancêtres, Société d'éditions littéraires et artistiques, Librairie Ollendorff, Paris.

- ROCHER, G. (1968) Introduction à la sociologie générale 2. L'organisation sociale, Points, Editions HMH, Paris, p.194 - 197, p.197 - 200.

- VIET DUNG, L. (2000). “ La prise de parole des adultes vietnamiens en classe de français. De la motivation à apprendre à la motivation à prendre la parole ”, in Les Actes des deuxièmes journées scientifiques du réseau de l'AUF-SDL, Rabat 25 - 28 septembre 1998, Textes réunis par DUMONT et SANTO DOMINGO - La coexistence des langues dans l'espace francophone, Approche macrosociolinguistique , Aupelf-Uref, p.340.



BIBLIOGRAPHIE

- ABDALLAH – PRETCEILLE, M (1999), L'éducation interculturelle, Paris, P.U.F, Que sais-je ?
- BATESON, G et al (2000), La nouvelle communication, Paris, Ed du Seuil.
- BEAUDICHON, J. (1999), La communication, Processus, formes et applications, Paris, A. Colin.
- BLANCHET, P. (1995), La pragmatique. D'Austin à Goffman, Paris, Référence.
- BONTE, P et IZARD, M. (2002), Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie, Paris, Quadrifuge/P.U.F 2^e édition.
- BOUDON-BOURRICAUD (2000), « Violence » in *Dictionnaire Critique de la Sociologie*, Paris, P.U.F, pp. 670 – 679.
- BOUDON-BOURRICAUD (2000), « Conflits sociaux » in *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, P.U.F, pp. 90-96.
- BOURDIEU, P. (1982), Ce que parler veut dire, Fayard Paris.
- CALVET, L – J (1993), La Sociolinguistique, Paris, P.U.F, Que sais-je ?
- DURKHEIM, E. (1990), Education et sociologie, Paris, Quadrifuge / P.U.F, édition.
- FERRÉOL, G. et al.(1991), Dictionnaire de sociologie, Paris, A. Colin.
- HOULDER, J.A (1960) *Ohabolana ou proverbes malgaches*, Tananarive, Librairie luthérienne.

- KEBART- ORECCHIONI, C. (1998), Les interactions verbales. Variations culturelles et échanges rituels, Paris, Tome 3, 2^e édition, A. Colin.
- LARAMÉE, A et VALLÉE, B. (1991) La recherche en communication. Eléments de méthodologie, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- LAZAR, J (1992), La science de la communication, Deuxième édition corrigée, Paris, P.U.F, Que sais-je ?
- LAZAR, J. (1991), Sociologie de la communication de masse, Paris, A. Colin.
- MAINGUENEAU, D. (1991), L'Analyse du discours, Paris, Hachette Supérieur.
- MARTIN – LAGARDETTE, J-L (2003), Le guide de l'écriture journalistique, Paris, La découverte.
- MENDRAS, M (1975), Eléments de sociologie, Paris, A. Colin.
- MUCCHIELLI, A. (2002), Dictionnaire des méthodes quantitatives en sciences humaines et sociales, Paris, A. Colin, p.180-182.
- RAJAONA, S (2000), Takelaka notsongaina. 2, Fianrantsoa, Editions Ambozontany.
- RAKOTO, I., RAMIANDRASOA, F et RAZOHARINORO – RANDRIAMBOAVONJY (1995), Nouveau corpus d'Histoire des Institutions, Antananarivo, Musée d'Art et d'Archéologie, Institut des Civilisations, Antananarivo.
- RIVIÈRE, C. (2000), Anthropologie politique, A. Colin, Paris.
- ROCHER, G. (1968), Introduction à la sociologie générale 2. L'Organisation sociale, Coll. Points, Editions HM, Paris
- WATZLAWICK, P. et al. (1979), Une logique de la communication, Paris, Editions du Seuil.

1

Revue Historique de l'océan Indien

Dynamiques
dans et entre
les îles du sud-ouest
de l'océan Indien
(XVII^e - XX^e siècle)



ACTES DU COLLOQUE DE
Toamasina (Tamatave)
NOVEMBRE 2004

OHIOI

2005